MIR

SECURITY COUNCIL MATTERS

6 AUG 1993 - [30 JUNE 1994]

[2 CONFIDENTIAL]

EL/WG APR 2009

LEASE RETAIN
RIGINAL ORDER

UN ARCHIVES
SERIES S-1120
BOX 63
FILE 2
ACC. 1998/0278

DES MANIFESTATIONS A CARACTERE POLITIQUE ET DE LA MINUAR

Manifester est, certes, un droit politique reconnu pour tout citoyen sur tout le territoire de la République du Rwanda.

Mais ceux qui désirent exprimer publiquement leur opinion politique doivent le faire, ***sans violence****, dans le respect total des personnes et de leurs biens, ainsi que dans le respect des lois de la République.*

Les manifestations d'ordre politique relèvent exclusivement de la compétence du Ministère de l'Intérieur de la République du Rwanda qui délivre les autorisations requises pour toute manifestation publique et qui garantit que toutes les dispositions sont prises pour encadrer les manifestants et pour assurer la sécurité des biens et des personnes pendant toute la durée de la manifestation.

Aussi, pour des raisons de sécurité, les autorités rwandaises ont-elles décidé d'interdire tout rassemblement public dans un rayon de 1,5 km autour du Conseil National de Développement (CND) à Kigali.

La Police et la Gendarmerie nationale du Rwanda continueront de s'acquitter de leur tâche traditionnelle de maintien de l'ordre public. ***La Force de la MINUAR n'a nullement l'intention de se substituer aux forces de sécurité de l'Etat rwandais. Mais elle est prête à les assister chaque fois que de besoin.***

Il est donc inadmissible que des manifestants s'en prennent violemment à la MINUAR, une organisation neutre et impartiale qui a été invitée par les deux parties pour apporter son concours à l'application de l'Accord de paix d'Arusha.

Mission des Nations Unies pour l' Assistance au Rwanda

BIEP , MINUAR, KIGALI Tel. 84278/9/80/81/82/83/84/85 Fax 84275

NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/26731
12 novembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 12 NOVEMBRE 1993, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 8 novembre 1993 concernant la nomination d'un Représentant spécial pour diriger la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) a été portée à l'attention des membres du Conseil. Ceux-ci ont pris note de l'information communiquée dans cette lettre.

Le Président du Conseil de sécurité

(Signé) José Luis JESUS

93-63170 (F) 121193 121193

1993-11-18 01:55 PAGE = 06

VEHICUL
Nous somm
voyage à l
préalablem
Sécurité. I
Notificatio
dispositior
Service Sé
- Votre
valabl
Genda
Sécuri
Tél. :
- Ne lai
votre
- Ne lai
dans v
- Quanc
fermé
surrou
- Ne vo
Kigali
princi
- Si vot
manif
dès qu

HOTEL
- Rens
spéci
consi
différ
- Gard
- Avan
qu'at
Ex.:
- Utilis
valis

Ju le 21/11/93 à 21h50'

COMMUNIQUE DU MINISTERE DE LA DEFENSE

Les forces Armées Rwandaises à travers le Ministère de la défense expriment leur indignation la plus émue vis-à-vis des atrocités commises dans la nuit du 17 au 18 novembre 1993 dans les communes KIDAHO, NKUMBA, CYERU, NYAMUGALI en préfecture de RUHENGERI.

Les Forces Armées Rwandaises, très déçues par ces actions éhontées et dégradantes, condamnent avec la toute dernière énergie ces massacres dirigés contre une population innocente et sans défense au mépris des droits de la personne humaine en général et de l'Accord d'ARUSHA en particulier.

Les Forces Armées Rwandaises indiquent que selon les sources dignes de foi, plus d'une quarantaine de personnes y ont laissé leur vie, froidement tuées aux coups de couteaux et de massues. A titre d'exemple, le nommé KANYAMIHIGO Callixte, candidat bourgmestre de la commune KIDAHO a succombé décapité, tandis que des dizaines d'autres ont été grièvement blessés.

Voici le bilan provisoire des morts physiquement identifiés :

-En commune KIDAHO:

1. KANYAMIBWA Charles
2. NYIRAKIMONYO Vénentie, son épouse
3. MUKANKUSI Spéciose, sa deuxième épouse
4. NYAGAKE Bernadette, sa 3°épouse
5. UWIMANA Emmanuel
6. NYIRABASISITA Immaculée
7. HAKIZIMANA Théogène
8. Uwamahoro Béatrice
9. NYIRAMAYORO Spéciose
10. MUKUNDUFITE
11. RWASINE
12. KANYAMIHIGO Callixte

-En commune CYERU:

1. MUJAWAMARIYA Christine
2. NYIRAMAHIRWE, enfant d'une année
3. RUGAHANDA
4. MITIMA Frodouard et son enfant mort à l'hôpital de RUHENGERI
5. GASORE, enfant de 2 ans

-En commune NYAMUGALI:

1. MUNYENGORORE Pierre, étudiant à l'UNR
2. Belimana Béatrice

Comme en témoigne la population qui a assisté à ce spectacle suppliciant et humiliant, il n'y a nul doute que ces actes ignobles et sauvages ont été perpétrés par le FPR dont les activités surtout militaires qu'il multiplie pour le moment dans la zone démilitarisée ne cachent plus ses intentions de reprendre les hostilités pour plonger le pays dans le bain de sang.

DISCC

Face à ce défi que le FPR lance à tout le peuple Rwandais, les Forces Armées Rwandaises demandent instamment que le Gouvernement de Transition à Base Elargie soit mis en place et que le FPR renonce immédiatement et sans condition à ses actes de provocation qui risquent de compromettre les accords de paix.

Les Forces Armées Rwandaises demandent également que les coupables de ce forfait soient vite punis et insistent qu'une enquête internationale avec le concours de la communauté internationale des droits de l'homme soit entamée et puisse aboutir dans les délais raisonnables aux résultats non trafiqués.

Elles réaffirment leur ferme détermination de respecter les accords de paix signés entre le Gouvernement Rwandais et le FPR mais ne toléreront plus longtemps de telles exactions qu'elles ne veulent plus voir se reproduire.

Elles soutiennent fermement l'action de la MINUAR et comptent toujours sur son impartial arbitrage.

Enfin, les Forces Armées Rwandaises décident de suspendre toutes les sessions et diverses commissions conjointes avec le FPR jusqu'à ce que ce dernier puisse garantir l'abandon de toute action du genre. Ces sessions et commissions pourront reprendre aussitôt que le FPR aura honnêtement déclaré qu'il est disposé à se rembarquer sur le processus de paix.

Le Ministre de la Défense
BIZIMANA August

de la Défense Nationale
DISLC

FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS
RWANDESE PATRIOTIC FRONT

COMMUNIQUE DE PRESSE

ENCORE DES MANOEUVRES DILATOIRES DU PRESIDENT HABYARIMANA POUR CACHER SES CRIMES.

Dans un décret publié hier soir à la Radio Nationale, HABYARIMANA invite les députés et le Ministre des Institutions de la Transition aux cérémonies d'investiture qu'il doit présider aujourd'hui à 10h00 du matin.

Il impose en même temps aux partis politique les noms de certaines personnes devant prêter serment. C'est le cas des partis Libéral et MDR qui, pourtant avaient librement accepté d'avoir réglé leurs problèmes internes avant la date butoire du 22/02/94, initialement décidée par concensus pour la prestation de serment.

Qu'est-ce qui amène donc HABYARIMANA, dont on attendait la réaction depuis Samedi dernier, à sortir de son mutisme et à improviser des listes tronquées similaires à celles qu'il avait avalisées le jour de son investiture, c'est à dire le 5 Janvier dernier.

La réponse est bien simple: artisan de la démagogie et du machiavélisme, HABYARIMANA veut certainement détourner l'attention de l'opinion nationale et internationale sur les crimes politiques qu'il est en train de commanditer et d'exécuter au Rwanda.

L'assassinat du Ministre GATABAZI Félicien, Secrétaire Exécutif du Parti PSD n'est qu'une réalisation partielle de son plan d'extermination des leaders de l'opposition. Hier soir, les Députés et les Ministres du FPR ont échappé de justesse à un attentat meurtrier organisé sur l'axe **Mulindi** (Quartier Général du FPR) et **Kigali**. Alors qu'ils se sont désistés à la dernière minute pour venir prêter serment selon le calendrier préétabli, l'escorte de la MINUAR et des éléments du Bataillon du FPR stationné à Kigali a été victime d'une attaque des soldats gouvernementaux embusqués à Gashyata, à plus ou moins 5 Km de Kigali.

Le FPR a enregistré un blessé qui est dans un état critique et un observateur de la MINUAR n'a pas été épargné. Deux des véhicules qui les conduisaient ont été endommagés et abandonnés sur le lieu d'attentat.

La journée d'avant - hier qui s'est soldée par l'assassinat du Ministre GATABAZI avait été marquée par des actes de vandalisme, et de terrorisme du parti CDR, allié et porte - parole du MRND contre des membres de l'opposition dont le Ministre des Affaires Etrangère et de la Coopération, issu du MDR.

Le Président de la Cour Constitutionnel a dû fuir son bureau en catastrophe, menacé par les mêmes éléments pour avoir

refusé d'avaliser les listes des députés tel que souhaité par HABYARIMANA. La journée d'hier s'est clôturée par plusieurs morts à Kigali, suite paraît-il à la colère de la CDR qui vengeait son Président, victime du soulèvement populaire en préfecture de Butare. Ces événements ont été animés et coordonnés par la Radio Libre de Mille Collines (RTLM), organe d'expression du collectif MRND - CDR.

Le FPR a toujours insisté sur la mise en place rapide des Institutions de la Transition, dernier espoir à la restauration de la paix et de la sécurité dans le pays.
Insisté mais pas à n'importe quel prix.
Ainsi la décision ultime et unilatérale de Monsieur HABYARIMANA de convoquer les partis politiques et le FPR aux cérémonies de prestation de serment avec des listes préfabriquées par sa cour n'a rien de nouveau par rapport à sa mise en scène du 5 Janvier dernier. Cette décision n'est rien d'autre qu'une nouvelle manoeuvre dilatoire destinée cette fois-ci à détourner l'attention de l'opinion nationale et internationale de son plan d'extermination des leaders de l'opposition dans le but inavoué de se maintenir au pouvoir au risque de plonger le pays dans le chaos.

Par voie de conséquence,

- Le FPR ne peut ni s'associer ni avaliser les cérémonies d'investiture décrétées et organisées par Monsieur HABYARIMANA et son entourage ce Mercredi 23/02/94 à 10h00.
- En poursuivant son plan d'élimination des opposants politiques, Monsieur HABYARIMANA et ses partis se comportent en terroristes et le FPR les considère comme tels.

En massacrant son propre peuple, Monsieur HABYARIMANA se refuse à garantir l'unité nationale et se disqualifie comme futur Président des Institutions de la Transition.

En conclusion le FPR exige que des explications sur l'attentat de son convoi en date du 22/02/94 lui soient fournies.

Il urge Monsieur HABYARIMANA et ses partis à arrêter immédiatement le massacre et le terrorisme dirigé contre ses membres, l'opposition, la population paisible et se réserve le droit de légitime réponse en cas d'entêtement ou recidive.

Fait à Kigali, le 23/02/94

Patrick MAZIMHAKA
Premier Vice - Président.

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
Archives BIEP

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 17 FEVRIER 1994

---

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 5/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 12 FEVRIER AU 17 FEVRIER.

16 FEVRIER 1994: *LES AMBASSADEURS AFRICAINS ACCREDITES AU RWANDA RENCONTRENT LE REPRESENTANT SPECIAL A L'AMBASSADE D'EGYPTE. ILS DEPLORENT L'ATTITUDE DES RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS QUI N'ONT PAS ENCORE REUSSI A LEVER LES BLOCAGES A LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.*

16 FEVRIER 1994 : *LE PREMIER MINISTRE DESIGNE, M. FAUSTIN TWAGIRAMUNGU PRESIDE A L'HOTEL MERIDIEN DE KIGALI UNE REUNION DES PARTIS QUI DOIVENT PARTICIPER AUX INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. BUT DE LA RENCONTRE: ETUDIER LES PROPOSITIONS DU MRND POUR DEBLOQUER LA CRISE INSTITUTIONNELLE AU RWANDA. LE MRND ET LE PL SONT ABSENTS.*

16 FEVRIER 1994: *LE MINISTRE RWANDAIS DE L'INFORMATION M. FAUSTIN RUCOGOZA RENCONTRE LES RESPONSABLES DE LA R.T.L.M. (RADIO TELEVISION LIBRE DES MILLE COLLINES): LA STATION PRIVEE A ETE CRITIQUEE A CAUSE DE SES COMMENTAIRES INCENDIAIRES. TOUT EN RECONNAISSANT A LA RTLM LE DROIT DE S'EXPRIMER EN TOUTE LIBERTE, LE MINISTRE DEMANDE QUE CELLE-CI SOIT UN OUTIL AU SERVICE DE LA RECONCILIATION NATIONALE.*

15 FEVRIER 1994: *VISITE DU MINISTRE RWANDAIS DE LA DEFENSE NATIONALE, M. AUGUSTIN BIZIMANA AU QG DU SECTEUR KIGALI DE LA MINUAR A KACYIRU, EN COMPAGNIE DES GENERAUX NSABIMANA ET NDINDILIYIMANA. ECHANGE DE VUES SUR LA SECURITE DE LA VILLE AVEC LE COLONEL MARCHAL, COMMANDANT DU SECTEUR.*

15 FEVRIER 1994 : *RADIO RWANDA DIFFUSE UNE SERIE DE REPORTAGES SUR LA FAMINE DANS LA PREFECTURE DE BUTARE AU SUD ET DANS LA PREFECTURE DE KIBUYE A L'EST: SELON RADIO RWANDA, AU MOINS 65% DES FAMILLES NE MANGENT QU'UNE FOIS TOUS LES DEUX JOURS.*

14 FEVRIER 1994 : *ELECTION DE TROIS NOUVEAUX MEMBRES AU BUREAU POLITIQUE DU PARTI SOCIAL DEMOCRATE DANS LA PREFECTURE DE KIGALI. IL S'AGIT DE MM. THOMAS KABEJA, FRANCOIS NDUWUMWE ET NSABIMANA SYLVAIN, ELUS LORS D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE TENU A KIGALI.*

13 FEVRIER 1994 : *TROISIEME RENCONTRE DE HAUT NIVEAU AU SIEGE DE LA MINUAR. LE MRND ET LE PL (TENDANCE MUGENZI) SONT ABSENTS. LE REPRESENTANT SPECIAL DEMANDE AUX RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS D'ASSUMER LEURS RESPONSABILITES FACE A LA CRISE INSTITUTIONNELLE.*

13 FEVRIER 1994: *CONFERENCE DE PRESSE DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS DANS LES LOCAUX DU CND A KIGALI.*
M. TITO RUTAREMARA, CANDIDAT-DEPUTE DU FPR N'EST PAS CERTAIN QUE LES INSTITUTIONS SERONT EN PLACE LE 14 FEVRIER.

13 FEVRIER 1994 : *NAISSANCE D'UNE ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN ET LA PROMOTION DE L'EDUCATION DANS LA PREFECTURE DE GITARAMA. ENVIRON 150 PERSONNES PORTENT LE DOCTEUR DISMAS NSEGIYAREMYE, ANCIEN PREMIER MINISTRE, A LA PRESIDENCE DE L'ASSOCIATION.*

(END).

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K. Buo
Archives BIEP

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: **RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.**

DATE: 16 FEVRIER 1994

---

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 4/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 4 FEVRIER AU 11 FEVRIER.

11 FEVRIER 1994: *VISITE DE M. BRONEK SZYNALSKI, DIRECTEUR DE LA DIVISION DES URGENCES DU PAM A ROME. LE RESPONSABLE DU PAM CONFIRME AUX RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS QUE L'ORGANISATION POURSUIVRA SON AIDE AUX POPULATIONS VICTIMES DE LA GUERRE ET DE LA FAMINE.*

11 FEVRIER 1994: *VISITE DU SENATEUR ET ANCIEN PREMIER MINISTRE BELGE, M. WILFRIED MARTENS. IL AFFIRME LA NECESSITE DE METTRE EN PLACE AU PLUS TOT LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.*

11 FEVRIER 1994 : *POINT DE PRESSE DU REPRESENTANT SPECIAL AU SIEGE DE LA MINUAR. M. BOOH BOOH ANNONCE QUE LES PARTICIPANTS A LA REUNION POLITIQUE DE HAUT NIVEAU TENU LA VEILLE AU SIEGE DE LA MISSION DECIDENT EN PRINCIPE DE METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION LE LUNDI 14 FEVRIER.*

10 FEVRIER 1994: *DEUXIEME RENCONTRE DE HAUT NIVEAU DES PARTIS POLITIQUES ET LE FPR SOUS LA PRESIDENCE DU REPRESENTANT SPECIAL AU SIEGE DE LA MINUAR. LES PARTICIPANTS SONT D'ACCORD POUR QU'UN DELAI SUFFISANT SOIT ACCORDE AUX DEUX FACTIONS DU PARTI LIBERAL POUR LEUR PERMETTRE D'ARRIVER A UN COMPROMIS. MAIS SI LA DATE DU 13 FEVRIER LE P.L. NE RESOLVAIT PAS SON PROBLEME, LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION SERAIENT MISES EN PLACE, ETANT ENTENDU QUE LE P.L. PRENDRAIT SA PLACE DANS CES INSTITUTIONS DES QU'IL AURAIT APLANI SES DISSENSIONS. LE MRND ET LE DIRECTEUR DE CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EMETTENT DES RESERVES.*

9 FEVRIER 1994: *LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE, M. J.M.V. MBONIMPA PRESIDE UNE REUNION QUI EXAMINE LE RETARD DANS LE VERSEMENT DES SALAIRES AU PERSONNEL ENSEIGNANT. LES PARTICIPANTS RECONNAISSENT QUE CE RETARD EST DU A LA CRISE FINANCIERE QUE TRAVERSE LE RWANDA ET DEMANDENT AU MINISTERE DES FINANCES DE TOUT FAIRE POUR QUE LES SUBVENTIONS DES ECOLES SECONDAIRES SOIENT VERSEES DANS LES MEILLEURS DELAIS AFIN D'EVITER LA FERMETURE DE CERTAINES D'ENTRE ELLES.*

8 FEVRIER 1994 : *L'AMBASSADE FRANCE A KIGALI ANNONCE QUE A LA SUITE DU SEJOUR AU RWANDA DE MME LUCETTE MICHAUX-CHEVRY, MINISTRE DELEGUE A L'ACTION HUMANITAIRE ET AUX DROITS DE L'HOMME, LE GOUVERNEMENT FRANCAIS DECIDE D'ENVOYER UN NOUVEL AVION D'AIDE HUMANITAIRE DESTINEE AUX DEPLACES DE GUERRE RWANDAIS ET AUX REFUGIES BURUNDAIS SUR LE SOL RWANDAIS.*

7 FEVRIER 1994 : *A L'INVITATION DU REPRESENTANT SPECIAL, LES RESPONSABLES DES PARTIS POLITIQUES ET LE FPR QUI DOIVENT PARTICIPER AU GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE ET A L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION SE REUNISSENT AU SIEGE DE LA MINUAR. ILS ECHANGENT LEURS POINTS DE VUE SUR LES MOYENS DE SORTIR DE LA CRISE INSTITUTIONNELLE.*

4 FEVRIER 1994 : "L'UNICEF COMPTE RENFORCER ET ACCELERER SON ASSISTANCE AUX NECESSITEUX, SURTOUT AUX ENFANTS RWANDAIS", *DECLARE M. IBRAHIMA FALL, CHEF DE LA SECTION AFRIQUE DE L'UNICEF A NEW YORK LORS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE DANS LES LOCAUX DU PNUD A KIGALI, APRES SA VISITE DES CAMPS DE DEPLACES ET DE CERTAINES REGIONS AFFECTEES PAR LA FAMINE. LE RESPONSABLE DE L'UNICEF ESTIME QUE* **"LES RWANDAIS DOIVENT EUX-MEMES CONSENTIR DES EFFORTS POUR SORTIR DE LA CRISE".**

(END).

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
Archives BIEP

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 4 FEVRIER 1994

---

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP n0 3/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 27 JANVIER AU 3 FEVRIER 1994

3 FEVRIER 1994: *REUNION A LA PREFECTURE DE KIGALI ENTRE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, LE MINISTRE DE LA DEFENSE, LE CHEF D'ETAT MAJOR DE LA GENDARMERIE, LE PREFET ET LE GENERAL DALLAIRE SUR LA SECURITE A KIGALI. UN PROJET DE DECLARATION SUR LES MOYENS DE METTRE UN TERME A L'ESCALADE DE LA VIOLENCE A CARACTERE POLITIQUE, EST A L'ETUDE.*

1 FEVRIER 1994: *DANS UN COMMUNIQUE DE PRESSE, LE COMITE NATIONAL DES INTERAHAMWE DU MRND DEMANDE AU MOUVEMENT DE JEUNESSE DU MRND DE NE PLUS PORTER LES HABITS AUX COULEURS DU PARTI. SELON LE COMITE, CERTAINES PERSONNES PORTENT DES HABITS AUX COULEURS DU PARTI AVANT DE COMMETTRE DES ACTES DE VIOLENCE DANS LE BUT D'EN FAIRE ENDOSSER LA RESPONSABILITE AUX INTERAHAMWE. LE COMMUNIQUE PRECISE QUE CES HABITS SONT CONFECTIONNES DANS UN PAYS VOISIN DU RWANDA ET QUE LE COMITE OFFRE UNE RECOMPENSE DE CENT MILLE FRANCS A TOUTE PERSONNE QUI INDIQUERAIT L'ENDROIT OU CES HABITS SONT STOCKES.*

30 JANVIER 1994: *LE MINISTERE DE LA DEFENSE DEPLORE LA PROLIFERATION DES ARMES A FEU ET EXPLOSIFS AU RWANDA ET DEMENT FORMELLEMENT LES ACCUSATIONS DES PARTIS POLITIQUES "MDR-TWAGIRAMUNGU, PSD, PDC ET PL-NDASINGWA" SELON LESQUELLES IL AURAIT FORME UNE MILICE DE PLUS 1700 TUEURS. EN OUTRE, LE MINISTERE NIE CATEGORIQUEMENT AVOIR DISTRIBUE DES ARMES AUX MILICES DES PARTIS MRND ET CDR.*

30 JANVIER 1994: *COMMUNIQUE DE PRESSE DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS SUR LES REFUGIES ET LES PERSONNES DEPLACEES. LE FPR DECLARE AVOIR ENVOYE DES EMISSAIRES DANS LES PAYS LIMITROPHES DU RWANDA POUR DEMANDER AUX REGUGIES DE NE PAS RENTRER DE FACON DESORDONNEE. SELON LE FPR, LES PERSONNES DEPLACEES NE COMPRENNENT PAS POURQUOI ELLES NE PEUVENT PAS RETOURNER DANS LEURS FOYERS, ALORS QUE LA GUERRE EST TERMINEE.*

29 JANVIER 1994: *REUNION DU BUREAU POLITIQUE DU MDR, PRESIDEE PAR M. FAUSTIN TWAGIRAMUNGU. LES PARTICIPANTS ONT REITERE LEUR SOUHAIT DE VOIR L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION ET LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE RAPIDEMENT MIS EN PLACE, EN VUE DE DOTER LE PAYS D'INSTITUTIONS APTES A RESOUDRE LES MULTIPLES PROBLEMES AUXQUELS LA POPULATION EST ACTUELLEMENT CONFRONTEE.*

29 JANVIER 1994: *LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RECOIT EN AUDIENCE AU VILLAGE URUGWIRO LE CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE DU BANGLADESH, LE GENERAL UDDIN KHAN. LES DEUX INTERLOCUTEURS SE DECLARENT SATISFAITS DU TRAVAIL DU CONTINGENT DU BANGLADESH AU SEIN DE LA MINUAR. LE GENERAL UDDIN, QUI A EGALEMENT RENCONTRE LE REPRESENTANT SPECIAL, EST EN MISSION D'INSPECTION DES TROUPES DE SON PAYS SERVANT DANS LES MISSIONS DES NATIONS UNIES EN SOMALIE, AU MOZAMBIQUE ET AU RWANDA.*

28 JANVIER 1994: *MEETING POPULAIRE DU PARTI DEMOCRATE AU STADE REGIONAL DE NYAMIRAMBO, A KIGALI POUR COMMEMORER LA "FETE DE LA DEMOCRATIE" ET CELEBRER LE DEUXIEME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU PARTI. LES RESPONSABLES DU PARTI DEMOCRATE SE DECLARENT INQUIETS PAR LE RETARD DANS LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. ILS DEMANDENT AUX RESPONSABLES POLITIQUES DE METTRE FIN A LA GUERRE DES COMMUNIQUES DE PRESSE.*

28 JANVIER 1994: *LE REPRESENTANT SPECIAL REUNIT DE HAUTS RESPONSABLES DU MRND ET DU FPR. AUCUN ACCORD MAJEUR, MAIS LES RESPONSABLES DES DEUX FORMATIONS PROMETTENT DE METTRE UN TERME A LA VIOLENCE A CARACTERE POLITIQUE QUI A SECOUE KIGALI CES DERNIERS JOURS.*

(END).

Dossier
C. LASSE POL. RWANDAISE

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
Archives BIEP

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 27 JANVIER 1994

---

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP n0 2/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 19 AU 26 JANVIER 1994

26 JANVIER 1994: *VISITE DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU POUR LE RWANDA AU CAMP DE DEPLACES DE NYACYONGA DANS LA COMMUNE RUTONGO A 15 KILOMETRES DE KIGALI. MR. BOOH-BOOH DEMANDE AUX POLITICIENS RWANDAIS DE S'ATTELER SANS TARDER A LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. IL PRECISE QUE LA REINSTALLATION ,DES PERSONNES DEPLACEES ET LE RAPATRIEMENT DES REFUGIES NE PEUVENT ETRE REALISES DANS LE VIDE INSTITUTIONNEL QUE CONNAIT LE RWANDA.*

24 JANVIER 1994: *CONFERENCE DE PRESSE DU MOUVEMENT FEMININ POUR LE BAS PEUPLE (MFBP). LE PARTI DEMENT ETRE A LA SOLDE DE CERTAINES FORMATIONS POLITIQUES INFLUENTES. LE MFBP CONDAMNE L'ATTITUDE DE CERTAINS POLITICIENS RESPONSABLES DE "TENDANCES DIVISIONNISTES ET SUSCITANT DES ATTITUDES D'INTOLERANCE ET DE COLERE AU SEIN DE LA POPULATION".*

23 JANVIER 1994: *LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR) ACCUSE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE BLOQUER LE PROCESSUS DE PAIX ET LUI DEMANDE DE LAISSER LES DEPUTES PRETER SERMENT.*

23 JANVIER 1994: *CONFERENCE DE PRESSE DU PARTI SOCIAL DEMOCRATE (PSD). LE PARTI AFFIRME QUE SON IDEOLOGIE EST BASEE SUR L'EGALITE DES ETHNIES, DES REGIONS, ET DES SEXES, ET LA JUSTICE SOCIALE. LE PSD CONSIDERE QUE RANGER LES HUTU AU MRND/CDR ET LES TUTSI AU FPR C'EST INJURIER ET MEPRISER LES RWANDAIS. "IL NE FAUT DONC PAS ASSIMILER LE PSD AU FPR-INKOTANYI, DU SEUL FAIT QUE LE PARTI CONDAMNE LA GUERRE ET SOUTIENT LA MISE EN APPLICATION INTEGRALE DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA QUI PRONE LA RECONCILIATION NATIONALE", SELON LE COMMUNIQUE DU PSD.*

22 JANVIER 1994: *LES PARTIS MDR, PSD, PL ET PDC IMPUTENT LA RESPONSABILITE DU BLOCAGE INSTITUTIONNEL AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET AU PARTI MRND. A LA SUITE D'UNE RENCONTRE LE 21 JANVIER, CES PARTIS SUGGERENT LA CONVOCATON D'UNE SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE.*

21 JANVIER 1994: *LES EVEQUES CATHOLIQUES DU RWANDA REAGISSENT CONTRE "LA PRETENDUE INGERENCE DES RESPONSABLES DES EGLISES DANS LES AFFAIRES POLITIQUES". ILS RAPPELENT LEUR DROIT DE S'EXPRIMER LIBREMENT ET LEUR MISSION OEUCUMENIQUE. SELON UN COMMUNIQUE DES EVEQUES, LA POPULATION RWANDAISE EST DANS UNE IMPASSE, ALORS QUE CEUX QUI DEVRAIENT L'AIDER A EN SORTIR SE CHAMAILLENT ET S'ACCUSENT RECIPROQUEMENT. APRES AVOIR RAPPELE LEUR PROPOSITION DU 7 JANVIER POUR UNE UNE RECONCILIATION AU SEIN DES PARTIS MDR ET PL, LES EVEQUES SUGGERENT AUX JURIDICTIONS COMPETENTES DE STATUER SUR LES DIFFERENDS AU SUJET DES LISTES DES MINISTRES ET DES DEPUTES DES NOUVELLES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.*

20 JANVIER 1994: *RENCONTRE ENTRE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, LE PREMIER MINISTRE ET LE PREMIER MINISTRE-DESIGNE. SELON UN COMMUNIQUE PUBLIE PAR LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A DEMANDE A SES INTERLOCUTEURS DE POURSUIVRE SANS TARDER LES CONSULTATIONS AVEC LES FORMATIONS POLITIQUES POUR UNE SOLUTION RAPIDE A LA CRISE INSTITUTIONNELLE DU PAYS.*

20 JANVIER 1994: *LA DATE FIXEE PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE POUR LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION N'EST PAS RESPECTEE.*

19 JANVIER 1994: *SELON LA RADIO NATIONALE, LE PRESIDENT DU PARTI LIBERAL, JUSTIN MUGENZI A ECHAPPE A UN ATTENTAT. UN GROUPE DE PERSONNES NON IDENTIFIEES AURAIT TIRE SUR LUI, A UNE VINGTAINE DE METRES DE SA RESIDENCE. IL N'A PAS ETE BLESSE.*

19 JANVIER 1994: *CONFERENCE DE PRESSE DU MINISTRE RWANDAIS DES FINANCES, M. MARC RUGENERA QUI DECLARE QUE LE RWANDA ACCUSE UN DEFICIT DE 52 MILIARDS DE FRANCS RWANDAIS. IL RAPPELLE QUE DES POURPARLERS SONT DEJA ENGAGES AVEC LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS. IL SOULIGNE QUE LA SOLUTION A LA CRISE FINANCIERE RWANDAISE RESIDE DANS LA MISE EN PLACE RAPIDE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. DESORMAIS, ANNONCE-T-IL, SEULS LES SECTEURS DE LA SANTE, DE L'EDUCATION, ET DE LA SECURITE PEUVENT ENCORE ETRE FINANCES PAR LE TRESOR PUBLIC .*

A: Cabinet du RSSG
Voir distribution

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 19 JANVIER 1994

---

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 14 AU 19 JANVIER 1994

---

19 JANVIER 1994: LE COMITE EXECUTIF DU MDR DECLARE QUE LE PARTI DU PREMIER MINSITRE-DESIGNE EST TOUJOURS DISPOSE A PARTICIPER AUX INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

18 JANVIER 1994: COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT DU MDR, PL, PDC ET PSD SALUANT LA DECISION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE FIXER UNE DATE LIMITE POUR LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. CES PARTIS RAPPELLENT QUE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE N'A PAS LE DROIT DE S'IMMISCER DANS LE CHOIX DES MINISTRES DU GTBE, ET DES DEPUTES A L'ASSEMBLEE NATIONALE. ILS DEMANDENT AU GOUVERNEMENT RWANDAIS ET AU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS, PARTIES SIGNATAIRES A L'ACCORD DE PAIX D'ETABLIR LE PROGRAMME DES CEREMONIES DU 20 JANVIER. ILS RAPPELLENT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE QUE S'IL REFUSE DE RESPECTER LE PROGRAMME CONVENU ENTRE LES DEUX PARTIES SIGNATAIRES A L'ACCORD DE PAIX, IL SERA REMPLACE PAR LE PRESIDENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE.

18 JANVIER 1994: LA RADIO NATIONALE DONNE LE COMPTE RENDU D'UN COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, COMMUNIQUE SIGNE LE 14 JANVIER PAR LE DIRECTEUR DE CABINET ENOCK RUHIGIRA EN REACTION A LA DECLARATION DU PREMIER MINISTRE, MME. AGATHE UWILINGIYIMANA. SELON LE PM, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SERAIT LE RESPONSABLE DU BLOCAGE INSTITUTIONNEL. POUR MME. UWILINGIYIMANA, LE GOUVERNEMENT ACTUEL NE FONCTIONNE PLUS DEPUIS LE 29 DECEMBRE 1993 ET NE SAURAIT DONC ETRE MIS EN CAUSE.
LE PORTE-PAROLE DE LA PRESIDENCE CONDAMNE CE QU'IL APPELLE LES MANOEUVRES DU PREMIER MINISTRE, LESQUELLES, SELON LUI, RISQUENT DE PLONGER LE PAYS DANS LE CHAOS.

15 JANVIER 1994: DANS UN MESSAGE RADIODIFFUSE, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ANNONCE SON SOUHAIT DE VOIR LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION EN PLACE AU PLUS TARD LE 20 JANVIER 1994. IL DEMANDE AU PEUPLE RWANDAIS DE GARDER PATIENCE AFIN DE PERMETTRE AU PREMIER MINISTRE-DESIGNE DE TERMINER SES CONSULTATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES.
LE PRESIDENT DEMANDE EGALEMENT LE RESPECT STRICT DES TERMES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA, EN EVITANT TOUTE INGERENCE DANS LES AFFAIRES DES PARTIS ET EN FAVORISANT A TOUT PRIX L'OBJECTIF DE LA RECONCILIATION.

15 JANVIER 1994: LE PARTI M.R.N.D. TIENT UN MEETING POLITIQUE AU STADE REGIONAL DE NYAMIRAMBO, A KIGALI. IL PLAIDE POUR L'INNOCENCE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DANS LA CRISE RWANDAISE ET EN IMPUTE LA RESPONSABILITE AU PREMIER MINISTRE. LES RESPONSABLES DU PARTI PARLENT DU "DANGER" QUI GUETTE LA MASSE HUTU "SI ELLE SE LAISSE FAIRE". LE PRESIDENT DU PARTI, MATHIEU NGIRUMPATSE COMPARE LA SITUATION ACTUELLE A CELLE DE 1962, AVANT DE CONCLURE QUE LE DEPART DE LA MINUAR SERA SEMBLABLE A CELUI DE LA MISSION DES NATIONS UNIES DE 1962.

15 JANVIER 1994: LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL ADRESSE UNE LETTRE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, AU PREMIER MINSITRE-DESIGNE, AU PREMIER MINISTRE ET AU PRESIDENT DU RPF. IL LEUR FAIT PART DES INQUIETUDES DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU AU SUJET DU RETARD DANS LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

14 JANVIER 1994: CONFERENCE DE PRESSE DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS AU PALAIS DU CONSEIL NATIONAL DE DEVELOPPEMENT. LE PRESIDENT DU FPR, ALEXIS KANYARENGWE, DECLARE QUE LA GUERRE EST BEL ET BIEN FINIE. M. PATTRICK MAZIMPAKA, VICE-PRESIDENT DU FPR, NE CACHE PAS SES INQUIETUDES FACE A LA SITUATION ECONOMIQUE DU RWANDA, SI RIEN N'EST FAIT POUR LA MISE EN PLACE RAPIDE DES INSTITUTIONS.

Dr. A. Kabia
Mr. M. Kane
Mr. B.P. Dessandé
Archives BIEP

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 26 FEVRIER 1994

---

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 6/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 18 FEVRIER AU 25 FEVRIER.

25 FEVRIER 1994: *LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RENCONTRE LES RESPONSABLES DES PARTIS POLITIQUES MEMBRES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION POUR DISCUTER DES MOYENS DE SORTIR DE L'IMPASSE ACTUELLE. LE PREMIER MINISTRE, MME AGATHE UWILINGIYIMANA ET LE PREMIER MINISTRE DESIGNE, M. FAUSTIN TWAGIRAMUNGU PARTICIPENT A LA REUNION.*

25 FEVRIER 1994: ***DANS UNE DECLARATION DIFFUSEE PAR LA RADIO NATIONALE, LE PREMIER MINISTRE AFFIRME QU'ELLE N'A PAS ETE ASSOCIEE A L'ORGANISATION DES CEREMONIES DE PRESTATION DE SERMENT DES DEPUTES ET D'INSTALLATION DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE (GTBE).***

25 FEVRIER 1994: *LA FRANCE ET LES ETATS UNIS SONT PROFONDEMENT CHOQUES PAR L'ASSASSINAT DU MINISTRE RWANDAIS DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'ENERGIE, FELICIEN GATABAZI, INDIQUE LA RADIO NATIONALE RWANDAISE.*

24 FEVRIER 1994: *OBSEQUES DE FELICIEN GATABAZI A SAVE, SON VILLAGE NATAL, DANS LA PREFECTURE DE BUTARE. LE COMMANDANT DE LA FORCE ASSISTE AUX FUNERAILLES.*

LE POUVOIR DES GENS DE L'ENTOURAGE DU PRESIDENT DEVIENT INSUPPORTABLE

Rwandaises, Rwandais, amis du Rwanda, travaillons à l'unisson pour dire adieu au pouvoir de l'entourage du Chef de l'Etat, pouvoir qui a tué et trahi le Rwanda depuis 1973 jusqu'à présent.

1. Voici les raisons pour lesquelles nous condamnons le régime.

Depuis 72-73, ce régime, sous la présidence de HABYARIMANA qui s'est auto-proclamé Invincible a massacré bon nombre de Rwandais. Il a assassiné des Tutsi, des Hutus, dont KAYIBANDA Grégoire (premier président du Rwanda), des enfants, des adultes, des jeunes gens, des jeunes filles, des vieux et des vieilles. Il les a tués avec des fusils, des machettes, des couteaux, des gourdins, des mines et des grenades, par des accidents de circulation provoqués, le poison, les lances, l'incendie, la noyade, les flèches, les acides, et en les jetant dans des fosses communes.

Ce régime est à l'origine de cette guerre qui a occasionné la mort de Rwandais. D'autres sont devenus infirmes, estropiés, aveugles. D'autres ont quitté leurs biens et certains se sont réfugiés hors du pays, rejoignant les autres à qui il a refusé un retour pacifique. Le pays a été géré comme la propriété personnelle des Bashiru (personnes qui sont originaires de la région du président). Ils l'ont vidé sans pouvoir l'épuiser. Ils ont détourné les fonds destinés à la construction des routes, des immeubles de l'Etat, des projets, des véhicules de l'Etat. Ils ont pillé les banques, détourné l'argent destiné au financement des écoles, de l'électrification, des adductions d'eau. Ils ont accaparé tous les bons postes. Ils ont abusé des jeunes filles, des mères. Bref, ils n'ont rien épargné.

Après s'être gavés des biens de l'Etat, ils se sont donné du bon temps. Ils ont voyagé en Europe, en Asie, en Amérique. Ils ont visité tous les pays de la planète en compagnie de leurs parents, des tantes maternelles et paternelles, des petits frères, des maîtresses, et d'autres aux frais de l'Etat.

Ils se sont offerts des voitures dernier cri, ont construit des immeubles qu'ils appellent par fausse modestie "huttes". Ils ont rempli tout Kigali de ces immeubles et ils ont continué dans les villes de Gisenyi, Ruhengeri, et Rambura, sans oublier les immeubles se trouvant à l'étranger.

Ils se sont offerts des postes stratégiques de l'administration . Ils disaient que de tels postes offraient des avantages matériels réels. Là où il n'y avait pas de tels avantages, ils en créaient, que ce soit chez les civils ou chez les militaires. Lorsqu'une personne non-originaire du Nord

INSECURITE DANS LA VILLE DE KIGALI ET VIOLATION DÉS DROITS DES PERSONNES INNOCENTES

Les récentes informations radiodiffusées accusent le FPR-Inkotanyi d'avoir commencé des actes visant à déstabiliser la sécurité et de violer les droits des personnes innocentes.

Cette situation vient de mobiliser les autorités de différents services dont le Préfet de la ville de Kigali. Les enquêtes se succèdent actuellement. Espérons que cette vigueur continuera et que les décisions pour poursuivre les malfaiteurs ne resteront pas lettre morte.

De toutes les façons, ce n'est pas la première fois que les autorités rwandaises se mobilisent pour contrecarrer les actes criminels.

Quelle est l'origine de ces accusations? Mercredi, le 26/1/94 la route qui passe par le CND a été fermée par un groupe de gens des partis MRND-CDR. Comme d'habitude, des militaires s'étaient cachés au sein de ce groupe. Les gens qui ont passé par là à ce moment témoignent de cette situation. Certains ont été attaqués à la machette et les véhicules ont été endommagés.

Les gendarmes supposés être là pour assurer la sécurité semblaient jouer le rôle d'une ambulance. Chaque fois que les Interahamwe abattaient une personne, les gendarmes le transportaient à l'hôpital. Une des victimes qui a succombé à ces actes criminels s'appelle NGARAMBE qui travaillait à la SOBOLIRWA. Il est décédé à l'hôpital Roi FAYCAL le lendemain de l'attaque.

Les causes de ces troubles émanent des provocations et abus des habitants de NYARUTARAMA, cellule GISHUSHU. Ceux qui ont suivi les déclarations faites à la radio par le Bourgmestre de la commune qui englobe cette cellule, ont appris que l'atmosphère n'était pas bonne dans cette cellule depuis décembre 1993. Il a dit lui-même que les assassinats sur fond ethnique ont commencé au cours de ce mois de décembre et a même cité les noms des personnes qui y ont succombé.

Vous vous demandez sûrement ce qui a mis le feu aux poudres. Depuis l'arrivée des Inkotanyi à Kigali, plusieurs personnes sont venues les saluer selon l'hospitalité légendaire des Rwandais. Ce geste n'a pas plu à une certaine catégorie des gens de la cellule NYARUTARAMA jouxtant le CND. Ils n'ont pas aimé ce va-et-vient. Ils se sont octroyés le droit de noter les personnes qui rendent visite aux Inkotanyi ainsi que les plaques d'immatriculation des véhicules. Tout de suite après, dans la nuit du 24/1/1994 , ils ont commencé les troubles et les plus peureux se sont réfugiés aux positions des forces de la MINUAR se trouvant en face du CND, par après la MINUAR les a conduit à l'intérieur du CND où ils restent jusqu'à présent. Il semble que ces troubles ont occasionné la mort d'une personne. Le

consistant à estimer que, pêle-mêle, maux et salut viennent toujours de France. En revanche, ce pourrait être la réaffirmation d'une coopération étroite en matière de police et de renseignement.

Elle forme la partie souterraine des relations entre les deux pays. La poursuivre – et, s'il le faut, l'intensifier – va demander plus de discrétion encore. Car, à court et même à moyen terme, se pose toujours la question de la sécurité de nos ressortissants dont le sort risque d'être compromis par le succès de cette action. Trois mille d'entre eux, dès le 25 octobre, se sont vite « absentés ». Essentiellement femmes et enfants, obéissant aux « conseils » de l'ambassade. La moitié, à peine, est revenue au terme des vacances scolaires. Peut-être pour préparer un départ plus définitif que rend inévitable l'allègement des effectifs des missions diplomatiques et consulaires décidé par le Quai d'Orsay. Tandis qu'avec prudence les sociétés privées ne maintiennent sur place, dans l'immédiat, que les seuls cadres indispensables au suivi des contrats en cours. Indécision, voire « flottement » que partagent les autres communautés étrangères d'Algérie, également visées par la vindicte islamiste.

Faute d'une consigne nette – rester ou partir – qu'aucun pays ne peut ouvertement donner pour l'instant, chacun s'en remet au seul effet des impressions. Ces derniers jours, devant le bilan de l'action des forces de l'ordre, plus efficaces, semble-t-il, dans la lutte antiterroriste, l'affolement se dissipait. Pas l'inquiétude.

André Pautard ■

L'EXPRESS

BURUNDI

La tribu des assassins

Depuis bientôt trente ans, le puissant clan tutsi préside avec férocité aux destinées du petit pays africain. Pour son malheur, un président hutu a été élu. Les Tutsis l'ont tué, relançant la guerre tribale.

Elu dans un fauteuil le 1er juin dernier, Melchior Ndadaye avait fait serment de « guérir le Burundi de son mal ethnique ». Premier président issu de la majorité hutue dans un pays jusqu'alors « confisqué » par l'élite tutsie, il emportera son vœu dans la tombe : le 21 octobre, dans la confusion d'un putsch avorté, une poignée de mutins l'ont assassiné. Déclenchant ainsi, de vengeances en représailles, un carnage. Au bas mot, plusieurs dizaines de milliers de tués, achevés à la machette ou d'une rafale. Et 600 000 réfugiés – soit un bon dixième des Burundais – massés dans les pays voisins, Rwanda, Zaïre et Tanzanie. Friand de « fatalités africaines », l'Occident voit là, après les massacres de 1965, de 1972 (100 000 morts) ou de 1988, l'ultime avatar d'une inexpiable et féroce guerre tribale. Au risque de prendre l'effet pour la cause. Car, soulignent les africanistes Jean-François Bayart et Jean-Pierre Chrétien, la croisade ethnique masque la volonté d'une faction au pouvoir de perpétuer son emprise et ses prébendes. Au besoin, le régime souffle sur les braises de rivalités foncières, aggravées par la vigueur démographique hutue. Depuis près de trente ans, le clan tutsi de la province de Bururi (sud-ouest) tient le Burundi, fragment sud du « Ruanda-Urundi », colonie allemande placée en 1918 sous mandat belge. Comme si le pouvoir lui revenait de droit. Et à jamais.

Candeur ? Melchior Ndadaye eut l'audace de vouloir diversifier le recrutement dans l'armée, chasse gardée tutsie. Les caïds galonnés, formés par des instructeurs français, ont aussitôt agité le spectre d'une offensive revancharde des Hutus. Déjà, le 3 juillet, une semaine avant la prestation de serment du président élu, une unité d'élite avait tenté un coup de force. Avec l'aval du lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, chef d'orchestre supposé du putsch d'octobre et directeur de cabinet du président sortant, Pierre Buyoya. Ce dernier, auteur d'un coup d'Etat en septembre 1987, serait-il mauvais perdant ? Procès hâtif. Il a accepté le verdict des urnes. Et c'est sous sa présidence que furent adoptés une Charte d'unité nationale, la nouvelle Constitution ou le multipartisme. Mieux, lui, le Tutsi, désigna un Premier ministre hutu. Ndadaye, à son tour, nommera la Tutsie Sylvie Kinigi, venue des rangs de l'opposition. Mais suffit-il qu'un roturier appelle à ses côtés une aristocrate pour effacer sa « basse extraction » ?

Depuis le 7 novembre, les ministres siègent dans un hôtel de Bujumbura, sous la protection d'une vingtaine de supergendarmes envoyés de Paris. Il était grand temps de quitter l'ambassade de France, où se terraient la plupart d'entre eux. La rue daubait leur « couardise ». Et la vacance du pouvoir risquait de ranimer les artisans d'un putsch inachevé.

La mue démocratique du continent noir s'avère incertaine et chaotique. Partout, les cliques régnantes attisent les rancœurs ethniques pour mieux l'entraver. C'est notamment vrai au Togo, au Cameroun, au Kenya, au Zaïre, au Rwanda et en Guinée équatoriale. Faut-il s'étonner que la tribu des pompiers pyromanes joue avec le feu ?

Vincent Hugeux ■

L'UN DES PAYS LES PLUS PAUVRES DU MONDE

5,6 millions d'habitants : 85 % de Hutus et 14 % de Tutsis.

50 % d'analphabètes.

205 dollars de PNB par habitant en 1992. (France : 21 000 dollars)

s'approchait de l'entourage du Chef de l'Etat, il était malmené. S'il ne voulait pas l'être, il acceptait de devenir leur serviteur, offrait sa femme, sa soeur, les jeunes filles de ses voisins, utilisait ses frères et les ressortissants de sa région afin de pouvoir avoir une miette du pain des Bashiru.
Les gens du sud se sont asservis auprès d'eux pour avoir accès aux écoles, pour avoir une bourse d'étude à l'étranger, un crédit à la banque, une parcelle pour construction, du travail, des postes de responsabilité. Ils se sont tellement assujettis jusqu'à supplier pour le droit à vivre dans leur famille et dans ce pays.

Ce qui est énervant, c'est que chaque Mushiru (originaire de la région du chef de l"Etat) qui se trouvait à Kigali ou ailleurs dans d'autres villes du pays, avait le même pouvoir que HABYARIMANA.

C'était déplorable qu'un officier de l'armée originaire du Sud devait demander les faveurs d'un soldat originaire du Bushiru (région du chef de l'état), qu'un dactylographe du Bushiru ou des environs dirigeait un ministère ou un établissement public où un originaire du sud avait été placé comme figurant selon la fameuse politique de l'équilibre de Habyarimana.

Pour arriver à cette fin, l'entourage du président a utilisé l'intimidation orchestrée par les militaires du Bushiru parce que les militaires des autres régions, surtout ceux étiquetés Sudistes, ont été chassés un à un si bien qu'il en reste actuellement un petit nombre. Les services du Parquet et du Service Central de Renseignement, formé en grande partie des gens originaires de la région du chef de l'état ainsi que leurs valets ont joué un rôle important dans l'intimidation et l'empêchement de la liberté d'expression des Rwandais, surtout de ceux qui sont étiquetés Sudistes. Plus personne ne pouvait ni respirer, ni avoir une opinion personnelle de peur d'être forcé à l'exil.

2. <u>Les conséquences fâcheuses du régime Nordiste - originaire de la région du chef de l'Etat</u>.

- Plusieurs Rwandais, surtout ceux des régions étiquetées Sudistes, sont morts de famine, ont sombré dans la pauvreté, l'ignorance due à la non-scolarisation.

- L'opulence démesurée, le luxe excessif et une certaine naïveté des Nordistes - de la région du chef de l'Etat - sont à l'origine des problèmes insolvables que connaît ce pays parce qu'ils s'étaient donné dès 1973 la liberté et la capacité de les étudier seuls.

Cette guerre et l'insécurité dans le pays sont une des conséquences fâcheuses dues au manque d'examen attentif des problèmes afin d'en trouver un remède.

3. <u>Comment se présente la situation actuellement</u>.

- Depuis l'avènement du multipartisme, les Rwandais opprimés par le régime Nordiste de Habyarimana et ils sont nombreux dans ce pays si bien qu'on les trouve même à Karago, dans la région

du président, même s'ils y sont peu nombreux, espéraient que les partis politiques mettraient fin à la guerre et au régime autoritaire.

Mais au fur et à mesure que les jours avancent, la confiance diminue de plus en plus parce que c'est déjà une évidence que les Bashiru se sont déjà infiltrés dans les partis qu'ils ont affaiblis par l'entremise de leurs complices Banyanduga, voleurs éhontés et "gourmands". Ceux qui se sont déjà fait démasquer sont les suivants:

Dans le parti PL: il y a MUGENZI que certains affirment être un Mushiru de Shyira et NTAMABYARIRO Agnès qu'ils affirment être une Tutsi de Kibuye.

Dans le parti MDR: Il y a KARAMIRA Froduald, un commerçant, qu'on affirme être un Tutsi originaire de Nkole (UGANDA), qui aime plus l'argent que les Banyanduga. Il y a aussi NSENGIMASI (NSEGIYAREMYE Dismas), un embrouillé qui change de discours et d'opinion du jour au lendemain si bien que les gens de GITARAMA qui avaient placé leur confiance en lui ne savent plus à quel saint se vouer. Il y a aussi d'autres malheureux qui suivent aveuglément KARAMIRA et les Bashiru tels NIYITEGEKA Eliezer à Kibuye, MUNYANDEKWE et RUHAMANYA à Gikongoro, RUVUGAMA Cyrille, SHINGIRO et NYAGAHIMA à Gitarama, KAMBANDA Jean à Butare, MATUNGURU Sylvèstre à Kibungo, RWAJEKARE André de Kigali rurale qui ne fait que crier son appartenance au Bureau Politique alors qu'il est devenu complètement analphabète, et RWAMBONERA Evergiste à Byumba.

Au PSD: Il y a NYUNGURA Emile, un ignorant en politique.

Voilà donc les "gourmands" Banyanduga qui se sont alliés aux Bashiru et au MRND pour qu'ils continuent de recevoir les miettes de leur (du MRND et des Bashiru) pain pendant que les Banyanduga crèvent comme ils ont toujours crevé.

4. Quel doit être l'attitude des citoyens ?

- Nous devons nous lever tous et combattre tous ces gourmands et tous les autres qui se cachent derrière eux et qui ont choisi d'opprimer leur congénères à cause de l'argent qu'ils reçoivent de HABYARIMANA qui est entrain de chercher tous les moyens de remettre le pays dans les mains des Bakiga, surtout des Bashiru.

- Combattons surtout les Banyanduga KARAMIRA et MUGENZI qui trompent sans scrupules la population en prétendant s'allier à Habyarimana dans la lutte contre les Tutsi alors qu'ils veulent seulement cacher leur trahison et l'argent du MRND et de son fondateur HABYARIMANA. Sachez tous que KARAMIRA et MUGENZI aiment

plus le commerce et l'argent que la population et qu'ils ne font que crier au sein du MRND qui se moque complètement d'eux et de combattre ceux qui se battent contre la dictature des Bacyiga-Bashiru.

- Nous demandons à tous ceux qui continuent de tromper les Rwandais en soutenant HABYARIMANA prétendant que l'accord d'Arusha n'est pas correct et qu'il (l'accord) conduit le pays à sa perte que HABYARIMANA lui-même démissionne s'il pense la même chose parce que ça fait plusieurs fois qu'il agit dans l'inconscience la plus totale en prenant des décisions destinées à conduire le pays à sa ruine. Les Rwandais demanderont que ces articles de l'Accord d'Arusha prétendument incorrects soient révisés uniquement quand celui qui nous mene dans un gouffre, HABYARIMANA, aura démissionné.

- Nous ne devons pas écouter ceux qui disent aux Hutus de s'unir derrière HABYARIMANA pour combattre les Tutsi parce que cela n'était pas notre but quand nous avons adhéré aux partis. C'est plutôt une manoeuvre destinée à ramener toute l'opposition dans le camp du MRND pour que son pouvoir et son entourage Cyiga-Nshiru se consolident en toute quiétude et tuent comme en 1973. Que HABYARIMANA se souvienne qu'il n'est pas un Hutu exemplaire et recommandable.

- Nous vous demandons d'aider avec la dernière énergie tous ceux qui veulent mettre en place ce gouvernement de transition à base élargie, d'éradiquer tous les obstacles parce que ce gouvernement est le seul espoir de chasser le régime autoritaire des Nordistes qui nous a gardé dans la servitude pendant plus de 20 ans.

- Nous prions instamment tous les Rwandais et, en particulier les Sudistes, de ne pas écouter les propos diffamatoires de la Radio RTLM des Nordistes. Cette radio a été mise en place pour embrouiller les Hutus du Sud, leur enjoignant de soutenir le régime des Nordistes qui les a opprimés, et qui continue de les opprimer, depuis 1973 après avoir assassiné le président KAYIBANDA et d'autres hautes personnalités.

- Nous devons réagir sans tarder pour faire comprendre aux Députés des partis qui veulent le changement, surtout ceux étiquetés Sudistes, ainsi qu'à d'autres politiciens qui tombent dans le piège en soutenant le régime Nordiste à cause de l'argent volé dans les caisses de l'Etat.
Quiconque trahira les populations étiquetées Sudistes originaires des Préfectures de Gitarama, Butare, Gikongoro, Cyangugu, Kibuye et une partie de Byumba, voulant les laisser sous le joug du régime Nordiste, en rendra compte incessamment.

- Les gens appelés nordistes qui partagent la ruse et la méchanceté du président Habyarimana devraient savoir qu'ils ne sont pas plus intelligents que les autres si ce n'est profiter de l'argent volé dans les caisses de l'Etat et l'intimidation. Ils devraient agir avec bon sens, être calmes, vivre avec les autres Rwandais, et savoir que le destin peut également sourire au pauvre. Le pays n'est pas leur héritage et y vivre n'est pas une faveur qu'ils accordent aux personnes qui ne sont pas

originaires de leur région. Ils doivent arrêter de répandre leur mensonge disant que les nordistes sont les seuls Hutus et que l'on ne les trouve nul part ailleurs. Ceci pour dire qu'ils doivent jouir seuls des biens de la nation. Ensuite, ils doivent savoir que toutes les races au Rwanda sont sur le même pied d'égalité.

- Nous prions les clameurs sudistes du parti MRND de ne plus penser qu'ils continueront de tromper indéfiniment les gens originaires de leur région. Gare à eux.

Vive la population Rwandaise.

Fait le 18 Janvier 1994

TO the Attention of:

Nsengiyumva Venuste

Public Information Assistant.

MINUAR.

Fax. 8 42 75.

Anastasie

Cabinet / Hinafet.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Cet avant-midi, le Docteur GASANA Anastase, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération a reçu dans son Cabinet de travail, le Ministre Jacques Roger BOOH BOOH, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda.

Le Docteur GASANA Anastase a saisi l'occasion pour féliciter le Ministre BOOH BOOH pour la confiance que les Nations Unies ont placée en lui. Il lui a promis le soutien indéfectible du Gouvernement et de tout le Peuple rwandais pour mener à bien sa mission de coiffer, en tant que Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, toutes les activités de la MINUAR.

Le Ministre GASANA Anastase a indiqué que le Ministre BOOH BOOH apporte un capital d'expérience très appréciable et a rappelé que sa présence au Rwanda traduit cette urgence de mettre en place rapidement les Institutions de Transition.

Les deux personnalités ont insisté sur le fait que le Gouvernement de Transition à Base Elargie devrait se mettre en place avant la fin de cette année afin de permettre la mise en oeuvre des autres programmes prévus dans l'Accord de Paix d'Arusha.

Fait à Kigali, le 25/11/1993

Dr. GASANA Anastase
Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération,

DISTRIBUTION:
- ORINFOR
- AR

MINISTERE DE LA DEFENSE
CABINET DU MINISTRE
BP 23 KIGALI

Communiqué des Forces Armées Rwandaise

Ce 25 Novembre 1993 à partir de 1030B les Commandants des Unités des Forces Armées Rwandaises ont tenu une réunion à l'Ecole Supérieure Militaire sous la présidence du Ministre de la Défense entouré par les Chefs d'Etat-Major de l'Armée Rwandaise et de la Gendarmerie Nationale.

A l'ordre du jour était l'examen de la situation de sécurité qui prévaut dans le pays en général et plus particulièrement dans la zone démilitarisée.

Ils ont exprimé leur profonde indignation face aux massacres et autres exactions perpetrés par le FPR INKOTANYI à l'endroit des populations civiles innocentes et qui obligent les rescapés à quitter de nouveau leurs biens.

Ils ont demandé au Gouvernement en collaboration avec la MINUAR de faire tout ce qui est à leur pouvoir pour amener le FPR INKOTANYI à respecter scrupuleusement les engagements pris dans les accords d'ARUSHA et de cesser toute activité dans la zone démilitarisée.

Ils ont réaffirmé leur soutien total au Communiqué radiodiffusé du Ministre de la Défense fustigeant les massacres ignobles des populations sans défense par le FPR INKOTANYI dans les Communes de CYERU, KIDAHO, NKUMBA et NYAMUGALI de la S/préfecture de KIRAMBO.

Ils ont réiteré leur soutien au Gouvernement dans la mise en application des Accords d'ARUSHA.

Ils ont recommandé aux deux parties qu'en collaboration avec la MINUAR, elles prennent rapidement toutes les dispositions utiles pour que les commissions mixtes prévues dans ce cadre redémarrent dans les meilleurs délais et se déroulent dans les conditions de sérénité.

Ils ont demandé au Gouvernement de maintenir son soutien aux Forces Armées et de continuer à mobiliser la population pour les ideaux de paix et d'unité.

Au Nom des Forces Armées, ils ont renouvelé au peuple Rwandais leur ferme détermination de lui assurer la sécurité et de défendre l'intégrité du Territoire National.

Fait à KIGALI, le 25 Novembre 93

Le Ministre de la Défense
Augustin BIZIMANA
Par ordre
Le Col BEMS BAGOSORA Théoneste

Vol. 2 No. 6 August 1993 | RWANDESE REVIEW | Rwandese Review Vol. 2 No. 6 August 93

Published by the Department of information, 3, Av. de l'Observatoire 1080 Brussels, Belguim

Peace Agreement signed at last!

President J. Habyarimana signs the Accord. *RPF Chairman Col. A. Kanyarengwe Signs the Accord.*

Who said all roads lead to Rome? The Romans would have been shocked if they had been waiting for the Rwandese visitors at the beginning of August 1993. All roads led to Arusha! Rwandese of all walks of life from over the world went to Arusha to witness the signing of the peace accord between the RPF and the government of Rwanda which took place in the afternoon of 4th August 1993 at the Arusha International Conference Centre (AICC). In the United Republic of Tanzania after 13 months of intense negotiations. The last item was actually signed on the 3rd August 1993. What was to be signed on 4th was an agreement of other agreements. Pessimists had feared and warmongers had hoped, that president Habyarimana would fail to turn up! Optimists assured them he would come, although they had nothing concrete to show for their confidence. He did arrive anyway, on the morning of 4th August 1993, escorted by his daughter.

BORDERS OPEN - HOTELS FULL

The Tanzania immigration officers were very helpful, they worked round the clock asking the visitors one simple question. "Are you going to Arusha?". The refugee travel document carried by many refugees and which normally requires a visa payable in US dollars to enter Tanzania was treated like any other regional passport and the visa fee waived for Rwandese at most entry points! At Namanga, Kenya/Tanzania border a Tanzanian immigration officer was heard telling a holder of such a travel document, "Next time you won't have this paper, you will have a passport and you won't need a visa to come here".

Hotels in Arusha were full. Mount Meru Hotel was fully booked as early as 31st July 1993 four days before the signing! New Arusha Hotel was fully booked except for one Presidential Suite by morning of 3rd August. Hotel 77 was fully booked -even small hotels in the suburbs were crowded, full of delegates,full of news people, full of welwishers or just curious people.

Cont'd on Page 4

INSIDE

Editorial Pg 2
Arusha Quotations Pg 3
Last 16 points of agreement Pg 5
Rwandese refugee questions Pg 6
Youth & Sports Pg 11
Judiciary Pg 13
And others

Editorial

When a cease fire between the RPF and the government of Rwanda was signed 13 months ago, 12 of July 1993 to be exact, in Arusha, a few people believed it would end into a peace agreement. Afterall several ceasefires had been signed previously and fighting had ensued before ever the ink on paper had dried.

That is what happened to the N'sele peace accord that was signed on 29 March 1991. The N'sele accord was signed by the RPF Vice-Chairman and RPA chairman of the high command Paul Kagame on behalf of the RPF, and minister of foreign affairs Dr. Casimir Bizimungu on behalf of the government, in the presence of the mediator Marshal Mobutu the president of Zaire, and the OAU secretary general Ndugu Salim Ahmed Salim.

The following day Dr. Casimir Bizimungu described the RPF, partners to the accord as mere delinquent thugs, and said he had actually signed a document he had not even bothered to read! The government army was quick to read between the lines. What followed is common knowledge: An RPA commander in Kinigi Lt. Anania who had assumed that the accord was genuine was lured by his colleagues on the government side for a friendly chat. He went, was kidnapped, and taken to Kigali! He was next heard of on radio Rwanda where, to the disappointment of his interviewers he refused to accept he had been captured in combat. Lt. Anania was to be kept in prison for more than two years and released only late last year as a result of the ceasefire agreement.

After this treacherous kidnapping of Lt. Anania, the Kinigi commanders knew that the RPA would not stand arms folded-so they went ahead and attacked, after all it was better to attack than be attacked. That is how the N'sele accord was so easily broken and a war that would have taken less than seven months took three years!

It takes so much to reach an agreement and can take so little to break it! That is what president Ndadaye of Burundi probably had in mind, when he said that he would not over emphasize the need for mutual trust. He couldn't be more right, for no matter how committed one of the parties may be, no one can keep an accord alone. Like the English say: It takes two to tango.

We can justifiably say therefore, that 4th of August that has been declared a public holiday is not the end. It is just a beginning. A beginning of a new era that will require more than a willing spirit but a strong body too. For it is not the signing that is really important but the implementation.

This is no time to apportion blame, but the truth is: Serious mistakes were made by the Rwandese people in their history- and we have all paid for these mistakes. Like prime minister Twagiramungu put it, it took a war for the Rwandese people to accept that they had made mistakes. Unfortunately however, it is not those who made these mistakes that fought the war. It is their children and grand children. The children of Rwanda have been victims of an original sin! Like the PL party president Justin Mugenzi said "the Rwandese have not just signed an accord of a two years and ten months war like some people would like to put it, but an accord of 30 years war! Most probably more.

Many people have died in this war, some for a cause, others as victims of circumstances. But in death there is life! A grain of wheat or maize or sorghum must first destroy itself in the soil if it is to give a new shoot that will bear more grains. But a farmer who sows his grains and then abandons them is a fool-for he loses even the grains he had put into the soil. He must protect the shoots against weeds and may have to fight off birds and other wild pests. So must we in Rwanda. The weeds and pests in our midst must not be allowed to outgrow the seeds of a revolution that the youths of our country have so costly planted. Dictators do not create themselves, they are created by the community. A section of the community that supports them and the other that keeps conspiratory silence just because the ills committed by the dictator do not directly affect them. But a lesson has been learnt by all that are capable of learning, learnt the hard way. Mistakes committed by others affect our lives and the lives of our beloved. So we must not only avoid making mistakes, but must also stop others from making them.

Therefore the war is not over. It has just begun. We have to fight it together. For we either Survive together or, I dare say, Perish together.

The choice is ours.

Extremist politics must go

With the signing of the peace agreement between the RPF and the Government of Rwanda, many are optimistic of lasting peace. However the struggle for a better Rwanda is just beginning and the Rwandese people should brace themselves for the confirmation of struggle against what in the first place caused the war. The success of this, would guarantee that war would not resume in future. Among the major causes of the war was the disunity prevailing in the country which was a result of politics of exclusion and eventually manifesting into politics of extremism. In these politics some Banyarwanda thought they could deny others their fundamental rights and that they are the only ones who had a right to govern. They even thought that others had no right to live let alone live in their country. This gave rise to sectarian politics or politics of ethnicity and regionalism

On 1st October 1990, the RPF launched an armed struggle and among its objectives was to completely eradicate these politics of extremism, exclusion and regionalism. These politics caused a mess of social, political and economic problems which our country is facing. These problems are therefore the cause of the war and hard times which have befallen Rwanda. If then, these politics of extremism have to be completely and permanently eradicated and abandoned. This is the only solution to the social political and economic impasse in Rwanda. The RPF waged an armed struggle against these politics in a bid to put an end to them and give hope to Banyarwanda that not only are they seeing the end to these poli-

Cont'd on page 14

Quotations from speeches on Arusha Agreement

"Today we do not have winners and no losers for that matter. Both the parties to the conflict, all of us, were privileged to contribute to this process and have emerged winners, Each and everyone of us...."

"Today is a great day for Africa. A day that potends well for African diplomacy, reconciliation and mediation. The signing of today's agreement is a verification of Africa's ability and capacity to resolve conflict among us in a brotherly manner.

"...As family members await the birth of a child anxiously, anxiety grows each day. As soon as the child is born the mother forgets all the discomfort of pregnancy and the pains of child birth and she instead marvels with great pleasure at the new life she has brought forth - so let it be with the Rwandese peace agreement....

I urge both the parties to the conflict to marvel with pleasure at the new opportunity for National heeling and reconciliation that they have brought forth. As the child needs protection so does this agreement. Left to its own the baby will die and so is the agreement".

Tanzania president Ali Hassan Mwinyi AICC speech. Few minutes' before signature 4/8/93

"A ceasefire means halting hostilities. This signature means halting the war. The purpose of this agreement is to ensure there is no more war." "The fact that we have signed does not mean that peace has come. The ills that brought about the war must first be uprooted..."

RPF chairman Col. Alex Kanyarengwe addressing the congregation at the AICC 4/8/93

"A country belongs to the people not to property. Leadership is not landlordism and those who think it is, I promise you we shall fight them"

RPF Chairman Col. Alex Kanyarengwe and Vice Chairman, CHC Paul Kagame in AICC
" Family members await the birth of a child anxiously ....."

RPF chairman Col. Alex Kanyarengwe addressing a cultural evening at New Arusha Hotel 4/8/1993.

"This is an agreement of compromise.... No one I believe would say this is a perfect agreement, but it will bring democracy and peace"

"I have personally signed this agreement and my hand represents each Rwandese man and woman... they have all signed•

President, J. Habyarimana AICC. 4/8/93.

"The people of Burundi have followed with a lot of sadness the events in Rwanda, thus, it is with a great relief that we celebrate this agreement...

...But signing is not enough there is translating the agreement into realities and creation of trust for the two protagonists ...

We hope this victory will be a victory for all the Rwandese people."

President M. Ndadaye of Burundi addressing the congregation at AICC. 4/8/93 after signing.

"The 4th August 1993 is an important date for the African continent as a whole.

This peace agreement would not have been possible if it wasn't for the good will of both sides.

Mr. Faustin Birindwa Zairian Prime Minister and the representative of the mediator marshal Mobutu Sese Seko at the AICC. 4/8/93.

"Arusha and Tanzania will go down in history as a place of which peace for Rwanda was restored"

OAU Secretary General Ndugu Salim Ahamed Salim. AIIC 4/8/93.

"The signing of the Rwandese peace accord should provide a positive precedent that should be followed by other regions in conflict in Africa"

OAU current chairman Hussein Mubarak's representative to the ceremony at AICC 4/8/'93

"Whereas we may not blow our

Cont'd on Page 4

Peace Agreement signed at last!

from page 1

People came from all over the world- even children came! We did not want second hand news.

HIGH ATTENDANCE

If attendance means seriousness , then the event was serious. All leaders of political parties in the government and many outside the government attended. Anyone in Rwanda who has ever held a label of premiership no matter how briefly came. Except of course the late Gregory Kayibanda and I am sure if he were alive he would have come.So former Prime minister Nsanzimana Sylivestre attended.Dr.Dismas Nsengiyaremye attended,Madame Uwiringiyimana Agatha incumbent prime minister attended and so did prime minister designate Mr.Faustin Twagiramungu.There were other ministers too.

The attendance of Dr.Dismas Nsengiyaremye and former foreign affairs minister Boniface Ngurinzira was very significant.Observers had feared that internal problems within the MDR political party would lead to pro accord and anti accord camps.

No single individual in Arusha that day,local or foreign,had so much encounter with the press like former prime minister Dr.Dismas Nsengiyaremye!

The RPF sent in the top men.RPF chairman Col.Alex Kanyarengwe was there to sign the accord.His Vice chairman who is also chairman of the high command Paul Kagame,the RPF chief coordinator,DrTito Rutaremana, commissioners,members of high command,senior army commanders were present.No one would claim they took the occasion lightly.Bishop Thadeo Nsengiyunva,that progressive Bishop of Kabgayi was there too.He too is determined to follow peace to the end.

FOREIGNERS TOOK IT SERIOUS TOO

Besides the strong Tanzanian attendance,neighbouring countries sent in powerful delegation.President Melchior Ndadaye of Burundi escorted by his host president Mwinyi entered Mount Meru Hotel in Arusha at exactly 8.45 local time forcing the late breakfasters to rush out of the dinning hall.

Taken by surprise many journalists took pictures of his back as he went up the red carpet and European and American colleagues started asking who he actually is.Some of them haven't known him yet! President Museveni came in a few minutes later-no one asked who he is.He probably rubs shoulders with the media more than any other president on the continent.

The OAU secretary general

Con't on back page 10

Quotations from speeches on Arusha Agreement

own trumpets, but this is no reason why we should not be proud of our achievements!

The two sides came together as enemies,then as partners in Arusha...! We hope they will live in harmony together in Rwanda.

Caution should not make us hide our content. Democracy has to be born reincarnated if need be"

Papa Lous Fall - Senegal's ambassador to OAU and Ethiopia president Diof's spencial envoy to Arusha peace talks and ceremony.
Speech at AICC 4/8/93

"For the UN - this signing puts and end to one of the biggest conflicts. Peace and development can stay over a period of time only if built on a sound foundation which must come from within and not for from without.

This is a real victory of common sense and reason.."

UN representative to Arusha peace accord ceremony. AICC 4/8/93.

"The Rwandese people made mistakes and we would never have known that we made them if there was no war"

MDR President, Prime Minister Designate Faustin Twagiramungu.
Speech at the Cultural night at New Arusha Hotel. 4th/5th August 1993.

"The signing does not represent an accord that ends a 2 years and 10 months of war as some people would like to put it, but that of 30 years of war".

PL president, Minister of Commerce Industry and artisanship.
Mr.Justin Mugenzi at cultural night 4th/5th August 1993 at New Arusha Hotel.

"4th of August 1993 is an important date for the history of mankind in general and of Rwanda in particular.....and may well be the New National day for Rwanda...

[But]...30 years of exile and pain,far from our beloved is not so easily forgotten just because of a signature at the bottom of a page. But we must have trust in humanity, and above all have trust in ourselves and our people..."

Fabre Willy.
A Belgium visitor to Nairobi talking to a group of Rwandese friends 6/8/93.

Fabre Willy has lived in Rwanda.He is married to a Rwandese.

Compiled by Rwandese Review. ■

The 16 points agreed upon at Kinihira leading to the conclusion of peace agreement

Peace talks between the RPF and the government of Rwanda which began in Zaire and continued on 19th July 1992 in Arusha Tanzania were concluded on 25th July 1993 at Kinihira in the demilitarised zone in northern Rwanda. The Kinihira consultations were chaired by Hon. Joseph Rwegasira, Tanzanian Minister for Foreign Affairs who represented the facilitator HE. Ali Hassan Mwinyi president of the United Republic of Tanzania. Others present were H.E Ambassador Ami Mpungwe representative of the facilitator to the Arusha Peace Talks, H.E Dora Justin Mbezi Ambassador to the United Republic of Tanzania to Rwanda, and representatives of observer countries to the Arusha Peace Talks. The government delegation was led by Hon. Anastazi Gasana Minister of Foreign affairs and international co-operation while the RPF delegation was led by Mr. Pasteur Bizimungu Commissioner for information and documentation, member of RPF executive committee and leader of RPF delegation to the Arusha Peace Talk.

The following obstacles which had led to the delay of the signing of the agreement were agreed upon at Kinihira.

1. Sharing Command in Army and Gendarmerie. The proportions are 50:50 from high command to battalion level, in special units like military police para commando etc. and in army training schools. The proportions are 40:60 in army command from company level downwards in gendarmerie the proportions are 50:50 from the high command to groupement (battalion) level and in specialized units and in management of training schools.

From left to right: Ambassador Ami Mpungwe of Tanzania, Patrick Mazimpaka of RPF and Nigerian General Opaleye, commander of NMOG, in Kinihira. Africa has tried to assist Rwanda.

2. Type of arms light and heavy to be used by the new national army and type of uniform shall be determined by the high command councils of the army and the Gendarmerie.

3. The army shall be answerable to the broad based transitional government and the RPF shall be transformed into a political party.

4. The chief of staff of the National Army shall come from government forces, his deputy from RPF while Chief of Staff of the National Gendarmerie shall be provided by RPF with a deputy from the government side.

5. The broad based transitional government shall operate from Kigali with international neutral force in charge of security. Before the international neutral force arrive in Kigali, on expanded OAU NMOG shall take charge of security in the capital.

Upon the arrival of an International Neutral Force, all foreign troops in Rwanda shall leave immediately before the broad based transitional government starts operating.

6. Close security of RPF officials in Kigali shall be ensured by 600 troops from the RPA.

7. Each side in the negotiations shall submit a list of miliary ranks for its officers.

8. The name of the new national army shall be agreed upon.

9. At every level of command once one side takes command, the other shall provide deputy commander. Chief of staff of the army shall come from one side while the other shall take the chief of staff of the gendarmerie

10. Without compromising article 71 of the protocol of agreement on the integration of the armed

Cont'd on Page 6

Rwandese Refugees questions:

Beginning of the end

The over 30 year old refugee problem of Rwanda is in the budding stage of being solved once and for all. The Rwanda government and the Rwandese Patriotic Front had this very big question on their agenda in the peace negotiations which lasted for over a year. The Rwandese refugee question was one of the major causes of the war in Rwanda and therefore had to be looked into seriously and lasting solutions found so that the current refugee question is not only solved but even the conditions which may cause refugees in future are completely avoided.

In this respect the government of Rwanda and the RPF agreed that the return of Rwandese refugees to their country is an individual right and constitutes a factor of peace, national unity and reconciliation. This act of venturing will be an act of free will on the part of each refugee and any Rwandese who will want to go back to his country will do so without any precondition and will settle down in any place of their choice inside the country so long as they do not encroach upon the rights of other people.

The two sides also agreed that the Rwandese government shall make lands available to these returnees so long as they are not currently occupied by individuals. The selection of these settlement sites, their occupation and farming shall take due consideration of the protection of endangered animal species, especially the mountain gorilla and depending on the protection requirements and the planned farming development activities, the transfer of those species into compatible ecosystems was recommended. This will be done by the commission for repartition which will be composed of government, UNHCR, OAU and refugee representatives. The GOR (Government of Rwanda) and the RPF agreed that refugees who left the country more than 10 years ago should not reclaim their properties, which might have been occupied by other people. The government will however compensate them by putting land at their disposal and shall help them to resettle. As for estates which have been occupied by the government, the returnees shall have the right for an equitable compensation by the government. The principal of dual citizenship was accepted by both the negotiating sides. The GOR and the RPF also agreed on who would qualify as a Rwandese refugee. They agreed that anyone in possession of documents issued by the office of the UNHCR testifying that the bearer is a Rwandese refugee is a refugee and any Rwandese national who declares himself to be a Rwandese refugee, but who is not registered with the office of the UNHCR will still qualify as a Rwandese refugee. The two sides agree that the commission for repatriation will first

Cont'd to page 7

The 16 points agreed upon *from page 5*

forces, no soldier from either side shall be denied opportunity to serve in the armed forces. Instead, there shall be a joint training for all who are required to undergo it.

11. In case the president of the Republic contravenes the constitution, the transitional national assembly with a 2/3 majority and in consultation with the joint political military commission shall sue him. The transitional national assembly can also consult the facilitator and others.

12. The broad based transitional government shall abolish all documents that indicate ones ethnicity and replace them with new ones which do not indicate ethnicity.

13. In case of any disagreement in interpretation of the articles of the agreement, the transitional national assembly shall be the interpreter after consulting the joint political military commission.

14. Institutions of the transitional government shall be set up not later than 37 days after the signing of the peace agreement.

15. The prime minister who shall head the broad based transitional government is Mr. Faustin Twagirmungu.

16. The present national assembly the CND shall continue operating until the broad based national assembly starts operation.

By N. Kabano

N.B Although Kinihira was viewed as the final step towards signing of the peace accord, negotiations continued even after. The last item signed was at Arusha on 3rd August 1993. A day before the final peace accord signed by RPF chairman Col. Alex Kanyarengwe and president J. Habyarimana on the afternoon of 4th August 1993 at AICC.
Editor n

Rwandese Refugees questions: *from page 6*

onduct a social-economic survey of refugees, organise a pre-repatriation census and registration of returnees,conduct an information and sensitization campaign both to the refugees community and the population within the country.The commission will also identify settlement sites, supervise the distribution of plots and establishment of basic infrastructure such as reception centres,etc. The commission will also make travel arrangements for all returnees, where necessary,and arrangements for the transportation of their property.It will supervise all kinds of assistance for the returnees such as food aid, farming tools,building materials,domestic items,seeds etc. The commission may set up committees where necessary for the execution of some of its missions.

On arrival in the country,the returnees shall be provided with provisional accommodation centres on settlement sites in rural or in urban areas and returnees at that time shall be fully taken care of,including an initial free medical check up,upon their arrival in country. Returnees shall each be paid a small amount of money to enable them meet vital needs not catered for by the Aid Programme.The assistance by the government will be in food aid,domestic items, farming tools,building materials,health and education. For the returnees who will be seeking for jobs, the Rwandese government shall take negotiations with international funding institutions, within the frame work of the structural adjustment programme(SAP),so that the absorption capacities of the public sector could be enhanced.There are certain sectors, however,which already hold out employment opportunities such as education,health and the judicially.A returnee who shall be integrated in the public sector shall be employed at the level to be determined on the basis of qualification and professional experience.

Employment shall not be subjected to any pre-condition and criteria other than the age for employment and retirement. Returnees who have contributed to the social security in Rwanda may claim their dues either for themselves or their beneficiaries.As for those who have been contributing to the social security abroad,the Rwandese government shall negotiate with the countries concerned so as to arrange for the compensation or transfer of their dues.The GOR and the RPF also agreed that the lack of knowledge of Kinyarwanda or French shall not constitute an obstacle to employment and discharge of duties within the public sector.During the first three years of service,with effect from the date of appointment,the returnees shall use those languages they are most familiar with and shall take intensive French or Kinyarwanda courses. To that effect,a programme of linguistic support as well as translation and interpretation service shall be organised according to the needs. Soon after the establishment of the BBTG using funds provided for in the plan of action for returnees or any other funds. The plan of action shall also include a guarantee security fund so as to facilitate access to loans by returnees. In the protocol of agreement on refugees, the GOR and the RPF agreed that for purposes of ensuring a smooth integration into the educational system in the country and avoiding the interruption of the studies of the children of returnees, during the first year, education should be provided in the language used in the country of asylum. Within the first three months, intensive French courses should be organised for teachers and students, especially for students in the senior level of primary school and for students in secondary schools and institutions of higher learning from the Anglophone countries. On the implementation of the overall programme of repatriation, the two sides agreed that in accordance with the mandate entrusted to them by the Dar es salaam summit of the 19th February, 1991, the UNHCR and the OAU shall organise, within six (6) months after the establishment of the BBTG, a donors' conference for financing projects earmarked in the plan of action for the Rwandese refugees. The implementation, at the political and administrative level, of the repatriation programmed shall be supervised by the secretariat for state for rehabilitation and social integration. For the technical implementation of the various components of the repatriation programme, the GOR and the UNHCR shall preferably resort to those NGOs with an established reliability, taking also their respective specialisation into account. As such, one or several NGOs shall undertake site development activities, building activities and distribution of food aid. On the timetable for repatriation, all the returnees having the means to settle themselves without recourse to Government assistance may do so, soon after the signing of the peace agreement. Rwandese embassies shall issue travel documents to all Rwandese refugees who wish to go back to Rwanda. With respect to repatriation in groups, within six (6) months after the establishment of the BBTG, the UNHCR and the OAU shall organise a donors' confer-

Cont'd to page 8

Refugees Diary: The road to and from exile

Children, covered with dust continued to play their game of marbles.They didn't use real marbles but earth balls that they had carefully worked out.Making measurements of their fingers and feet before casefully sending the marble flying, they played on ending finally into the winner sending the opponents marble into a hole, and keeping it once and for all.

The game was new,imported by a child who had gone to one and only primary boarding school in Rwanda- BENE MUTARA in Rwamagana.So the children were fully engrossed in their new discovery, when suddenly one of them stopped and pointed at a line of smoke across the hills of Ndiza.Arsonists had started work in a broad day light in the name of a revolution. Children of between 5 years and 10 started competing on the interpretation of what that could be.

Then from no where one of them, 7 years old Ntahobari whispered. "It is Tutsi houses,they are killing the Tutsi!" He said knowingly. "Who are the Tutsi,how do they know the Tutsi,what have they done?" questions came from all corners - for indeed these children in Bulinga one of the lucrative areas of Gitarama were alien to ethnicity.

Almost everybody lived by mixed farming and had a tile roof,very few lived in grass thatched huts - afterall tall grass was in short supply too! They all spoke the same language with the same accent.

So,Ntahobari started explaining - he had heard his father say - the Tutsi had killed the king.And, it was not difficult he said to identify one - it could simply be done through the lines of his palms!

So, the kids started comparing their palms.To their disappointment their palms were as similar as they were different. Having failed to identify a tutsi among themselves,they gave up. May be the older people knew better how to identify them by the palms.

They forgot about the Tutsi palms and continued with their game.Suddenly Mukwiye burst out."You know what?,if I was a Tutsi, and some one came checking my palm, I would straight away give him a slap" They laughed -no one considered that a slap in the face of a matched or spear was helpless. Once again they forgot the arsonists and the Tusti and bent down in their dust to continue their new game.

Soon however the strife was at their doors. Strangers with spear, matches, and clubs came.

Arsonists carried out the work with ease. They clubed the tile roof, then set fire on it and it went ablaze. Finally they reached at Sehene's.

Sehene was one of the poor people in the village one of the few who had a grass thatched roofed huts. He was not at home when they arrived, but his wife was. At the compound there were many children all in girls dresses - some too tight others oversize, but all in dresses.

Parents believed the killers did not kill girls, but would kill a boy of any age at any excuse, and all the children had been brought at Sehene's for it was believed no one would attack the family so poor.

The wife stood face to face with the mob, and declared. "We are not Tusti" "we are not" she pleaded! "You are!", "in the name of the King we are not Tutsi" she insisted. "You are!".

Children looked at each other wondering what next. But even more so wondering why the mob does not simply look at the palm of her hand. It is not the palm that they demanded however. It is the poll tax pass book.

"Bring your poll tax book" one shouted. And unable to argue against the written ethnic group in her poll tax pass book, she stood helpless. Then a mobster lit a match and set her hut on fire. It soon went into blaze, and soon was burnt down to ashes. No one touched the children.

"Burn that neighbouring hut

Cont'd on page 9

Refugees questions

from page 7

ence on financing the repatriation programme and they shall undertake operations for the preparation of settlement sites. Within nine (9) months following the establishment of that Government, the repatriation of that first batch of returnees may begin. The BBTG shall take and implement measures, including thorough bilateral agreements, for the protection of the Rwandese nationals who shall have opted to settle in the host countries as immigrants. On the return of persons displaced by war and social strife, the two sides agreed that BBTG,will organise their return to their homes and provide humanitarian aid. The return of the war displaced persons to their homes shall, as much as possible, be coordinated with the return of the refugees who left the country during the war, as well as that of persons displaced as a result of social strife. Such is the agreement on the Rwandese refugees and the war displaced people as was agreed by the GOR and the RPF which was signed on 9th June 1993 at Arusha Tanzania. The Rwandese refugees and the displaced are all looking forward to the implementation of this agreement.

Bazimya Daudi.

Refugees Diary:: The road to and from exile *from page 8*

too, it could be her son's" mobsters removed match boxes and rushed to carry out the duty, then as one lit a match, a member of the cloud shouted, "stop it! I know the owner - Ruzizi. He is a hutu, I'm sure of that". But it was too late. Ruzizi's hut was on fire, and no matter how the mob tried to help, the hut went ablaze. Ruzizi watched helplessly. This is very unfair he lamented, after all he was not a Tusti his pass book identies showed it clearly.

In the evening better to do parents collected their children from Sehene's and most wondered who was more unlucky. Those who had lost permanent and semi permanent houses, or Sehene and Ruzizi who had loss grass thatched huts that had taken so long to put up.

Ruzizi and Sehene with their families like most other families spent their night at the parish catholic mission, run by Belgian white fathers , father Superior advised both to go to Belgian Congo (now Zaire). "Go my children these things will take short and you will come back when it has settled". They went. That was 59, and their grandchildren still await the "things to settle".

Sehene and Ruzizi are both long dead. Each a different but unfair death.

Ruzizi like several refugees lived in a refugee camp in Kivu, but other refugees treated him with suspicion. Why had he ran way? After all he was poor and not a prominent politician, so he felt lonely and when Rwanda got independence he went back. But local authorities treated him with suspicion too. Why had he ran way from Rwanda if he was a Hutu? Why did he run away from democracy? Why has he come back?

Then, in 1963 *Inyenzi* fighters attacked Rwanda and the government started picking up would be collaborators, Ruzizi was arrested, then released, then arrested again, then released... One morning when people woke up they found him hanging on the roof of his pit latrine structure. Did anyone hung him there? Did he commit suicide? No one knows.

Sehene lived on. He refused to live in a refugee camp. Zaire is not short of land so he built himself and his family a hut in the village and his life went on as usual. I dare say psychologically he was better off afterall wasn't he now equal in poverty to his neighbours, and when mankind suffers together does the individual suffer? Of course he missed his homeland but he could not identify a concrete thing he missed.

Then came 1964, without warning, Zairian authorities struck, all Rwandese refugees living outside UNHCR protected zone were arrested. Even travellers. Women, and children of any age alike taken to detention camps.

Sehene was separated from his family, his family was taken to Bishusha in Masisi zone, him and other men who looked very physically fit were taken to Kirotchi near Goma. They were strong and therefore likely to be guerillas, the family has never seen him since. He allegedly drunk contaminated water and died of dysentery in detention.

Denis Ntambara was not as unluckly as Sehene, he did not die in Kirotchi detention.

After three months of detention, the UNHCR intervened, negotiated with Tanzania to give fresh asylum. So it started flying them to Tanzania. But air transport is difficult transport, for unlike pedestrian transport popular with refugees, it has full capacity, this is how D. Ntambara flew to Tanzania illegally, he had learnt that his family had already been flown, so he was eager to fellow them.

In his eagerness he made arrangements with a bachelor, whose name was already on the flight list and they swopt positions. Years in Zaire had made them forget that a few contries in Africa are organised. Once in Tabora, Ntambara who had flown under the name of Kamanzi, got problems. The Tanzania authorities had discovered he had impersonate another person and he was arrested. The argument was simple. "Supposing you died would we register that Ntambara died or that Kamanzi died?" They asked him. Worse still it was discovered that a namesake had ever been declared person a non grata in the country so Ntambara was flown back to Goma, in a plane alone like he had chartered it! Leaving his family in Tanzania.

The wife awaited, but Ntambara was not forthcoming so she sneaked into Uganda in search for him. She was sure he couldn't still be in Zaire. Not finding him there, she settled in a refuge camp.

He came one evening in 1969 almost 5 years later unaccompanied, asking from house to house, hut to hut where he could find his wife. Some directed him, others hid from him, for they did not want to tell him that he would find his wife selling local bear, and mothering two children fathered by other men.

She received him calmly, no apology, no excitement, wondering how to explain...

Neighbours crawded in the hut. Some well wishers, others onlookers, others malicious spectators. He sipped his drink and looked at the children then looked at her, still young and beautiful behind all poverty. The he looked at the children playing about.. who

Cont'd to page 10

Refugees Diary:: The road to and from exile *from page 9*

could blame her? He asked himself. And then as if to console himself he said almost aloud. At least one thing is sure, she is still fertile.

Sunday 25th June 1993:

Mukwiye, clad in his new RPA uniform, paced about at Cyohoha tea factory in Kinihira sub-district. He, and his colleagues had been out of the hall since 12 o'clock awaiting the teams that were busy finalising the last 16 points that would lead to the peace agreement between the RPF and the government of Rwanda.

He looked once again at a short stout man in his late thirties or early forties, for the Nth time he wondered where he knew him. The man was part of the government delegation. And so Mukwiye convinced himself there was no way he could know him. But he was sure he does. Is it possible to recognise a child one knew 30 years ago? No, not a child, he saw an adult. He saw Ruzizi the ill fated man who could not live in exile nor could live in Rwanda. But Mukwinye was convinced it cannot be him either, for even if he were alive he would be very old. And above all no chance in a thousand that Ruzizi would come as a delegate. Mukwiye approached him and asked, "Do you play marble?"

Ntahobari looked at him, amused. "Marble? Do people of my age play marble?" Ntahobari answered taking the question as one of those questions of RPA soldiers he had been subjected to many times in attempt to provoke him and test his patience.

Mukwiye insisted, "Show me the palm of your hand so that I know whether you are a Tusti or Hutu" Ntahobari was startled, for he remembered vividly the words, the game, the dust, the smoke, the fellow children, and he was so sure this was one of the children, which one? Does it matter which? All these thoughts rushed in his mind. Then all of a sudden he clearly saw which one it was, but the name? Does it matter? So, recovered, he asked "so it is you?" he jumped and huged him, "so it is you! Mukwiye answered back, they hugged again. At this point ambassador Ami Mpungwe of Tanzania opened the door and called all those outside to come in.

The heads of the delegations were about to sign the last protocol, the last 16 hurdles that stood in the signing of peace talks had been removed.

As Pasteur Bizimungu for RPF and Anastase Gasana for the government of Rwanda signed and exchanged documents, Mukwiye and Ntahobari looked at each other in silence, as if each was trying to read the other's mind.

Ntahobari spoke again, "See you in Kigali" he said with a smile. Mukwiye smiled back "very soon".

By Bikerinka Pierre Celestin

Peace agreement signed

Cont'd from page 4

Ndugu Salim Ahmed Salim was there just like in N'sele over two years earlier.The Senegalese Ambassador to Ethiopia and OAU Papa Louis Fall special envoy of President Diof who has been a signatory to a number of documents was there,and he proudly reminded us of the role of Senegal in the Rwandese peace process.The senegalese president Abdi Diof was chairman of the OAU when the Arusha peace talks started,and Senegal is a member of the joint political military commission (JPMC) as well as members of the neutral military observer team NMOG.

The current OAU chairman Hussein Mubarak of Egypt sent in an apology and a representative.The UN secretary general was represented, USA, France, Belgium, Canada, West German were all represented and so on and so on.No one will say people didn't come.They came in thousands.If attendance means seriousness,then the event was a serious one.

WE WERE LAVISHED WITH ENTERTAINMENT

At Mount MERU NOVOTEL,where the dignitaries including heads of states and governments and RPF chairman were received,a midday buffet was served in Themi grill restaurant free for all! No one (except the management of course)knows who met the costs,but no one was asked for his room number,no invitation card,no immediate payments! People simply walked in and dined! Even those who had just come in from other hotels,or taximen awaiting customers walked in and served themselves.

The feast was to continue at the AICC. After the signing ceremony,there was a reception-the softy spoken Tanzanian organisers tried to ask people who didn't have an official invitation to leave but in vain. They refused to barge, and the Tanzania did not try to use force, they let them continue and be entertained like everyone there. After all it was their day too. And most probably more of their day than those invited. It takes someone really concerned to come without a card. All the Rwandese all over the world couldn't get a card anyway and it would have been best if they all came. And, the government of Rwanda and the RFF chairman had invited the Rwandese all over the world to come in large numbers.

The entertainment continued

Cont'd to page 12

18TH JULY 1993: A MATCH OF WINNERS

When the social Democratic Party (PSD) put an advertisement on Radio Rwanda, inviting registration of players and Funs for a friendly match with the RPA in RPF controlled zone, many Rwandese laughed if off, as one of the many political jokes in the Rwandese political arena.

But as the day came nearer, we all started to realise that it was not a joke after all. The teams in Kigali were training vigorously, and RPA was in a residential training. Then came the day - 18th July 1993 and all roads led to Mulindi.

The PSD youth Abakombozi, took off from kigali with a long convoy, that included about ten buses of funs from all opposition parties PSD, MDR, PL and several others. Government and independent press as well as diplomats.

They were led by no smaller man than the PSD first Vice President Mr. Felecien Ngango, second Vice President Dr. Theoneste Gafaranga and the Abakombozi Youth President Mr. Camille Karanyanwa. From Kigali all looked well. But not everyone wanted the day to be a success, Col. Bagosora in the president office had questioned the wisdom of the match, saying that Rwanda was still at war with the RPF and did not therefore see what all these people in Kigali were up to visiting the RPF. The always overzealous government army picked the hint and mounted a road block at Rukomo - Kigali - Byumba road, and produced a list of a handiful players and PSD funs just over a hundred sending back foreign diplomats, independent press, and ten buses of fun! The only foreign workers allowed to continue were member of medecin Sansfrontier.

It is this handful that arrived Mulindi at 12 noon of 18th of July '93. And by this simple arrival, both teams had worn!. For it did not really matter who took the matches, the youths had something they wanted to express to the elders, that is, solidarity with each other. The Rwandese Youth, wanted to say, they are not there to fight. Like their agemates elsewhere they wanted peace to play and live a better life. So, whereas the negotiating teams in Arusha had then failed to sign a peace pack, the youth had signed one. And the matches to be played were to be a rubber stamp on their unilateral peace accord.

RPF football team

PSD/Abakombozi football team in Mulindi
The Youths signed a peace pack much earlier than the politicians

The RPF attendance showed the seriousness the leadership gave to the significance of the matches. Among those who attended were, RPF Chairman Col. Alex Kanyarengwe, RPF Vice Chairman and Chairman of high command Paul Kagame. RPA coordinator MHC Ndugute, commissioners, senior officers, Junior officers, thousands of RPA soldiers civilians supporters from RPF zone and Kigali. The Kigali visiting groups were escorted by mem-

Cont'd on page 12

A match of winners *Cont'd from 11*

bers of OAU Neutral Military Observer Team - NMOG. Even before the matches started youths had fused.

At exactly 12:32 pm. the valley ball match started. The Abakombozi Youth were really good. With according to what they revealed later five players from the national team! Despite this however, the RPA team did not give them an easy time, finally the PSD youth Abakombozi emerged the winners taking the three sets 15:10, 17:16, 15:13 certainly not a walk over!

This loss lowered the spirit of some RPF funs wondering what would come out of the football.

Kick off for football was at 4.17 proceeded by a military parade, and an inspection of the teams by RPF chairman Col. Alex Kanyarengwe, RPF Vice Chairman and Chairman of high command Paul Kagame, PSD Vice president Mr. Felecien Ngango and 2rd Vice Chairman Dr. T. Gafaranga.

Before the football match, a minute silence was observed in honour of the Zambian team that perished into the Atlantic Ocean.

At the beginning, the Abakombozi team seemed to have the better of the match, but RPF youths used military determination, they were not going to lose this match too and in the 27th minute, after four corner kicks, RPF put in its first goal. And by half time the scores were 1:0 in favour of the RPF.

At 5:07 p.m. second half started, fifteen minutes later, men and officers of RPA were in the football ground again cheering. We all knew who was the winner. When the final whistle blew, scores were 2:0 in favour of RPF. PSD youth had taken volley ball, RPF youth football, they had literally all worn but as I said before right from the beginning they had all worn, and above all the Rwandese people had worn.

Sceptics had always questioned the possibility of the merger of the two armies RPA and FAR (government army), now these young men had shown that not only could they work together in peace and harmony but could play together too.

The dance that followed sealed it all. The RPF directorate for youth and recruitment had just donated new T-shirts to the players of both sides and both teams in a new similar attire danced together on a brief disco music provided by Radio Muhabura. We looked at their faces and at their uniforms and one thing was clear, it was difficult to tell who was who. They could all have been RPF or PSD. A number of those who had been stopped at Rukomo were there too, they had gone all around through Kirihira, arriving late in the afternoon. They did not receive free T-shirt, but made sure they acquire them, personally bought.

The teams left late in the evening, and some of the funs spent a night. No one can stand on the way of the Rwandese youth any more.

By M.K in Mulindi ■

Peace agreement signed at last Cont'd from page 10

in the evening at New Arusha Hotel, where the Rwandese community had organised a cultural evening "IGITARAMO". But before the Rwandese entertained us, the hotel cultural troop, treated us to some local hits - thrilling hits, which even brought in, some dance with a python to the scare of many.

The event was also well attended by the RPF, officials from Rwanda, and their host Tanzania. Ambassador Ami Mpungwe of Tanzania who has been physically with the negotiating teams from July 10th 1992 was there to see it to the end!

RPF chairman Col. Alex Kanyarengwe and RPF vice chairman and chairman of high command Paul Kagame were there - so were all other RPF delegates.

Prime Minister designate Faustin Twagiramungu was present so was PL president and Minister of Commerce and Industry Mr Justin Mugenzi - it is here where the two dignitaries requested that 4th August be a National day. Their dream has come true! (See quotations: from RPF chairman, Prime Minister designate and Commerce and Industry Minister's speeches at New Arusha Hotel from pg.3 & 4)

Also present was the Rwandese Minister of Justice Madame Ntamabyariro Agnes. The controversial president of MFBP - a feminist party MS Nyirahabimana Gaudance turned up clad in a smart green suit, and she was smart - she went straight to talk to the RPF chairman. Her political speeches have been inconsistent - supporting one side today and another side tomorrow depending on her mood of the day. The mood in Arusha was good she socialised with all of us.

The UDPR president RAVI was picked by our video team busy dancing with a cultural troop he had never seen before but which had captured his heart.

There was no limit to the surprise of the day. Among the singers that the Arusha Rwandese community had programmed there was no Kinonyo from Kigali, for no one knew he would be there. He appeared! He was welcome! He sung two - very beautiful - funny but meaningful songs

Continued on page 15

Despite protocol on the rule of law...
Justice still eludes the Rwandan people

A habitual thief was taken to court. He was neither remorseful, nor apologetic, but took his crime lightly. Below is a conversation between him and the judge.

Judge: It is being alleged you are a thief.
Thief: Yes!
Judge: What did you steal?
Thief: One thing or other!
Judge: From where did you steal
Thief: Here and there.
Judge: TAKE HIM TO JAIL!

The thief is led away, then remembers, "He! judge when do I get out?"
Judge: (Equally uncaring) "Soon or later"!

So in dispensing justice, justice must not only be done but seen to be done.

Such is the justice that procecutor Kwizera Aroni should have demanded, in the case of Havugimana Bernard (pictured) of Kiziguro, in Matare Parish, Nyakabuye commune Cyangugu, whose ten fingers were all chopped off his hands leaving him totally incapacitated in a premeditated sadism and attempted murder.

In the case No. RP 11925/93 of Cyangugu high court, the accused: Shyirambere Innocent, Shyirambere Ephrem and Kanyangiga Gerase went scot free on 02/04/93 with just one year suspended sentence, for having sadistically and with premeditation cut off all the fingers of the complainant. Such an incredible light sentence was passed by Magistrates; Bayingana Bernardin, Majyambere Elizafani and Habimana Vedaste.

A consultant advocate Nyemazi Primire of Kigali has already submitted a letter of appeal in the Cyangufu court of appeal, arguing against the light sentence given to these criminals, and the cancellation of the cormpansation case.

Havugimana Bernard. Those who chopped off his fingers got only one year suspended sentence!

In his appeal, advocate Nyemazi explains that the criminals accepted their crime, despite their attempt to get an unacceptable explanation for it.

On a day not specified in the letter the three criminals, who knew and were well known to the aggrieved, lured him into the house of a Mr. Ndayishimiye who was an employer to all of them and while there went ahead to cut off Havugimana's fingers and later caused him other bodily harm leaving him for the dead.

Although they were arrested, they were allowed to live in the same cell where they were able to discuss their defense. In the court, the so called defense given was that Havugimana had allegedly stollen a car battery belonging to his employer Ndayishimiye who was also an employer of the accused.

That is exactly where the snag is. First of all, assuming that Mr. Havugimana had actually stolen the battery, Rwanda is not ruled by Sharia law. So punishment for theft is not chopping off the thief's arms. But even if this was so, these three criminals were not entrusted with the dispensation of the punishments. The court therefore should not have accepted it as defense.

To make matters worse, it was proven that the aggrieved did not actually steal the battery, for it was discovered elsewhere and returned to the owner.

In the opinion of advocate Nyemazi and in our opinion too, this accusation should have been a basis to interrogate Ndyayishimiye himself - whose battery was allegedly stolen and into whose house the crime were committed, because these criminals could have been acting on his behalf and/or on his instructions, yet neither the security personnel, nor the court bothered to take even a statement from him. Instead they concentrated on the family of the aggrieved Havugimana Bernard, as if he was the one being investigated. The act of blaming the victim!

In the court/criminal con-

Cont'd on page 14

Peace Agreement signed at last! from page 12

"Namuguyaguye" and "Akishe Nyirarungonya Gapfunyiste Makibero".

Did I say it was a cultural evening? It was a cultural Transnight! It went on up to five o'clock in the morning of 5/8/93. That is why indeed the Kinyarwanda word "Igitarano" is more appropriate.

Of the welcome the Kigali people had received in Arusha, Minister Justin Mugenzi said he was so impressed of the "Igitaramo" that he hoped they would be able to reciprocate in Kigali, and give a similar welcome and, why not?

The new ARUSHA HOTEL TRANSNIGHT was great, and no one should praise the entertainers without including in the charm of the master of ceremony Pascal Ngoga. He crowned it all.

INSIDE THE CONFERENCE CENTRE

The event of the day was in Arusha International Conference Centre (AICC) entertainments though in plenty were as a by the way.

So, after lunch, wherever one took it -if he did- we all rushed to AICC, so as to get there before the dignitaries. Delegates took their seats. The RPF delegate front seats were separated from the government seats by the Burundi delegation, who sat in between. The Burundian President's seat, RPF Chairman's seat and President Habyarimana's seat were all vacant- so was President Museveni's that was at the other end.

This was the order from left (on the point of view of those seating): RPF, Burundi, Rwanda, Uganda. Facing: Tanzania, OAU, UNO. (Later in the late afternoon-President Habyarimana and the RPF Chairman were to shift to this side before signing).

DIGNITARIES ARRIVE/ RPF STEALS THE SHOW

We all sat- those who spoke did so in whispers. Journalists had their cameras ready not wanting to be taken by surprise as had happened to many at Mount Meru hotel where video cameras and still photographers took the back of President Ndadaye- who had come when some men and women who have a good appetite were still in the dinning hall, and those who had hangover were still in beds.

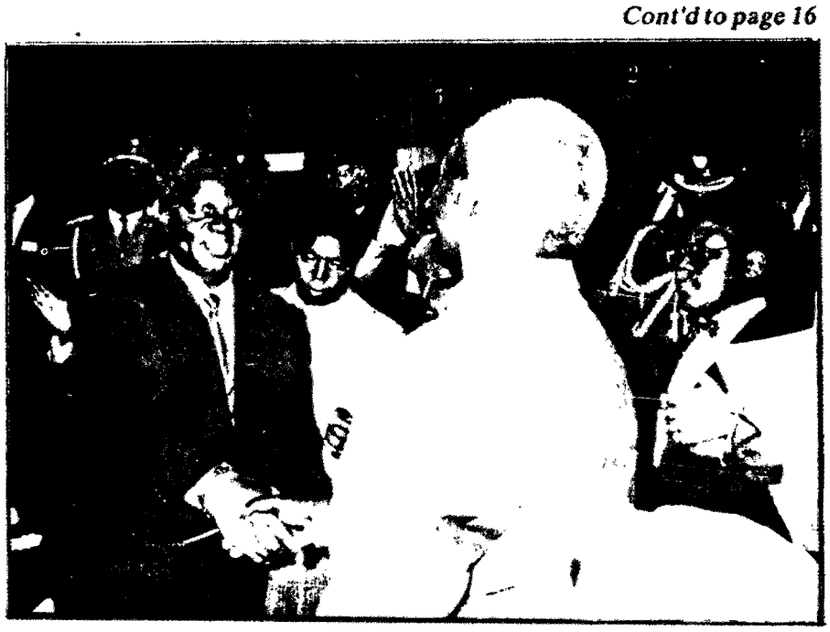
Yet surprised we were! At exactly 3 o'clock East African time RPF Chairman Col Alex Kanyarengwe entered the AICC, followed very closely by the young Burundian President Melchior Ndadaye. CLAP! CLAP! CLAP! and so we crowded to take the photograph of Col Alex Kanyarengwe and president Ndadaye as they took their seats.

Then, all of a sudden I looked behind, it is then that I realised President Habyarimana and his colleagues had already taken their seats too. I had heard no claps, I had not seen journalists scramble- I felt like asking Him ."Hey Ndugu when did you arrive?" I did not. Instead I adjusted my camera and took two close snaps of the president who was in a few minutes about to sign an accord that would at a stroke of a pen reduce his powers. I felt some sympathy as if the whole thing was unfair! He had flown from Kigali escorted by his daughter- I must say he has a pretty daughter. I think it is good to have children. They are at your side at the hour of need.

THE PHOTOGRAPH OF THE DAY

After lengthy speeches (see quotations pg3) after gruelling signing. (Imagine signing a three hundred page document- page to page- not forgetting that there were other signatories too) We came to the climax of the day- when President Habyarimana and Col Alex Kanyarengwe RPF chairman would exchange the signed documents and above all when they would shake hands or embrace whatever the case may be- probably the first time since 1980! The act would last a few seconds- so it was either then or never. The English word "scrambling" is an understatement- Journalists scrambled, pushed, stepped on each other, not forgetting the security personnel who also pushed fearing- probably that one of us might be a suicide bomber with a bomb strapped on his belt- like the woman who killed Rajiv Ghandi. If you had someone to lift you shoulder high well and good- if God gave you a height of 2.10 metres so much the better- and if you had non of these- you got your way out- use muscles or some other trick- but get the photo- like some guys in

Cont'd to page 16



RPF Chairman Col. Alex Kanyarengwe and president J. Habyarimana shake hands after exchanging copies of the agreement "photo of the day"

from page 15

Peace Agreement signed at last!

Byumba, Ruhengeri and Mutara would say "Tumia Mbinu!".

And so more than one hundred and one cameras were clicked. Some photographers took their colleagues' backs, others took just bands, others took benches and microphones- we all came out with one thing or other - till studio time! I am Glad to say the Rwandese Review's copy came out (see photo)

One thing is sure; no copy is like the other- they were all as different as human faces and I doubt if there were any identical twin photographs. Oh! how I would wish to have a copy of each- it would be such a nice collection!

FRESH TALKS IN ARUSHA

Between 8 and 9 AM East African time on 5/8/93 at a corner table of Themi Grill Restaurant sat three men- taking breakfast and seeping at their coffee or tea whatever their choice was. I have never known the third man- tall, not too dark nor light skinned- what probably Leopord Senghor had in mind when he talked about "peroxide blonde"! Dressed in blue. He spoke little preferring to leave the conversation to the other two. I didn't take photographs it would have been too much of an intrusion into other people's breakfast.

The other two men engrossed into serious conversation were no other than, Prime minister designate Mr Faustin Twagiramungu and former Prime minister Dr Dismas Nsengiyaremye! The two had of recent locked horns in Kigali and were not seeing eye to eye let alone seat at the same breakfast table! And who was the third man who preferred to interject only when he deemed it necessary?-was he a mediator or a facilitator? Whatever the case fresh talks between two protagonist Rwandese had once again started in Arusha. Arusha was the best place, away from unnecessary pressure of their Kigali supporters. And believe it or not I heard one of the two men say: •"Even if we cannot have a ceasefire between us straight away, let us at least have a detente"!! Negotiations were already on,and Arusha the venue!

By MK in ARUSHA.

Extremist politics must go

from page 14

be fighting for the interests of the Hutu instead of fighting for interests of all the oppressed and caused death of many innocent Banyarwanda. This extremist ethnic politics caused the oppression of some of those the 1959 revolution was supposed to liberate because it was taken to liberate one ethnic group while it should have liberated all the oppressed Banyarwanda. That was in 1959 but we are now in 1993. The Banyarwanda should not be forced to return to the atheist politics of ethnicity of 1959. These atheist extremist politics have made Rwanda the war ravaged country it is today and Banyarwanda should only be regretting why in the first place they allowed this extremist group of Parmehutu to mislead them. The Rwandese people should not only regret but should do everything possible to avoid the repeat of such extremist ethnic politics which have caused the suffering our people that we have experienced throughout these long years. The Rwandese people have learnt an unforgettable lesson from the misfortunes they went through as a result of ethnic and extremist politics right from the times of the monarchy to date. It was only in the beginning of this year that the Rwandese people witnessed the massacres of hundreds of people in Kibuye, Ruhengeri and Gisenyi on the pretext that those who were spilling the blood were doing so in the interests of the Hutu or as they say "Rubanda Nyamwishi" (numerical ethnic majority). Some of those killed were Hutu in whose interests the blood was allegedly being spilled. These acts were regrettable to the extent that on top of trying to get rid of CDR, Banyarwanda have to struggle against MDR Parmehutu more so after Banyarwanda have accepted the Arusha peace process as a solution to their problems and a step towards democracy. The struggle the RPF and the Rwandese people have after the war of bullets is not a war against individuals or names, but a struggle against extremism and ethnic and regional politics regardless who practices it. The RPF together with all Banyarwanda who wish to save our country from hopeless conflicts will fight against these extremist ethnic politics wherever they will emanate from. The RPF will struggle against such extremism in all possible forms until it is completely eradicated in Rwanda. Extremism and ethnic politics wherever they will come from will not be spared, whether Tutsi, Hutu or Twa, extremist ethnic politics will be fought by the RPF. After all these same politics were the cause of the 1st October war. These extremist ethnic politics are not even in line with the democratic practice the Banyarwanda have chosen as the only path in which unity can be cemented. The most recent manifestation of these extremist politics is the intimidation and holding hostage of the Lady Prime minister Agatha Uwilingiyimana and forcing her to sign a document under duress after failing to remove her from office otherwise. This criminal act is not different from the act of CDR killing innocent people because the power sharing agreement was signed in January this year. These methods and tactics should not be allowed in our new Rwanda. The war of bullets is now over but the war against extremists and ethnicity should continue so that our country is finally rid of such backward politics. Those who are for their interests should be exposed, isolated and castigated. They should not cloak their interests with the interests of a certain ethnic group or region. Banyarwanda should not accept PARMEHUTU, PARMETUTSI or even PARMETWA. Banyarwanda should not accept PARMEKIGA nor PARMENDUGA instead they should strive for PARMEKANYARWANDA.

Bazimya Daudi.

Conference des Eglises
de Toute l'Afrique

P.O. Box 20301,
Nairobi, Kenya.

REUNION DU COMITE GENERAL
Nairobi - 8-15 juillet, 1967

NOTE A L'INTENTION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CETA: PROBLEME RWANDAIS ET PERSPECTIVES DE SOLUTION

I. COUP D'OEIL RETROSPECTIF

1. Les troubles sanglantes de novembre, 1959

Pendant quarante-quatre ans et jusqu'au jour de leur indépendance (1er juillet, 1962), les deux territoires contigus du Rwanda et Burundi ont été administrés par la Belgique en vertu d'un mandat de la Société des Nations plus tard confirmé par l'ONU. Il serait fastidieux de retracer ici les différentes épisodes de la tutelle sur le Rwanda-Burundi, mais on peut dire dans l'ensemble que cette tutelle n'a pas créé des conditions susceptibles de favoriser l'accession du peuple rwandais à l'indépendance dans l'ordre et la paix civile.

La politique de division que l'administration tutélaire a menée au cours de son mandat, la carence de formation des cadres préparés à assurer la relève lors de l'indépendance, le retard mis à promouvoir l'évolution politique du territoire, ont préparé les événements tragiques que le Rwanda vit depuis sept ans.

C'est en effet après la mort du Roi du Rwanda Mutara III, survenue inopinement à Bujumbura le 25 juillet, 1959, suite à une piqure donnée par un médecin belge, que les premiers troubles se firent sentir. La rumeur publique cria à l'assassinat mais le mystère qui enveloppa cette disparition tant regretée contribua à augmenter la tension au sein du peuple rwandais. La consternation provoqua des soulèvements contre la communauté belge du Rwanda mais ils furent vite reprimés. Le feu continuait pourtant à couver et la première flambée allait se manifester au mois de novembre, 1959.

Deux autres faits sont à l'origine des affrontements sanglants de cette fin d'année 1959: l'avènement du Mwami Kigeli V (l'actuel Roi du Rwanda en exil) et la naissance des partis politiques. Le Mwami Kigeli V fut imposé par le peuple en remplacement de son frère Mutara III, contre le gré de l'administration belge qui souffrit de très mal cette succession soutenue par le parti nationaliste naissant. Ce dernier parti, qui se manifesta le 13 septembre 1959 au cours d'un meeting public très réussi, donna le branle au mouvement pour l'indépendance en reclamant l'émancipation du pays. Lorsque l'administration belge prit conscience du retentissement que l'appel de l'Union Nationale Rwandaise (en abrégé l'UNAR), nom que se donna le parti nationaliste en question, trouvait au sein de la population, elle eut recours à deux procédés classiques: la persécution, d'une part, la création de partis concurrents de l'autre. Elle encouragea la formation du PARMEHUTU (Parti pour l'Emancipation des Bahutu - Bahutu un des trois tribus du Rwanda, parti donc spécialement créé sur base tribale pour mieux diviser; c'est lui qui est actuellement au pouvoir), et du RADER (Rassemblement Démocratique Rwandais) et pour compléter la série des partis à la solde de l'administration belge, l'APROSOMA (Association pour la promotion de la masse), de simple association devenue mouvement politique.

Le PARMEHUTU, le RADER et l'APROSOMA reçurent le plein appui des autorités administratives dont le soutien moral et le concours financier, avantages auxquels l'UNAR n'avait aucune part. C'est fort de cette situation et de l'immunité qu'elle comportait pour lui, que le PARMEHUTU déclancha les troubles sanglantes de novembre, 1959. Tous les membres de l'UNAR furent pourchassés, la répression

prit la forme d'un vaste programme organisé: villages incendies, maisons renversées au sol, familles entières égorgées. Des centaines de milliers de Rwandais s'engagèrent sur les voies de l'exil et trouvèrent refuge dans les pays limitrophes: Uganda, Burundi, Tanzania et le Congo (Kinshasa). Inutile d'ajouter que les soldats belges qui laissaient les hordes incendiaires du PARMEHUTU accomplir cette besogne dégradante ne se privèrent pas d'y participer dans de très nombreux cas.

A ce point, il importe de rectifier tout de suite une version simpliste des choses qui tend à s'installer dans les esprits. La presse internationale, à quelques exceptions près, insiste pour ne voir dans le conflit en cours que le prolongement d'anciennes luttes tribales, ce qui lui épargne le souci d'en analyser sérieusement le contenu politique. Il est trop facile de s'en tenir à l'antinomie Tutsi contre Hutu, les premiers ayant été tous des seigneurs et les seconds uniquement des esclaves. La réalité est beaucoup plus complexe. On comptait peut-être parmi les Tutsi une proportion de 0.01 pour cent de privilégiés jouissant des faveurs de l'administration belge, tandis que la très grande majorité d'eux, soit 99.99 pour cent, était des hommes de la masse: des éléveurs et des agriculteurs.

Cette rectification s'applique aussi au parti UNAR que l'on représente comme un groupe exclusivement Tutsi. Il se trouve cependant que le président honoraire et le vice-président de l'UNAR sont des Hutus comme l'était son secrétaire général exécuté par le gouvernement rwandais en janvier, 1964. Trois députés du parti UNAR à l'Assemblée Nationale étaient également des Hutus.

2. L'intervention des Nations Unies

Dès le mois de décembre, 1959, l'UNAR saisissait les Nations Unies de la question des troubles du Rwanda. L'ONU envoya sur les lieux une mission d'enquête présidée par Mr. Mason Seas (USA) et qui, après une tournée dans le territoire sous tutelle en mars, 1960, déposa son rapport dont les grandes lignes rejoignent les thèses de l'UNAR. Le rapport recommandait en effet l'amnistie générale pour les prisonniers politiques (à ce moment environ 10,000), une table ronde devant permettre la réconciliation des partis politiques, enfin le retrait des troupes belges. Le rapport préconisait en outre que les élections communales projetées par la puissance administrante pour le mois de mai et juin 1960 fussent reportées à une date ultérieure après la pacification du pays.

Les autorités belges ne tinrent aucun compte des recommendations et procédèrent à des élections dont les résultats, dans de telles conditions d'arbitraire et de violence, pouvaient être prévue d'avance. L'ONU formula des doutes sur la validité de cette consultation et demanda que les prochaines élections législatives eussent lieu sous le contrôle d'une Commission des Nations Unies. La Commission arriva au Rwanda en juin, 1961, l'amnistie fut accordée aux milliers de prisonniers politiques et les leaders de l'UNAR eurent la possibilité de prendre part à la campagne électorale; mais auparavant, c'est à dire en janvier, 1961, l'administration avait mis de force un gouvernement autonome homogène du parti PARMEHUTU en place, lequel improvisa un coup d'état sur mesure et proclama la République. Les élections législatives du 25 septembre, 1961, furent précédées et accompagnées d'expéditions punitives, de meutres en série, d'agressions sans nombre. Elles se deroulèront dans un décor de flammes et de terreur et le PARMEHUTU, déjà au pouvoir, ramassa victoire dans le sang. La Commission des Nations Unies présenta un rapport qui mettait en relief le climat de troubles, de terreur qui avait prévalu durant la période électorale.

3. Reconciliation manquée

Ne pouvant intervenir pour modifier cet état de choses, l'ONU s'employa néanmoins à provoquer une réconciliation nationale. Des discussions eurent lieu sur ce point à New York et les délégués du Sénégal, du Liberia et du Mexique furent désignés pour prêter leurs bons offices. Un accord fut réalisé et signé, aux termes duquel l'UNAR recevrait deux portefeuilles ministriels importants, deux secrétariats d'état, un poste au Commissariat aux réfugiés, deux préfectures et deux sous-préfectures. Le gouvernement PARMEHUTU n'honora pas son accord, il n'accorda à l'UNAR que le Ministère de la Santé et de l'Elévage et aussi pour les reprendre quelques mois après. L'accord de conciliation avait vécu.

Au moment de l'indépendance le 1er juillet, 1962, le bilan était le suivant: un pays déchiré par des troubles incessants appelant des mesures policières draconiennes, une économie chancelante et le nombre effarant de plus de 400,000 réfugiés dans les pays voisins.

4. Le génocide organisé

Vers la fin du mois de décembre, 1963, des milliers de réfugiés rwandais qui avaient trouvé asile au Burundi, dédèrent à un mouvement de désespoir explicable par les conditions dans lesquelles ils vivent, firent incursion au Rwanda les armes à la main. Ils s'infiltrèrent au Bugesera, région située au sud-est du Rwanda dont ils parvinrent à s'assurer temporairement le contrôle.

Le gouvernement rwandais réagit alors en s'attaquant aux civils demeurés dans le pays et les représailles commencèrent le 25 décembre, 1963. Elles coutèrent la vie à une trentaine de dirigeants de partis UNAR et RADER dont leurs présidents et secrétaires généraux. Ces exécutions eurent lieu sans l'ombre d'un jugement préalable. Ce sont donc de simples meutres d'état.

Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent horriblement massacrés; des témoins oculaires ont vu des rivières charrier des centaines de cadavres. Les massacres accusaient le chiffre effarant de plus de 25 mille tués. L'opinion mondiale a été sensible à cette tragédie rwandaise et beaucoup de journaux étrangers ont stigmatisé l'horreur de ce génocide.

II. SITUATION ACTUELLE

Le problème des réfugiés

Nous avons déjà vu que le nombre des réfugiés rwandais dans les divers pays d'accueil avoisine le demi-million. Ces réfugiés de par leur nombre considérable, les conditions de misère qui sont leur partage et les circonstances dramatiques et injustes dans lesquelles ils ont dû quitter leur pays, posent un problème angoissant à la communauté internationale en général, à l'Afrique en particulier.

Il nous faut rendre hommage aux pays d'asile, au Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, à la Croix Rouge Internationale, aux organisations religieuses et autres de bienfaisance, pour l'aide considérable qu'ils ont apporté aux réfugiés. Grâce à eux la plupart des réfugiés sont installés et peuvent subvenir à leurs propres besoins. S'il est vrai que des questions difficiles comme les bourses d'études, l'embauche des diplômés et techniciens ne trouvent pas encore une réponse adéquate, les efforts déployés dans ce domaine par les pays et organisations précités sont pas moins appréciables.

L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a été de sa part saisie du problème des réfugiés rwandais. Une Commission de cette Organisation a visité tous les camps des réfugiés en Uganda, au Burundi et en Tanzanie, écouté leur doléances, mené une enquête sur leur situation et a soumis un rapport. Les désiderata des réfugiés convergeaient tous vers leur réintégration au Rwanda avec des garanties de sécurité. L'OUA étudie encore le problème et un statut pour tous les réfugiés en Afrique est en cours d'élaboration. Mais il s'avère que l'OUA ne pourra réaliser la réintégration des réfugiés dans leur pays d'origine, car elle se réfugie derrière sa charte dont une clause en interdit l'intervention dans les affaires intérieures d'un état membre.

Constatant la faillité de l'ONU et de l'OUA pour trouver une solution au problème des réfugiés rwandais, la tendance d'un grand nombre de ceux-ci est au désespoir et à l'extrémisme. Ils envisagent par conséquent le recours à la force pour réintegrer la mère-patrie. Les modérés qui sont plus nombreux n'ont aucune solution de rechange à opposer aux partisants de la lutte armée puisque toutes les démarches politiques et diplomatiques ont jusqu'ici échoué.

Du côté gouvernemont rwandais, la politique menée par celui-ci ne nous a guère rapproché de la solution définitive et pacifique du grave problème des réfugiés. Les appels réiterés que lancent les autorités rwandais pour faire rentrer les réfugiés restent sans écho. La raison à cet échec est double. Premièrement, les réfugiés n'ont aucune garantie de sécurité et craignent de subir le même sort que leurs compatriotes qui ont précédé sur la voie de retour et ont trouvé la mort au Rwanda. Deuxièmement, la politique gouvernementale prévoit une rentrée sur la pointe des pieds. Des demandes individuelles émanant des réfugiés qui désirent rentrer seraient soumises au gouvernement rwandais qui se réserve une suite favorable ou défavorable selon le cas. Ce triage est une solution boiteuse car les réfugiés sont solidaires d'une même cause, se considérant comme victime d'une même injustice. Une solution globale au problème serait la meilleure et pour être efficace devrait être négociée.

III. SOLUTION PROPOSEE

Nous venons de constater que le nombre des réfugiés reste tragiquement élevé. Il continue à peser lourdement sur les relations du Rwanda avec ses voisins et entretient un certain malaise difficile à dissiper et de nature à envenimer de plus en plus ses relations. Il serait de l'intérêt de tous qu'une solution soit enfin trouvée à ce grave problème. Examinons maintenant les différentes solutions en présence:

1. La rentrée par les armes est une solution de désespoir qu'on ne peut raisonnablement préconiser ou tolérer puisqu'elle n'aurait d'autres résultats que d'endeuiller une fois de plus le pays. Si nul ne peut préjuger de l'issue d'un affrontement armé entre les forces des réfugiés rwandais et l'armée régulière, un seul fait demeure certain: il y aura de grandes pertes en vies humaines qui ne profiteront qu'aux ennemies de l'Afrique. De plus il serait regrettable que l'on ne puisse parvenir à empêcher l'antagonisme entre adversaires de se manifester les armes à la main, alors que pour trouver une solution à ce grave problème de coexistence entre nos deux communautés, d'autres moyens existent et n'ont jamais été ni épuisés ni simplement envisagés.

2. L'établissement définitif des réfugiés dans les pays d'accueil. Cette solution envisage la fin pure et simple de la coexistence entre les deux communautés. Sans parler du fait que les réfugiés admettraient difficilement d'être des apatrides alors qu'ils ont un pays, la fin de la coexistence entre les deux communautés priverait le Rwanda d'une précieuse collaboration de ses élites, l'intérêt général est dans ce cas sacrifié. Si même la communauté la plus importante du point de vue numérique tente de faire coincider, à des fins de propagande et sous des apparences de démocratie, l'intérêt général avec les intérêts particuliers d'un petit nombre de cette communauté, c'est toujours soit une erreur soit une tromperie. Celà a provoqué un arrêt de collaboration dont souffre le Rwanda encore aujourd'hui. Des dizaines d'universitaires rwandais restent en dehors de leur pays par crainte de subir le même sort que certains de leurs membres de famille qui ont été victimes d'une guerre à laquelle ils n'avaient point participé.

3. Le retour individuel selon l'accord du gouvernement rwandais donné à chaque demande, est une solution inefficace pour les raisons que nous avons vues précédemment.

4. La réconciliation nationale. Après avoir constaté à présent le caractère généralement inutile et toujours nuisible du recours aux actes de violence ainsi que du danger et de l'inefficacité de cette solution, nous estimons qu'il faudrait une discussion d'homme à homme, se retrouver autour d'une même table, confronter les points de vue en présence pour trouver un terrain d'entente.

La réalisation de ce projet requiert à notre point de vue, les bons offices d'un ou plusieurs pays amis que nous comptons approcher en temps voulu. Un rôle de médiateur pourrait être également joué par des personnalités influentes et des organisations internationales, religieuses ou laïques.

Les revendications des réfugiés rwandais sont loin d'être toutes inacceptables pour le gouvernement rwandais. Nous demandons en tous les cas qu'un effort soit fait pour rencontrer certaines de ces revendications ou à tout le moins, en prendre connaissance. Cela éviterait d'acculer nos malheureux compatriotes à des positions de désespoir qui ne profiteront à personne. Ceci est d'autant plus vrai que des ideologies athées, contraires aux traditions religieuses de l'Afrique, commencent à s'emparer de ces désespérés, surtout les jeunes.

Nous croyons qu'une base d'entente pourrait aisément être trouvée dans la reconnaissance de l'existence de deux communautés distinctes et dans la prise en considération de cette réalité dans le fonctionnement des institutions de notre pays. Il va sans dire que ceci ne constitue une exigence pour la réconciliation projetée mais seulement une suggestion pour un terrain d'entente. Dans l'ensemble, la table ronde que nous préconisons serait tenue sans conditions préalables et les discussions porteraient sur les problèmes communs sans restrictions.

Nous ne doutons pas que le gouvernement rwandais veuille sincèrement en terminer une fois pour toutes avec un problème qui n'a que trop duré. Nous espérons qu'il se rendra compte de notre bonne volonté et comprendra que nous désirons en sa collaboration, mettre tout en oeuvre pour que les malheurs du passé ne se représentent plus à l'avenir. Nous sommes convaincus qu'en ce qui concerne le peuple rwandais, il entendra avec sympathie la voix de ceux qui croient encore que le sens de la fraternité entre ses différents enfants n'est pas irrémédiablement perdu. C'est le peuple rwandais qui, au-delà des institutions et de ceux qui en assurent le fonctionnement, est le véritable détenteur de sa souveraineté. Nous déclarons, quant à nous, que nous respecterons toujours le verdict qu'il émettra dans les conditions de liberté et de paix.

UNAMIR
MINUAR

Ref: UNAMIR/RPFRGF/1/93

To: See distribution

From: Kyle Baxter Utley

Date: 13 December 1993

Subject: MEETING BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF RWANDA AND THE RWANDESE PATRIOTIC FRONT

Attached, please find a copy of the verbatim notes of the meeting between the Government of the Republic of Rwanda and the Rwandese Patriotic Front on 10 December for your information and record.

Distribution

Action	Information
SRSG	Mr. Ly, UNDP
Mr. Kane	MILOB HQ
Mr. Dessande	CIVPOL
Mr. Mehu	CAO
FC	
COS	

Clarence

MEETING BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF RWANDA AND THE RWANDESE PATRIOTIC FRONT, CONVENED BY THE SPECIAL REPRESENTATIVE OF THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNTIED NATIONS FOR RWANDA AT KINIHIRA ON 10 DECEMBER 1993

Present:

UNAMIR:	Dr. J-R Booh-Booh	--	SRSG
	BGen. R.A. Dallaire	--	FC
	Mr. M. Kane	--	Senior Political Officer
	Mr. B. P. Dessande	--	Political Officer
	Mr. Moctar Gueye	--	Press Attache
RPF:	Col. Alexis Kanyarengwe	--	Chairman
	Maj. Paul Kagame	--	Vice-chairman
	Mr. Patrick Mazimpaka	--	Commissioner, External Relations
	LCol. Karake Karenzi	--	LO
	Cmd. Theogene Musoni	--	Field Commander
	Cmd. Sam Kaka	--	Field Commander
	Cmd. Dodo Twahirwa	--	Field Commander
	Cmd. Stanislas Biseruka	--	Field Commander
	Cmd. Theoneste Lizinde	--	Field Commander
	Cmd. Charles Muhire	--	Field Commander
	Cmd. Nyamwasa Kayumba	--	Field Commander
	Cmd. Frank Mucambage	--	Field Commander
	Cmd. Wilson Rutaisire	--	Field Commander
	Mr. Protas Musoni		
	Ms. Christine Umutoni		
	Mr. Jacques Bihozagara		
RGF:	Mme. A. Uwilingiyimana	--	Prime Minister
	Mr. F. Nzamurambaho	--	Minister, Agriculture
	Mr. F. Munyazesa	--	Minister, Interior
	Mr. L. Ndasingwa	--	Minister, Social Affairs
	Mr. A. Ngirabatware	--	Minister, Planning
	Mr. A. Gasana	--	Minister, Foreign Affairs
	Mr. E. Ruhigira	--	Director, Office of the President
	Mr. D. Sezibera	--	Director, Office of the Prime Minister
	Mr. B. Ubalijoro	--	Counselor, Technical Affairs
	Col. A. Nshizirungu	--	Counselor, Security and Defence of the Prime Minister
	LCol. B. Ndengeyinka	--	Technical Counselor
	Mr. A. Iyamuremye	--	Chief, Information Services
	Mr. C. Ntazinda	--	Counselor, Political Affairs
	Mr. T. Kabera	--	Counselor, Political Affairs
	Mr. JB Habinshuti	--	Secretary, Prime Minister
	Mr. E. Munyawshongore	--	Chief of Protocol, Prime Minister

RGF (cont.)			
	Mr. G. Gatera	--	Press Attache, Prime Minister
BBTG:	Mr. F. Twagiramungu	--	Prime Minister Designate
UNDP:	Mr. A. Ly	--	Resident Representative

The meeting commenced at 1120 hrs in Kinihira.

B.P. Dessande, Political Officer, UNAMIR:
Mr. Dessande announced the Special Representative of the Secretary-General for Rwanda.

Dr. Jacques-Roger Booh-Booh, Special Representative of the Secretary-General for Rwanda:
Dr. Booh-Booh welcomed all present, expressing his gratitude and enthusiasm for seeing the two parties brought together. He referred to the Arusha Peace Agreement and more precisely, the cease-fire agreement which call for politically mixed meetings to realize the provisions and endeavors of the Arusha Peace Agreement. The SRSG stressed the importance of a free-flowing exchange of views and concerns, recalling its past value in bringing the peace process to its current level. The importance of the many journalists present was also noted, as they are a vital link in the implementation of the mechanism of peace. General de Gaulle was quoted for referring to peace as not a word but a behavior. The SRSG reiterated that the United Nations Assistance Mission for Rwanda, bearing a comportment of neutrality and solidarity with the people of Rwanda, was uniquely designed to assist **both** parties in their quest for peace. The Prime Minister was then announced.

Mme. Agathe Uwilingiyimana, Prime Minister:
The Prime Minister also thanked and welcomed all present, expressing her happiness that the SRSG had taken the initiative to instigate this meeting between the two opposing parties. She stated that the time has come for the parties of meet as often as possible. The present state of UNAMIR deployment as well as the joint presence of the two parties was denoted as proof of the parties' willingness to co-operate with UN assistance. The Prime Minister recalled the spirit of peace that had been for three years lost.

SRSG
The SRSG announced the Chairman of the Rwandese Patriotic Front.

Col. Alexis Kanyarengwe, Chairman, Rwandese Patriotic Front:
Paying tribute to the United Nations Secretary-General for having promptly deployed an international peace keeping force in Rwanda, the Colonel reaffirmed his commitment to the full implementation of the Arusha Peace Agreement. He stated that Rwanda was facing a very difficult period, but everyone must be ready to pay the price of peace for the benefit of the Rwandese people, warning that on the eve of the setting up of

the transitional institutions, there were some "suicidal elements" bent on derailing the peace process in order to restart the civil war. He accused the state radio, the privately-owned Radio-Television Libre des Mille Collines (RTLM), and the newspaper "Kangura" of fanning the flames of racial hatred. The Colonel challenged **UNAMIR** to do all it can to identify those responsible for the recent massacres, adding that **UNAMIR** must work without hindrance or fear of intimidation. **He proposed the establishment a tri-party commission (Government, UNAMIR and RPF) to work out a possible date for** the setting up of the transitional institutions and in particular the Broad Based Transitional Government (**BBTG**). He said only these institutions were in a position to remedy the present stalemate. In closing, the Chairman called on the political parties to readapt to the new situation of peace and national reconciliation and to act in a more mature manner.

SRSG:
The SRSG announced the Prime Minister Designate.

Mr. Faustin Twagiramungu, Prime Minister Designate (PMD):
Thanking the SRSG, expressing his pleasure with the current situation and emphasizing the importance of planning, the PMD recognized that the differences between the two parties are of several orders. Specifying the Broad Based Transitional Government (BBTG), the PMD recalled the stipulations of article 7 of the Arusha Peace Agreement, pointing out that the remaining conditions for the arrival of the BBTG were or were soon to be met (the first being the presence of UNAMIR, the second the withdrawal of the French troops and the third the deployment of the RGF and RPF battalions in Kigali). He stated that the SRSG and the Force Commander were competently in command of these aspects. He proclaimed UNAMIR to be a noncombatant force, reminding his audience that the UN presence is at the invitation of the Rwandese people. He warned that if the parties and the Rwandese people did not co-operate with the UN it would leave. The PMD declared that Rwanda had paid the price for peace which must prevail.

SRSG
The SRSG recessed the plenary and called for closed-door consultations with the two parties.

* * *

SRSG
The SRSG outlined the agenda for the meeting. The first order of business was the joint declaration (draft copies in English and French had been provided to the members of both parties). The Force Commander and the Resident Representative of UNDP would each give a briefing. The SRSG stated that nature does not like a vacuum, and that a vacuum had been created waiting for the BBTG to take over. Alluding to the recent acts of violence, the SRSG pointed out that it is natural for problems to occur under such circumstances. He also remarked that the departure of the French contingent might provide an opportuni-

ty for those opposed to the peace process to strike against it. The joint declaration, by strongly condemning acts of violence, could reinforce the unity of the bilateral front and restore faith and hope in light of the uneasiness generated by the massacres.

> A long discussion took place concerning the text of the Joint Declaration. Both parties, in principle were concurrent with the substance of the text. Several semantic alterations were called for from both sides, as well as the inclusion of an indication of when the BBTG would actually take office. The final text of the declaration that was signed and released at the conclusion of the session is attached in annex.

BGen. Roméo A. Dallaire, Force Commander, UNAMIR (FC):
The Force Commander offered an update on the status of deployment of UNAMIR forces. He stressed that, within the next week, UNAMIR would be up to necessary strength as far as personnel was concerned, but the mission still lacked essential logistic, vehicle and communication support to be current with the its phase level. He felt that, should the situation remain as it is, the BBTG could take office sometime between Christmas and the New Year. The RPF battalion should also be in Kigali 3 days before the BBTG convenes.

PMD:
The PMD spoke of the plan for installing the BBTG, confirming the obstacles mentioned by the Force Commander. Meetings would have to take place between himself and the various political parties, but this aspect did not pose any problem as such encounters could be organized at short notice. He reassured that one or two political parties should not stand in the way of implementing the BBTG (citing Article 58 on powersharing).

SRSG
The SRSG request a commentary from the Force Commander on the location of the RPF battalion.

FC
The Force Commander reiterated his need for a list of plausible options for the location of the battalion. He stated that he had received two possible locations. One was clearly unacceptable, the other had been presented to the RPF for their views. The RPF had responded. The response would be analyzed and returned to the RPF within the next twenty-four hours. After further observations from the RPF, the matter would be submitted to the Government. The General declared that such oscillatory negotiations would only go through one cycle. Should the parties not be able to reach agreement within the next few days, UNAMIR would take the decision for them.

Referring to the relationship between the OAU, UNMOG and UNAMIR, the FC called for clarification of the application of articles 12, 20, 36 and 79, particularly vis a vis the DMZ and the BBTG. He requested comments by the upcoming weekend and emphasized the intimate link between UNAMIR and UNDP in connection to reconstruction, demobilization and disengagement.

Mr. Ly, Resident Representative, UNDP
Mr. Ly offered an synopsis of UNDP's involvement in the mission, citing articles 45 and 50 of the Secretary-General's report to the Security Council on Rwanda. He accentuated the importance of planned Round Tables in mobilizing funds from the donor community since they are ready to contribute. Some had even expressed their willingness to incorporate contributions into their 1993 budget. Little progress, however, had been made in the area of spontaneous refugees. He advised that should certain financial milestones not be met, the country risked being disconnected with the donor community during the demobilization and reinsertion phases. The Res Rep appealed to all present to co-operate to meet these milestones.

Mr. A. Ngirabatware, Minister of Planning:
The Minister confirmed that the question of Round Tables was high on the Governments list of priorities. He recalled that since December of 1992, the Government had called for UNDP's support in this area. In respect to the issue of spontaneous refugees, he requested that a subcommittee start work that afternoon.

Col. Kanyarengwe, Chairman RPF:
The Chairman stated that meetings had been requested to meet the financial milestones. He asked his colleague to provide details.

Mr. Patrick Mazimpaka, Commissioner, Exterior Relations, RPF:
Mr. Mazimpaka briefly summarized the progress of these committees, feeling that they were, contrary to the opinion of the UNDP Res Rep, not running well. The Coordinating Committees, despite invitations from the RPF, had not met nor had the committees on Rehabilitation and Construction. The group to plan road construction had not convened, nor had the groups for education and rural development. He accused the Government of acts of deliberate blockage.

Mr. Ly:
Mr. Ly responded that such committees may have been delayed, but this did not necessarily mean that serious problems existed.

SRSG:
The SRSG called for brevity in this discussion, citing the interest at hand was the future, not the historical snags of such working groups.

Mr. Mazimpaka, RPF:
Mr. Mazimpaka referring to the protocol of the "etat de droit" and refugees, proclaimed the return of refugees to be an incontestable right not predisposed to any conditions. The climate in the region, he added, would induce refugees to return as soon as the BBTG was in place.

PM, RGF:
The Prime Minister, responding to these comments, thanked the UN for considering not only the political and military aspects of the country but the humanitarian as well. Not wanting to add significantly to the previous statement made by the Minister of Plans, the PM felt that working groups should adhere to the letter of the text. The Government of Rwanda was ready to negotiate these problems with the RPF and encouraged work to continue. She denied deliberate blockage, countering that delays were a result in a lack of lead time provided by the RPF. She supplicated a similar discipline for visits to the RPF zone, as well as RPF support to enable the Co-ordinating Committee to meet as soon as possible.

Col. Kanyarengwe, RPF:
The Chairman, returning to the question the spontaneous return of refugees, said that the problem must be immediately addressed. If the Government had no means to resolve the problem, then the RPF should be informed in order that they could notify outside donors.

Mr. Ndasingwa, Minister of Social Affairs, RGF:
Called for the global condition of refugees to be considered. Referring to Article 33, declared that all who were in a position to return are permitted to do so. A meeting had been planed towards this end, but had been delayed due to the situation in Burundi. The Round Table to take up the matter may not be able to wait until February. The Minister referred to a letter sent by the Government to UNHCR, estimating the number of spontaneous refugees to be around 50,000, to apply for funds to meet the demand.

SRSG
The SRSG, in effort to conclude the matter, called for a panel made of up experts and technician from both parties, UNDP, UNHCR and UNAMIR to meet to study the problem and its viable solutions. He predicted a dangerous scenario should the matter not be appropriately managed: donors would not be presented with a cohesive request for funds, soldiers would be demobilized with no means for being reinserted into society, and the establishment of the BBTG would be delayed as all concerned were stalled on this one point. He recognized the concern of the RPF in this regard and assured them that between the efforts of the international community at large, UNDP and UNHCR the refugee situation would not be neglected. The SRSG referred to the UN as an organization made up of formal structures and mandates. All agencies being bound to the text of their mandate. If the text makes no provision for a specific problem, one must avoid interpretation of the

existing mandate as such endeavor only serve to hamper the process as a whole. He requested Mr. Ly to speak on the subject.

Mr. Ly
Mr. Ly highlighted the global perspective for refugees, the responsibility for their repatriation falling under the auspices of UNHCR. UNDP was in a position to study the problem, but a consensus was needed on whether spontaneous refugees should be grouped with displaced persons and, in any case, what their exact population was in terms of numbers. He felt that mixing the two groups in the same Round Table would cause delays.

Maj. Kagame, Vice-chairmen, RPF
Maj. Kagame stated that a refugee is a refugee and their spontaneous return is problematic. Mentioning that Rwandan refugees were being hunted down in Burundi and that they would be returning at the first opportunity, he challenged the Government of produce a plan.

PMD
The PMD, maintaining that the problem was polemic, supported the SRSG's earlier statement that solutions were more important than causes. He contended that the Peace Agreement was clear in stating that the Government could not refuse refugees. He solicited a clarification of mandate and funding. Should UNDP not feel this to be within their area of responsibility, then UNHCR certainly should. The PMD recommended that UNHCR conduct parallel studies to address the concern. He felt that there was, in fact, a consensus that once one refugee returns they all would, and that, between UNDP and UNHCR, the problem would be addressed.

> A lengthy debate then took place as to the question of spontaneous refugees: should it be included in the current round of fund raising, what was the level of responsibility of the Government, UNDP and UNHCR in relation to their individual terms of reference, in which round table should it be included, and when all of this should take place. The Government was of the general opinion that the various international agencies were equipped to handle the situation. The RPF felt that the Government was honor-bound to more adequately address the situation regardless of the mandate of international agencies. The SRSG continued to repeat his suggestion that the question be raised in a conference between all parties concerned specifically designed for that purpose. Both sides persisted in repeating the same arguments until it was apparent that it would soon be dark. At this

point, the SRSG's recommendation for further dialogue at a different time was accepted.

The meeting adjourned at 1700 hrs.

ANNEX

JOINT DECLARATION ADOPTED BY THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF RWANDA AND THE RWANDESE PATRIOTIC FRONT AT KINIHIRA ON 10 DECEMBER 1993

At the conclusion of a meeting convened by the Special Representative of the Secretary-General of the United Nations for Rwanda -- at Kinihira on 10 December 1993, **the Government of the Republic of Rwanda** and **the Rwandese Patriotic Front**, the parties to the Arusha Peace Agreement of 4 August 1993, adopted the following declaration:

The two parties,

Recalling the Arusha Peace Agreement between the Government of the Republic of Rwanda and the Rwandese Patriotic Front signed on 4 August 1993,

Paying tribute to the international community, for its continuing efforts in promoting the peace process in Rwanda, and in assisting in the implementation of the Arusha Peace Agreement,

Reaffirming their commitment to peace and national reconciliation and to the full implementation of the Arusha Peace Agreement,

1. **Welcome** the deployment of the United Mission Assistance for Rwanda (**UNAMIR**) and **assure** it of their full co-operation in carrying out its mandate as set out in Security Council resolution 872 (1993);

2. **Stress** the necessity and urgency of creating a peaceful environment for the establishment of the Broad-Based Transitional Government and other transitional institutions as outlined in the Arusha Peace Agreement;

3. **Reaffirm their readiness** to participate in the transitional institutions, as outlined in the Arusha Peace Agreement;

4. **Further Reaffirm** their commitment to do all that is necessary to set up transitional institutions, in collaboration with UNAMIR, before 31 December 1993;

5. **Express** their concern and indignation at the recent massacres and other hostilities and **condemn** in the strongest terms those responsible for these atrocities, and **call** for the respect of the dignity and human rights of all citizens and residents of Rwanda;

6. **Appeal** to all Rwandese to support the peace process and co-operate with UNAMIR in its efforts to assist in the implementation of the Arusha Peace Agreement.

(Signed on 10 December 1993 at Kinihira by the Chairman of the RPF and the Prime Minister of the Government of the Republic of Rwanda in the presence of the SRSG)

Recd 15/11/93

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE UNATIONS NEWYORK

REFERENCE: UNAMIR/RPF/3/93 12 Nov 93

To: See distribution

From: UNAMIR Liaison Cell

Subject: 4th Liaison Cell Level One Meeting 11 Nov 93

Reference: UNAMIR/RPF/1/93

Please find attached herewith a copy of the verbatim notes of the 4th Liaison Cell Level One Meeting with the RPF of 11 Nov 93 for your information and record.

Abu Sharafat Jamil
Lieutenant-Colonel
CLO, UNAMIR HQ

Distribution

Action	Information
FC	MILOB HQ
COS	POLITICAL ADVISER
LO, (RPF)	

UNAMIR LIAISON CELL
LEVEL ONE -- 4th MEETING
WEDNESDAY, 11 NOV 1993

Present:

UNAMIR:	BGen. R.A. Dallaire	--	FC
	Mr. Pierre B. Dessande	--	Political Adviser
	LCol. Nazrul Islam	--	DCOO
	LCol. Sharfat Jamil	--	CLO
RPF:	Hon. Pasteur Bizimungi	--	Member and Executive Commissioner for Information and Documentation. Rwandese Patriotic Front.
	Comd. Stan Biseruka	--	Field Commander
	Comd. Charles Muhiri	--	Field Commander
	Comd. James Kabareebe	--	Field Commander
	Comd. Kaniziyo K. Ceasar	--	Field Commander
	Comd. Charles Kayonga	--	Field Commander
	Comd. Kaymba Nyamwasa	--	Field Commander
	Comd. Karenzi Karake	--	RPF Liaison Officer to UNAMIR Force HQ.

FC, BGen. R.A. Dallaire:
The Force Commander conveyed his thanks to the members of the RPF for arranging this meeting. He then gave a briefing on the UNAMIR HQ, detailing its duties, the responsibilities of various branches and troop movements in Rwanda in connection with the mission. The FC expressed his desire to discuss the location of the RPF battalion in Kigali and the modus operandi of the Kigali Weapon Free Zone. He said the Rwandan Government have been requested via the Ministry of Defense to allocate 4 or 5 possible locations for the RPF unit as well as for accommodation VIPs and political personnel in Kigali. The FC also inquired if the RPF would prefer to have the battalion and the civilian personnel (VIPs, political) in two separate locations, adding that should RPF VIPs wish to bring their families, they should provide details as soon as possible.

RPF Spokesman, Mr. Bizimungi, Member of the Executive Council:
Mr. Bizimungi stated that it would be preferable to have both the battalion and civilian personnel in one location, hence the site should be large enough to accommodate everyone. He inquired as to what action UNAMIR would take should, for security reasons, none of the proposed options be acceptable.

FC:
The Force Commander commented that this is the reason several options were being requested. UNAMIR would conduct a recce, considering the security aspect of each location. He

emphasized that both parties should be reasonable in finalizing this aspect, and that all requirements may not be possible to fulfill. UNAMIR would require details of the unit in terms of personnel, arms, ammo, vehicles, number of VIPs/political personnel, civilian staff in order to assess the accommodation requirement. The FC reiterated, that according to the peace agreement, the strength of the battalion must not be more than 600 personnel.

Mr. Bizimungi (RPF Spokesman):
Mr. Bizimungi noted the FC remarks and presented the following statistics concerning the maximum number of weapons for the battalion:

Rifle/SMG	-	460
Pistol	-	10
LMG	-	45
MMG	-	18
RPG	-	45
60mm Mortar	-	14
82mm Mortar	-	4
82mm RR	-	4
12.7mm AA Gun	-	4
14.5mm AA Gun	-	2
GPMG	-	6

He further stated that details concerning manpower, ammunition and vehicles would be released soon. He asked about the rotation policy of the personnel of the RPF Kigali battalion.

FC:
The Force Commander replied that personnel could be rotated with intimation to UNAMIR HQ.

LCol. Nazrul Islam, UNAMIR, COS:
The COS gave a briefing on the draft plan of the modus operandi in the Kigali Weapon Free Zone. He stressed that the plan was in draft form, open to input from the RPF, thus promoting a forum conducive to an agreement amicable to both parties.

FC:
The FC stated that UNAMIR was not going to place any embargo on the present structure of the Government at this time. The Gendarmerie of the Rwandan Government would continue to function as a law enforcing agency until it is disintegrated in Phase III.

Mr. Bizimungi (RPF Spokesman):
Mr. Bizimungi expressed concern that, should the Gendarmerie be left to perform its current duties, the overall peace plan would be effected. He cited that, at present, there is almost no difference in training between the Gendarmerie and Government Regular Forces.

FC:
The Force Commander replied that the UNMOS and CIVPOLS would monitor their activities just as they would other government forces. Should such activities constitute a breach of the peace agreement, the appropriate action will be taken.

Mr. Bizimungi (RPF Spokesman):
Mr. Bizimungi expressed that the escort strength for VIPs was not adequate and should be increased. Clarification was also requested on paragraph 17(c) of the draft SOPs.

FC:
The Force Commander replied that the proposal was just a draft. Should both factions want to increase the strength of VIP escort teams, it could be considered. He stated, however, that he felt it would be more conducive to the peace process to have a minimum number of armed personnel moving around. As to paragraph 17(c) of the draft SOP, it was the intention of UNAMIR to confirm that all ammunition of heavy weapons should be segregated from the weapon system. UNMOs would go around and physically verify this account with representative of the RGF and RPF.

Mr. Bizimungi (RPF Spokesman):
Mr. Bizimungi proposed that the RGF should abandon all checkposts, road blocks and tactically important locations prior to the RPF battalion's concentration in Kigali.

FC:
The Force Commander replied that UNAMIR, in accordance with the peace agreement, could not impose such restrictions on the RGF in Phase I. The proposal would, however, be considered, and UNAMIR would definitely monitor the activities of all factions neutrally and effectively.

The meeting ended at 1300 hrs.

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE UNATIONS NEWYORK

REFERENCE. UNAMIR/RGF/2/93 12 Nov 93 Rec'd 15/11/93

To: See distribution

From: UNAMIR Liaison Cell

Subject: 3rd Liaison Cell Level One Meeting 10 Nov 93

Please find attached herewith a copy of the verbatim notes of the 3rd Liaison Cell Level One Meeting with the RGF of 10 Nov 93 for your information and record.

Abu Sharafat Jamil
Lieutenant-Colonel
CLO, UNAMIR HQ

Distribution

Action	Information
FC	POLITICAL ADVISER
COS	MILOB HQ
LO, (RGF)	

UNAMIR LIAISON CELL
LEVEL ONE -- 3rd MEETING
WEDNESDAY, 10 NOV 1993

Present:

UNAMIR:	BGen. R.A. Dallaire	--	FC
	LCol. Nazrul Islam	--	DCOO
	LCol. Sharfat Jamil	--	CLO
RGF:	Col. Nsabimana	--	COS, RGF
	Col. Ndindiliyimana	--	Comd, Gendarmerie
	LCol. Ndengeyinka	--	Adviser to the Minister of Defense
	LCol. Kabiligi	--	G-3, Army HQ
	LCol. E. Rwalalinda	--	LO, RGF

Meeting commenced at 1000 hrs at the RGF Army HQ in Kigali, Rwanda.

FC, BGen. R. A. Dallaire:
The Force Commander conveyed his thanks to the members of the RGF and the Gendarmerie for arranging the meeting. He stated his interest in discussing the location of the RPF battalion in Kigali, as well as the *modus operandi* of the Kigali Weapon Free Zone. He also apprised the overall troop movement in connection with the UNAMIR mission.

Col. Ndindiliyimana, Comd. Gendarmerie:
Col. Ndindiliyimana enquired as to the *modus operandi* of the Gendarmerie after the installation of the BBTG. He also stated that the location of the Gendarmerie in and around Kigali had already been released and requested clarification as to why the RGF LO was enquiring about it.

FC
The FC replied that the *modus operandi* for the co-ordination between UNCIVPOL and the Gendarmerie had yet to be defined. Such planning would be the responsibility of the UNCIVPOL Commissioner who would likely arrive very soon. A meeting would take place between the CIVPOL Commissioner, representatives of the Gendarmerie, Kigali Sector commanders and the UNAMIR HQ CLO to formulate a work-plan. As to the disposition of the Gendarmerie in and around Kigali, the FC clarified that since the UNAMIR HQ Liaison Cell was carrying out reconnaissance of various RGF and Gendarmerie locations in the Weapon Free Zone, that would be of interest to the RGF LO. He then enquired as to whether the RPF was allowed to perform its recce of battalion locations.

Col. Ndindiliyimana:
Col. Ndindiliyimana stated that they had ~~no~~ objection to the recce for the time being. He asked when the strength and rank structure of the RPF battalion would released.

FC:
The FC replied that UNAMIR had requested the RPF to provide this information and that the moment it was received, it would be communicated to the RGF via their LO.

Col. Nsabimana, COS, RGF:
Col. Nsabimana enquired as to the RPF's intentions concerning the location of the battalion, VIPs and political personnel -- specifically, did they wish to the battalion to be situated in one area and the VIPs/political personnel in another. He further expressed that RPF personnel carrying out the recce should not be allowed complete access to the entire Kigali area, but should be limited to areas earmarked for the RPF battalion.

FC:
The FC replied that issue of whether to put the battalion and civilian personnel in the same location was up to the RPF, stating that the matter could be discussed and an amicable decision could be reached. He also stated that it would be advantageous if the RGF could offer 4 or 5 options for the location of RPF personnel, maintaining that it would facilitate co-ordination and save time. The FC requested this information by Friday, 19 November to permit further discussion and a possible UNAMIR recce before the options are forwarded to the RPF.

Col. Nsabimana, COS, RGF:
Col. Nsabimana agreed to allocate 4 or 5 locations for the RPF battalion, VIPs and political personnel. He also stated that a positive acknowledgement was expected from the RPF.

FC:
The FC expressed his appreciation for the views expressed by the Col. Nsabimana. He then gave a briefing on the draft *modus operandi* of the Kigali Weapons Free Zone, stating that a copy of the draft would be translated into French and forwarded to to the RGF very soon. The FC also discussed the *modus operandi* of checkposts, mobil checkposts, search of vehicles and areas, road blocks, patrol areas and escorting of VIPs. He reemphasized that the plan was still in draft form, and it was not the intention of UNAMIR to impose it upon any party without their prior consent. The FC invited the RGF to study the plan and present their views in the next meeting, stating that he welcomed any amicable solution that was not contrary to the UN Peace Agreement.

Col. Ndindiliyimana, Comd. Gendarmerie:
Col. Ndindiliyimana remarked that procedure for implementing security in Kigali and a co-ordination structure between the RGF, the Gendarmerie, UN forces and UNCIVPOL should be included in the plan.

FC:
The Force Commander expressed interest in receiving any concept of securing Kigali, as well as its method of

implementation, that the RGF might have in mind. He further stated that any plan would be reviewed, and if appropriate, would be incorporated into the *modus operandi* of the Weapons Free Zone.

Col. Ndindiliyimana:
Col. Ndindiliyimana stated that the Arusha Peace Agreement had provisions for a Gendarmerie force of only 1,800 once the BBTG is established. He expressed concern, citing the 300,000 refugees in the south. He felt, although difficult to implement on the ground, the situation would require a more significant security force.

FC:
The Force Commander replied that the situation should be referred to UNDP. The condition would fall under the auspices of UNHCR in co-ordination with UNDP and UNAMIR HQ. It was emphasized that the UNAMIR was not in Rwanda to replace the Gendarmerie or other local forces, but uniquely to maintain neutrality and supervise the peace process with constant input from both parties. He hope that this would be adequate to manage problems of this nature.

The meeting ended at 1200 hrs.

COMMUNICATIONS PLAN FOR MANDATE PERIOD
5 JANUARY - 5 APRIL 1994

Communication Center, UNAMIR Headquarters is presently operating on two shifts from 0700 Hours local time until 2100 Hours, Monday through Friday, weekends and holidays 1100 Hours to 1300 Hours. One radio operator is on standby for emergency. A full complement of operators (6) should arrive shortly. It is anticipated that 24-hours coverage will commence on the 28th of February 1994.

SATELLITE TERMINALS.

The Intelsat Earth Station is expected in Kigali about 15 February, and installation will commence immediately. The system should be fully operational by the 15th of April. This will provide us with direct communications access to New York Headquarters and other UN missions.

Four VSAT Terminals for phone, FAX facilities is being procured to link the northern and southern sectors with UNAMIR Headquarters. In addition, Inmarsat 'C' Terminals 'Text only' will be installed in UNAMIR COMCEN, UNOMUR HQS, MILOB HQS and Kigali Sector Hqs.

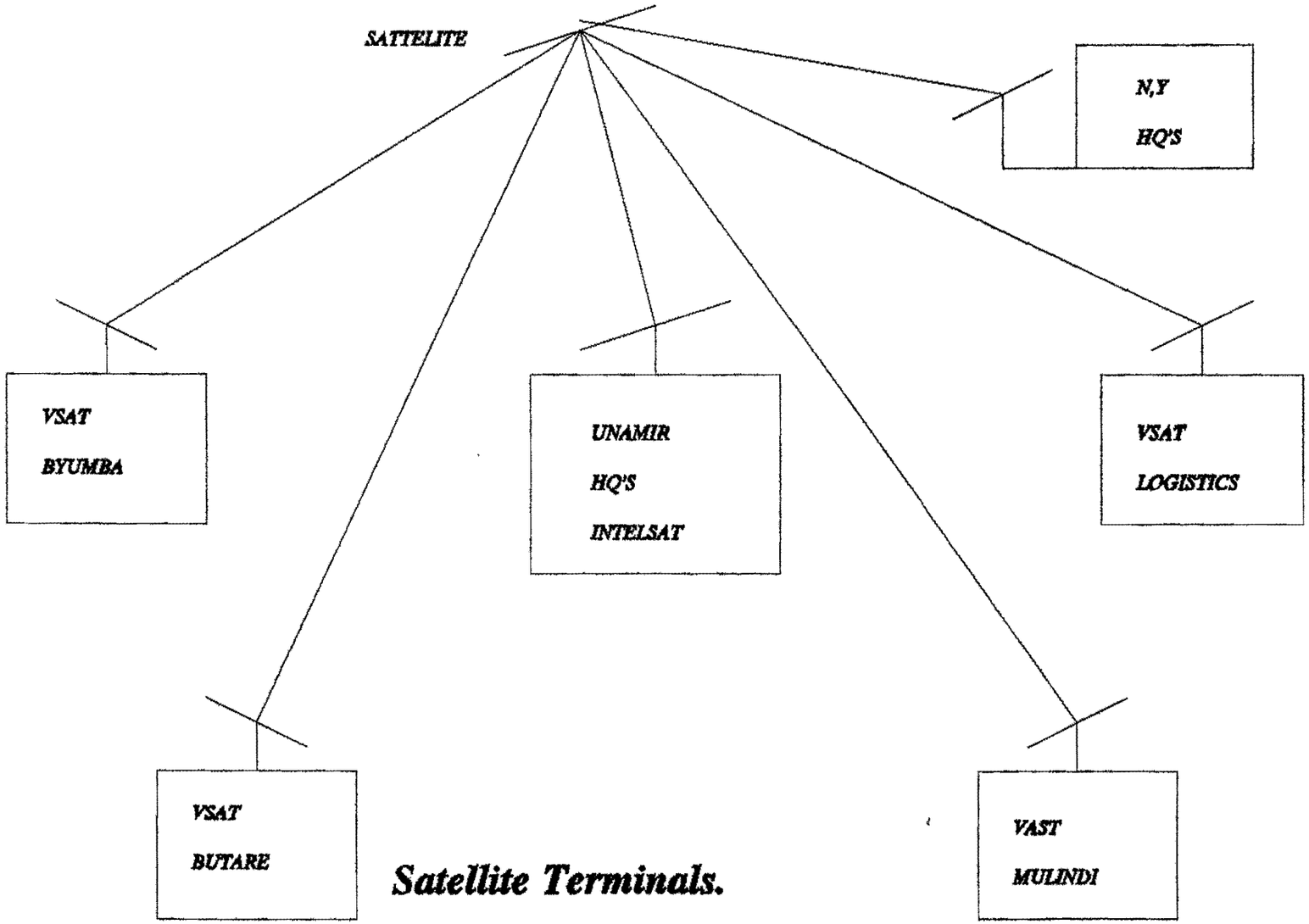
RURAL TELEPHONES.

UHF and VHF Rural Telephone links will be utilized to provide alternative telephone services between the various Sector Hqs. and Zone offices in the mission area. This facility is especially useful in areas where the local telephone network is inadequate.

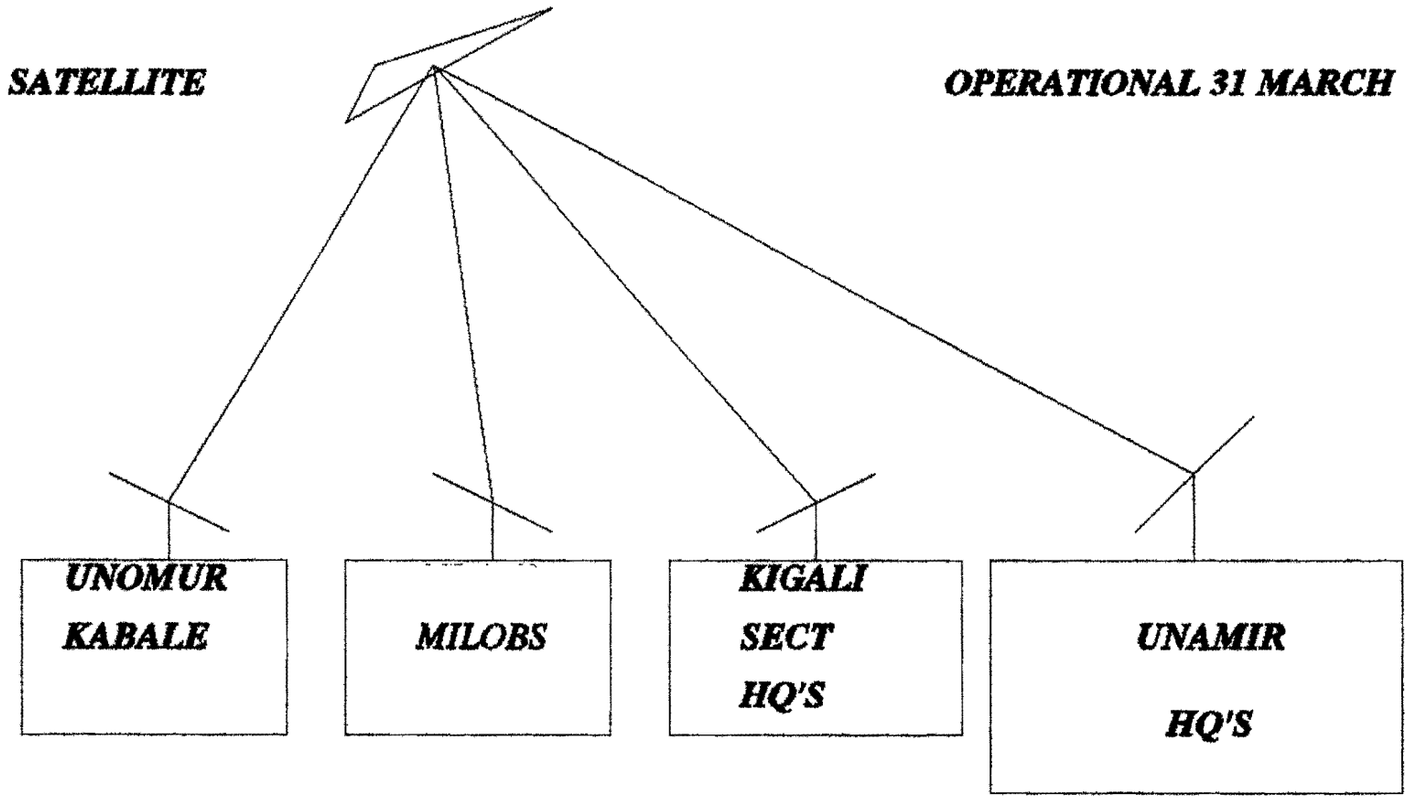
VHF COMMUNICATIONS NETWORK.

The VHF radio network is now operational, with Channels 7, 8 and 10 assigned to Military operations and Channel 9 for administrative use. In addition, Channel 11 will be installed for MILOBs Kigali on 4th of February and Channel 12 for CIVPOL. Once the communications equipment from UNTAC is received, we will continue with installation of modules, base stations and repeaters as required.

-oOo-

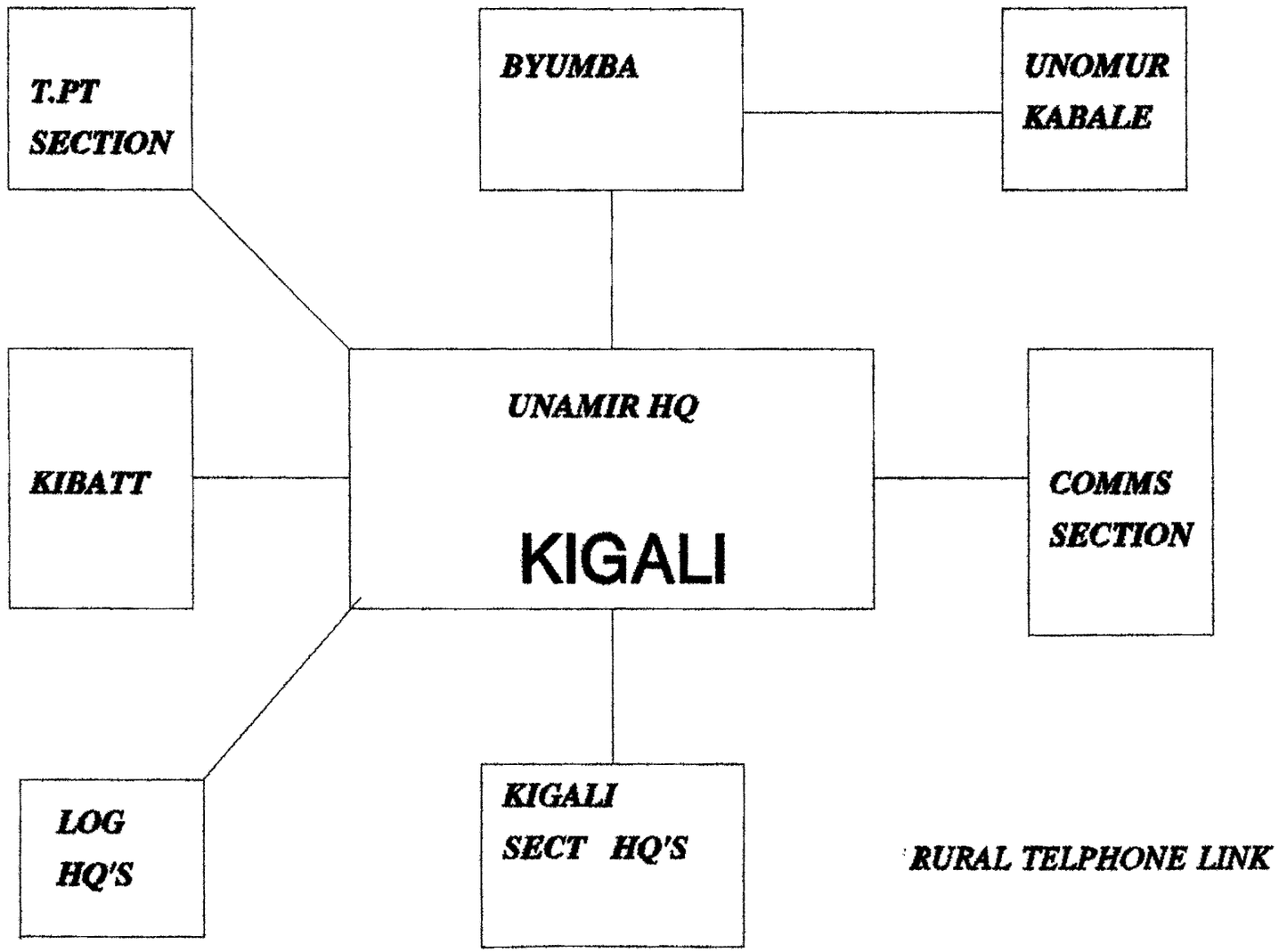


Satellite Terminals.



INMARSAT"C"TERMINAL

TEXT ONLY



RURAL TELPHONE LINK

UNAMIR
CHANNEL ALLOCATION

AREA	USER	MODE	CHANNEL
KIGALI	FORCE HQ	1	SIMPLEX 1
KIGALI	ADMIN.(CIVILIAN)	2	SIMPLEX 2
KIGALI	MIL.OBS	3	SIMPLEX 3
DMZ	DMZ SEC.HQ	4	SIMPLEX 4
KIGALI	KIGALI SEC.HQ	5	SIMPLEX 5
–	–	6	–
KIGALI	FORCE HQ	7	CHANNEL 7
KIGALI	KIGALI SEC.HQ	8	CHANNEL 8
KIGALI	ADMIN.(CIVILIAN)	9	CHANNEL 9
DMZ	DMZ SEC.HQ	10	CHANNEL 10
KIGALI	KIGALI MIL OBS	11	CHANNEL 11
KIGALI	CIV POL	12	CHANNEL 12

COMMUNICATIONS PLAN FOR MANDATE PERIOD
5 JANUARY - 5 APRIL 1994

Communication Center, UNAMIR Headquarters is presently operating on two shifts from 0700 Hours local time until 2100 Hours, Monday through Friday, weekends and holidays 1100 Hours to 1300 Hours. One radio operator is on standby for emergency. A full complement of operators (6) should arrive shortly. It is anticipated that 24-hours coverage will commence on the 28th of February 1994.

SATELLITE TERMINALS.

The Intelsat Earth Station is expected in Kigali about 15 February, and installation will commence immediately. The system should be fully operational by the 15th of April. This will provide us with direct communications access to New York Headquarters and other UN missions.

Four VSAT Terminals for phone, FAX facilities is being procured to link the northern and southern sectors with UNAMIR Headquarters. In addition, Inmarsat 'C' Terminals 'Text only' will be installed in UNAMIR COMCEN, UNOMUR HQS, MILOB HQS and Kigali Sector Hqs.

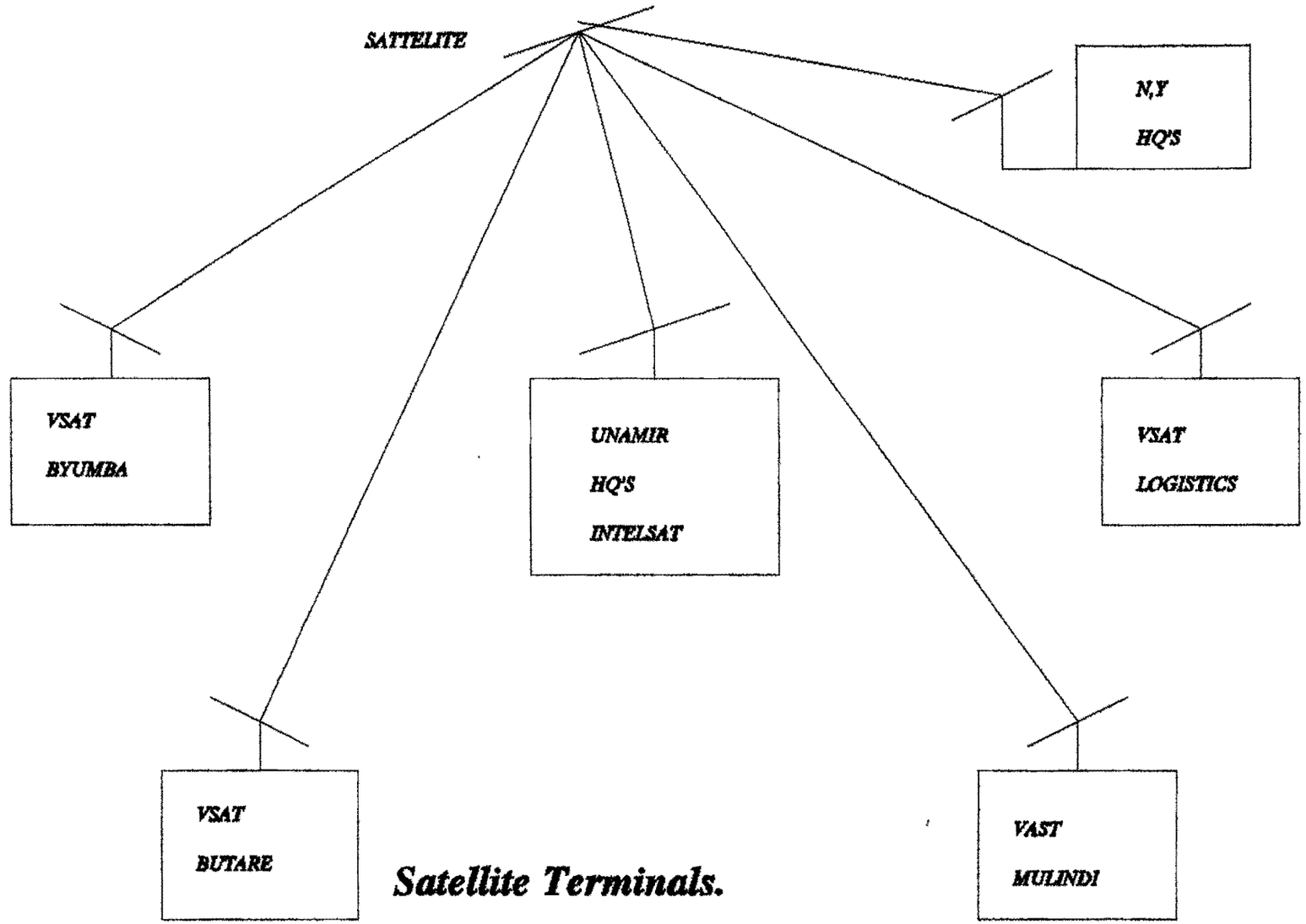
RURAL TELEPHONES.

UHF and VHF Rural Telephone links will be utilized to provide alternative telephone services between the various Sector Hqs. and Zone offices in the mission area. This facility is especially useful in areas where the local telephone network is inadequate.

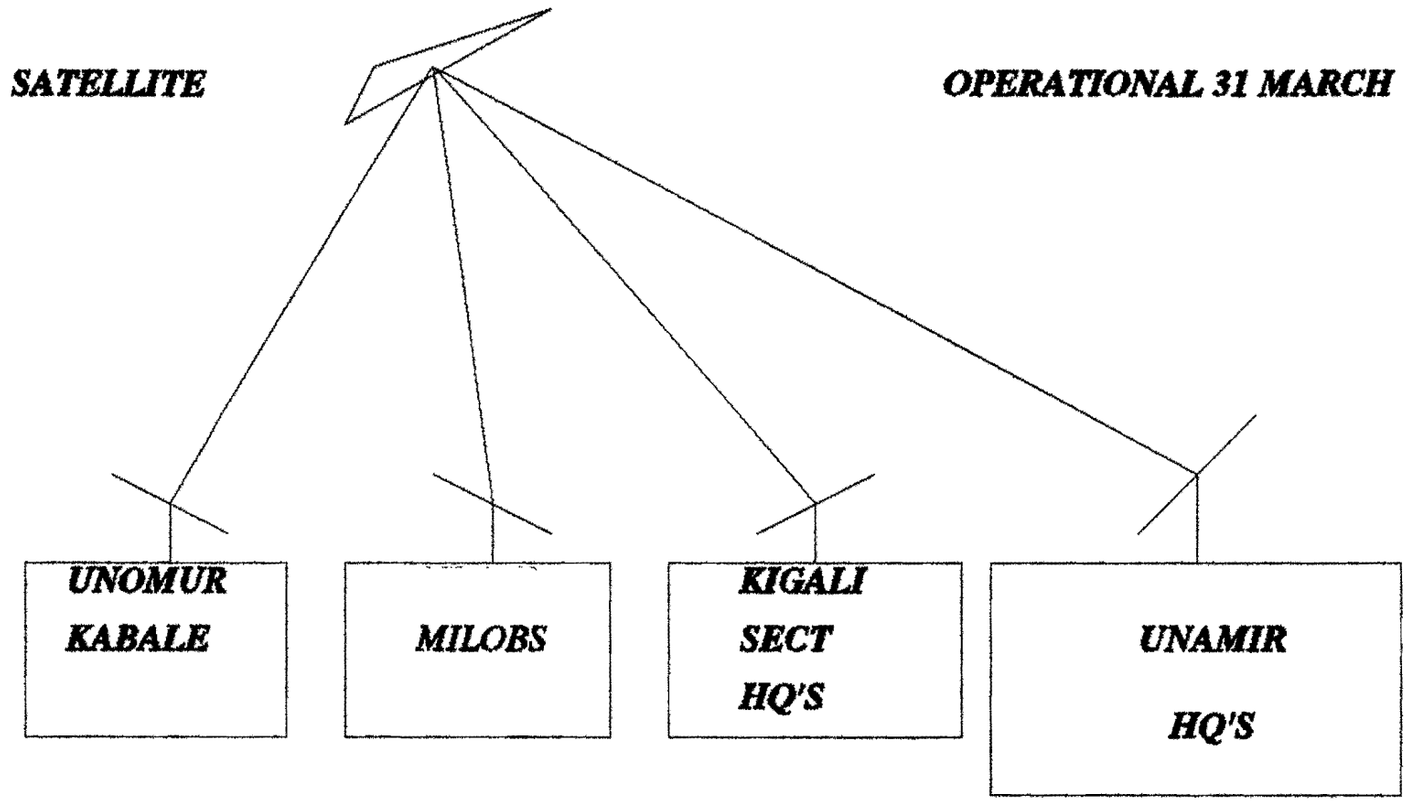
VHF COMMUNICATIONS NETWORK.

The VHF radio network is now operational, with Channels 7, 8 and 10 assigned to Military operations and Channel 9 for administrative use. In addition, Channel 11 will be installed for MILOBs Kigali on 4th of February and Channel 12 for CIVPOL. Once the communications equipment from UNTAC is received, we will continue with installation of modules, base stations and repeaters as required.

-oOo-

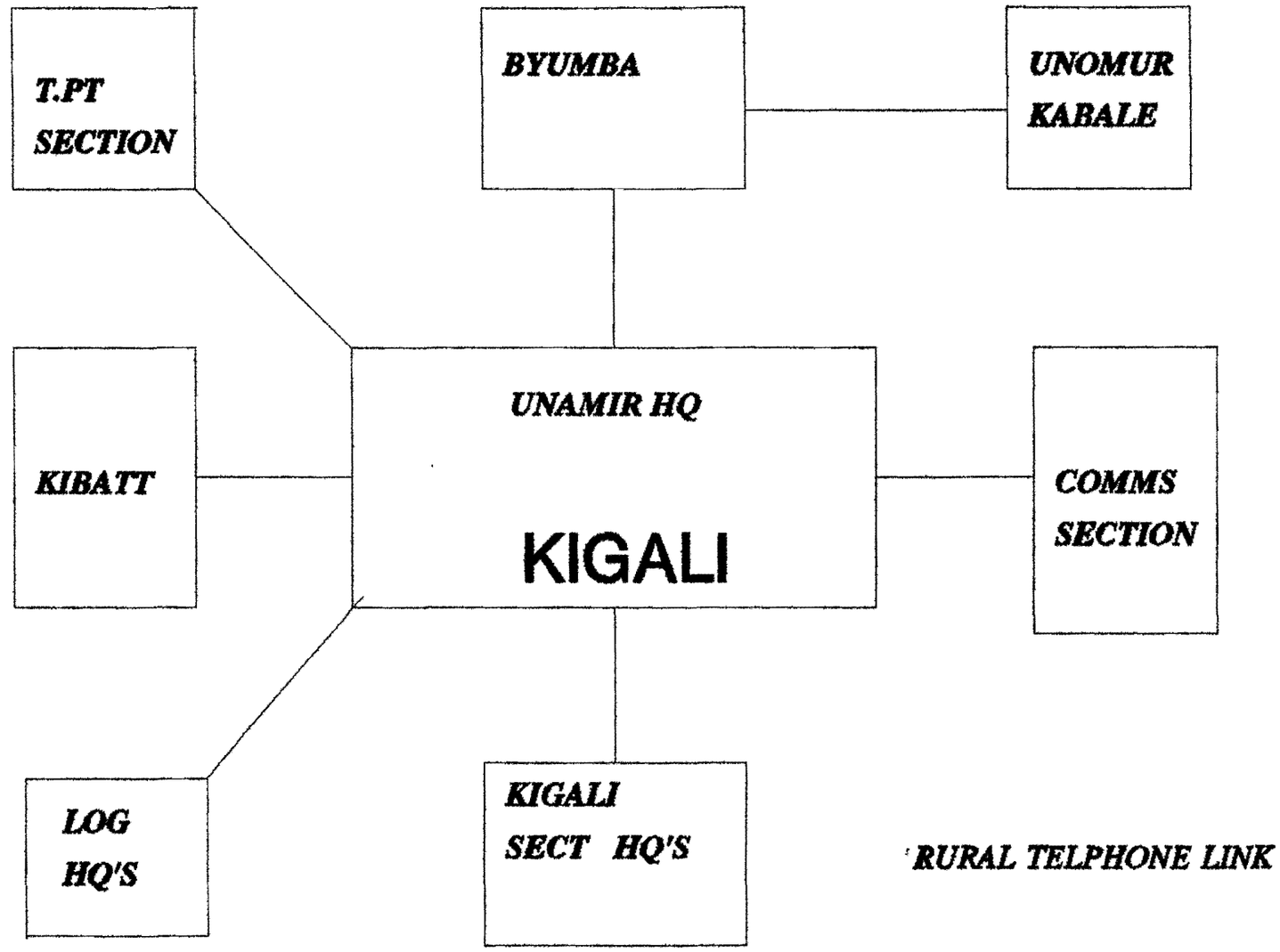


Satellite Terminals.



INMARSAT"C"TERMINAL

TEXT ONLY



RURAL TELPHONE LINK

UNAMIR
CHANNEL ALLOCATION

AREA	USER	MODE	CHANNEL
KIGALI	FORCE HQ	1	SIMPLEX 1
KIGALI	ADMIN.(CIVILIAN)	2	SIMPLEX 2
KIGALI	MIL.OBS	3	SIMPLEX 3
DMZ	DMZ SEC.HQ	4	SIMPLEX 4
KIGALI	KIGALI SEC.HQ	5	SIMPLEX 5
–	–	6	–
KIGALI	FORCE HQ	7	CHANNEL 7
KIGALI	KIGALI SEC.HQ	8	CHANNEL 8
KIGALI	ADMIN.(CIVILIAN)	9	CHANNEL 9
DMZ	DMZ SEC.HQ	10	CHANNEL 10
KIGALI	KIGALI MIL OBS	11	CHANNEL 11
KIGALI	CIV POL	12	CHANNEL 12

NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/PRST/1994/42
10 août 1994

ORIGINAL : FRANÇAIS

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

À la 3414e séance du Conseil de sécurité, tenue le 10 août 1994, dans le cadre de l'examen par le Conseil de la question intitulée "La situation concernant le Rwanda", le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration suivante au nom du Conseil :

"Le Conseil de sécurité demeure extrêmement préoccupé par la situation, telle qu'elle est décrite dans le rapport du Secrétaire général sur le Rwanda (S/1994/924) et les informations présentées oralement par le Secrétariat, au Rwanda et dans les pays de la région où sont massés des millions de personnes déplacées et de réfugiés dans les conditions les plus précaires tant du point de vue alimentaire que sanitaire.

Compte tenu de l'extrême gravité de cette situation, le Conseil estime que la tâche la plus urgente est actuellement de résoudre la crise humanitaire massive créée par ces mouvements de population. À cette fin, le Conseil remercie tous les États Membres, organismes des Nations Unies, organisations non gouvernementales et particuliers qui ont répondu à cet appel d'aide humanitaire, et les encourage à poursuivre et à accentuer leurs efforts, en particulier sur le territoire rwandais, afin de soulager au mieux ces populations qui ont fui leurs foyers et leurs villages.

Le Conseil est en outre convaincu que le retour rapide des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs foyers est essentiel si l'on veut normaliser la situation au Rwanda. À ce titre, le Conseil condamne fermement les tentatives d'intimidation menées auprès des réfugiés par des personnes qui cherchent à les empêcher de regagner le Rwanda. Il exhorte les anciens dirigeants du Rwanda et ceux qui ont assumé des responsabilités politiques dans les camps de réfugiés à coopérer avec les représentants du Gouvernement actuel dans des efforts de réconciliation et de rapatriement, et de cesser immédiatement toute tentative et campagne de propagande visant à déstabiliser la situation au Rwanda et à inciter les réfugiés à rester en exil.

Le Conseil de sécurité se félicite par ailleurs de ce que le nouveau Gouvernement rwandais se soit déclaré prêt à encourager le retour des réfugiés et des personnes déplacées, à assurer leur

94-32382 (F) 100894 100894 10089.

protection et le respect de leurs droits devant la loi, et à permettre aux secours d'arriver jusqu'à ceux qui en ont besoin partout dans le pays. Il considère que le nouveau Gouvernement rwandais est responsable de l'application rapide des engagements qui sont essentielles pour accélérer le retour des réfugiés au Rwanda.

Le Conseil engage aussi le Gouvernement rwandais à veiller à ce qu'il n'y ait pas de représailles à l'encontre de ceux qui souhaitent regagner leurs foyers et reprendre leur occupation professionnelle. Il encourage dans ce but celui-ci à coopérer avec les Nations Unies, notamment avec la Commission d'experts prévue par la résolution 935 (1994), afin de veiller à ce que les coupables des atrocités commises au Rwanda, en particulier du crime de génocide, soient traduits en justice par un ou des mécanismes appropriés qui leur assurent un procès équitable et impartial conformément aux normes de justice internationalement admises. À cet égard, le Conseil accueille avec satisfaction la déclaration qu'a récemment faite le nouveau Gouvernement rwandais tendant à appuyer la création d'un tribunal international, et accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général daté du 26 juillet 1994 (S/1994/879) sur l'établissement d'une commission d'experts et la nomination de ses membres (S/1994/906); il espère que la commission sera en mesure de présenter ses conclusions aussi rapidement que possible.

Le Conseil de sécurité se félicite que le Secrétaire général ait l'intention d'adapter les tâches pratiques de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) en fonction de l'évolution de la situation dans le cadre de la résolution 925 (1994) du Conseil de sécurité. Le Conseil souligne que le déploiement de la MINUAR dans son intégralité sera important pour favoriser la création d'un environnement plus sûr, susceptible d'accélérer le processus de retour des réfugiés et des personnes déplacées et d'empêcher d'autres mouvements de population, en particulier à partir de la zone humanitaire sûre, ce qui risquerait d'exacerber la situation dans les pays voisins. Il est essentiel que les contingents devant faire partie de la MINUAR soient déployés sans plus tarder et que l'assistance technique dont ils ont besoin pour ce faire leur soit apportée aussi rapidement que possible.

Le Conseil note également toute l'importance que revêt le déploiement sur le territoire rwandais d'observateurs civils chargés de surveiller l'instauration d'un environnement plus sûr, et se félicite à cet égard des dispositions envisagées par le Haut Commissaire aux droits de l'homme, dans les limites de son mandat, avec l'assistance de certains États Membres.

Le Conseil de sécurité réaffirme, ainsi que le souligne le Secrétaire général dans son rapport du 3 août 1994 (S/1994/924), que l'Accord de paix d'Arusha constitue un cadre de référence approprié pour favoriser la réconciliation nationale au Rwanda. Le Conseil rappelle au Gouvernement rwandais la responsabilité qui lui incombe de rassembler de nouveau sa population dans la réconciliation nationale.

...

Dans ce contexte, le Conseil félicite les pays voisins du Rwanda et l'Organisation de l'unité africaine de leur engagement et de leur assistance pour la recherche d'une solution au conflit au Rwanda, et les encourage à continuer de promouvoir la stabilité dans le pays et dans l'ensemble de la région. Le Conseil de sécurité estime que pour leur part les pays voisins ont également la responsabilité de veiller à ce que leur territoire ne soit pas utilisé pour déstabiliser encore la situation.

Nations Unies S/PV.3405

Conseil de sécurité

Quarante-neuvième année

Provisoire

3405e séance

Jeudi 14 juillet 1994, à 18 h 30

New York

Président :	M. Marker	(Pakistan)
Membres :	Argentine	M. Cárdenas
	Brésil	M. Sardenberg
	Chine	M. Li Zhaoxing
	Djibouti	M. Olhaye
	Espagne	M. Yañez-Barnuevo
	États-Unis d'Amérique	M. Inderfurth
	Fédération de Russie	M. Sidorov
	France	M. Ladsous
	Nigéria	M. Gambari
	Nouvelle-Zélande	M. Keating
	Oman	M. Al-Khussaiby
	République tchèque	M. Rovensky
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Wood
	Rwanda	M. Bizimana

Ordre du jour

La situation concernant le Rwanda

Lettre datée du 14 juillet 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1994/823)

94-86059 (F)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de la séance*, au chef de la Section de rédaction des procès-verbaux de séances publiques.

La séance est ouverte à 18 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation concernant le Rwanda

Lettre datée du 14 juillet 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1994/823)

Le Président *(interprétation de l'anglais)* : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité se réunit en réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 14 juillet 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, document S/1994/823.

À l'issue de consultations entre les membres du Conseil, j'ai été autorisé à faire la déclaration suivante au nom du Conseil :

«Le Conseil de sécurité est alarmé par la poursuite des combats au Rwanda qui entraîne un exode massif des populations. Cette situation risque de déboucher à très bref délai sur une nouvelle catastrophe humanitaire et de menacer la stabilité de l'ensemble de la région, l'afflux de ces réfugiés affectant gravement les pays voisins.

Compte tenu de cette grave situation, le Conseil de sécurité :

Exige un cessez-le-feu immédiat et sans préalable et invite les parties à rendre compte au commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) des dispositions qu'elles ont prises à cet effet;

Lance un appel pressant à la relance du processus politique dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha et invite les pays de la région, le Secrétaire général et son Représentant spécial et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à y contribuer activement;

Réaffirme le caractère humanitaire de la zone sûre au sud-ouest du Rwanda et exige que tous ceux que cela concerne respectent ce caractère. Il continuera à examiner cette affaire de très près;

Prie instamment les États Membres, les agences spécialisées et les organisations non gouvernementales de mobiliser toutes les ressources disponibles pour porter secours d'urgence aux populations civiles en détresse;

Appelle les États Membres à fournir les contributions nécessaires afin d'assurer le déploiement de la MINUAR renforcée dans les plus brefs délais.

Le Conseil de sécurité est déterminé à suivre de très près l'évolution de la situation au Rwanda et reste activement saisi de la question.»

Cette déclaration sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/1994/34.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé le stade actuel de son examen de la question inscrite à l'ordre du jour.

Le Conseil de sécurité reste activement saisi de la question.

La séance est levée à 18 h 45.

NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/RES/935 (1994)
1er juillet 1994

RÉSOLUTION 935 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3400e séance, le 1er juillet 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions antérieures sur la situation au Rwanda,

Réaffirmant, en particulier, ses résolutions 918 (1994) et 925 (1994), par lesquelles il a élargi le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et soulignant à cet égard la nécessité de déployer rapidement la MINUAR élargie afin qu'elle puisse s'acquitter de son mandat,

Rappelant la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 30 avril 1994 (S/PRST/1994/21), dans laquelle celui-ci a, entre autres choses, condamné toutes les violations du droit international humanitaire au Rwanda, en particulier celles commises à l'encontre de la population civile, et rappelé que les personnes qui fomentent de tels actes ou qui y participent en portent individuellement la responsabilité,

Rappelant également les demandes qu'il a adressées au Secrétaire général dans la déclaration précitée, ainsi que dans la résolution 918 (1994), concernant les enquêtes à mener sur les violations graves du droit international humanitaire commises au Rwanda durant le conflit,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 31 mai 1994 (S/1994/640), dans lequel celui-ci constatait que les massacres et les meurtres systématiques se poursuivaient dans l'ensemble du Rwanda et que seule une enquête en bonne et due forme permettrait d'établir les faits en vue de déterminer les responsabilités,

Se félicitant de la visite du Haut Commissaire aux droits de l'homme au Rwanda et dans la région et notant qu'un Rapporteur spécial pour le Rwanda a été nommé, en application de la résolution S-3/1 que la Commission des droits de l'homme a adoptée le 25 mai 1994,

94-27352 (F)

Se déclarant à nouveau gravement préoccupé par les informations qu'il continue de recevoir concernant les violations systématiques, généralisées et flagrantes du droit international humanitaire, y compris les actes de génocide, qui ont été commis au Rwanda,

Rappelant que tous ceux qui commettent ou autorisent des violations graves du droit international humanitaire en portent individuellement la responsabilité et devront être traduits en justice,

1. Prie le Secrétaire général de constituer d'urgence une commission impartiale d'experts chargée d'examiner et d'analyser les informations qui lui auront été communiquées en application de la présente résolution, ainsi que celles qu'elle aura pu recueillir par ses propres moyens ou par l'entremise d'autres personnes ou entités, dont celles qu'aura pu lui faire tenir le Rapporteur spécial pour le Rwanda, en vue de présenter au Secrétaire général ses conclusions quant aux éléments de preuve dont elle disposera concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda, y compris d'éventuels actes de génocide;

2. Demande aux États et, selon qu'il conviendra, aux organisations humanitaires internationales de compiler les informations dignes de foi qu'ils ont eux-mêmes recueillies ou qui leur ont été communiquées concernant des violations graves du droit international humanitaire, notamment de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, commises sur le territoire du Rwanda au cours du conflit, et prie les États, les organismes compétents des Nations Unies et les autres organisations intéressées de communiquer ces informations à la Commission d'experts mentionnée au paragraphe 1 dans les 30 jours qui suivront l'adoption de la présente résolution et selon qu'il y aura lieu par la suite, ainsi que de lui apporter toute autre forme d'assistance qui pourrait lui être nécessaire;

3. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte de la constitution de la Commission d'experts, et le prie en outre de lui faire connaître les conclusions de la Commission dans les quatre mois qui suivront sa mise en place, ainsi que de tenir compte de ces conclusions dans toutes recommandations concernant les autres mesures qu'il y aurait lieu de prendre;

4. Prie également le Secrétaire général et, par son intermédiaire, le Haut Commissaire aux droits de l'homme, selon qu'il conviendra, de veiller à ce que les informations présentées au Rapporteur spécial pour le Rwanda soient communiquées à la Commission d'experts et de faciliter la coordination et la coopération voulues entre celle-ci et le Rapporteur spécial dans l'accomplissement de leurs tâches respectives;

5. Exhorte tous les intéressés à coopérer pleinement avec la Commission d'experts dans l'exécution de son mandat, notamment en lui accordant l'assistance et les facilités d'accès requises pour mener à bien les enquêtes;

6. Décide de demeurer activement saisi de la question.

NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/RES/929 (1994)
22 juin 1994

RÉSOLUTION 929 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3392e séance, le 22 juin 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994 et 925 (1994) du 8 juin 1994, par lesquelles il a défini le mandat et le niveau des effectifs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR),

Déterminé à contribuer à la reprise du processus de règlement politique dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha et encourageant le Secrétaire général et son Représentant spécial pour le Rwanda à poursuivre et à redoubler leurs efforts aux niveaux national, régional et international pour promouvoir ces objectifs,

Soulignant l'importance de la coopération de toutes les parties pour l'accomplissement des objectifs des Nations Unies au Rwanda,

Ayant examiné la lettre du Secrétaire général en date du 19 juin 1994 (S/1994/728),

Prenant en considération les délais indispensables pour rassembler les ressources nécessaires au déploiement effectif de la MINUAR telle qu'elle a été renforcée par les résolutions 918 (1994) et 925 (1994),

Notant l'offre faite par des États Membres de coopérer avec le Secrétaire général pour atteindre les objectifs des Nations Unies au Rwanda (S/1994/734) et soulignant le caractère strictement humanitaire de cette opération, qui sera menée de façon impartiale et neutre et ne constituera pas une force d'interposition entre les parties,

Se félicitant de la coopération entre les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et les États voisins pour restaurer la paix au Rwanda,

Profondément préoccupé par la poursuite des massacres systématiques et de grande ampleur de la population civile au Rwanda,

Conscient de ce que la situation actuelle au Rwanda constitue un cas unique qui exige une réaction urgente de la communauté internationale,

Considérant que l'ampleur de la crise humanitaire au Rwanda constitue une menace à la paix et à la sécurité dans la région,

1. Accueille favorablement la lettre du Secrétaire général en date du 19 juin 1994 (S/1994/728) et donne son accord à ce qu'une opération multinationale puisse être mise sur pied au Rwanda à des fins humanitaires jusqu'à ce que la MINUAR soit dotée des effectifs nécessaires;

2. Accueille favorablement aussi l'offre d'États Membres (S/1994/734) de coopérer avec le Secrétaire général afin d'atteindre les objectifs des Nations Unies au Rwanda par la mise en place d'une opération temporaire, placée sous commandement et contrôle nationaux, visant à contribuer, de manière impartiale, à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda, étant entendu que le coût de la mise en oeuvre de cette offre sera à la charge des États Membres concernés;

3. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, autorise les États Membres coopérant avec le Secrétaire général à mener l'opération décrite au paragraphe 2 ci-dessus, en employant tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs humanitaires énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de la résolution 925 (1994);

4. Décide que la mission des États Membres qui coopèrent avec le Secrétaire général sera limitée à une période de deux mois suivant l'adoption de la présente résolution, à moins que le Secrétaire général ne considère avant la fin de cette période que la MINUAR renforcée est en mesure d'accomplir son mandat;

5. Accueille avec satisfaction les offres déjà faites par des États Membres concernant des troupes destinées à la MINUAR renforcée;

6. Demande à tous les États Membres de répondre de toute urgence à la demande du Secrétaire général en ressources, y compris en soutien logistique, pour mettre la MINUAR renforcée en mesure d'exécuter effectivement son mandat le plus rapidement possible et prie le Secrétaire général d'identifier les équipements essentiels dont ont besoin les troupes qui doivent constituer la MINUAR renforcée et de coordonner la fourniture de ces équipements;

7. Accueille favorablement, à cet égard, les offres déjà faites par des États Membres concernant du matériel destiné aux gouvernements fournissant des contingents à la MINUAR et engage les autres États Membres à offrir un appui analogue, éventuellement en assurant l'équipement complet des contingents de certains contributeurs de troupes, afin d'accélérer le déploiement de la MINUAR renforcée;

8. Prie les États Membres qui coopèrent avec le Secrétaire général de se coordonner étroitement avec la MINUAR et prie également le Secrétaire général de mettre en place à cet effet les mécanismes appropriés;

9. Exige que toutes les parties au conflit et autres intéressés mettent immédiatement fin à tous les massacres de populations civiles dans les zones qu'ils contrôlent et permettent aux États Membres qui coopèrent avec le Secrétaire général d'accomplir pleinement la mission décrite au paragraphe 3 ci-dessus;

10. Prie les États concernés et, en tant que de besoin, le Secrétaire général de lui présenter régulièrement des rapports, dont le premier sera établi au plus tard 15 jours après l'adoption de la présente résolution, sur la conduite de l'opération et sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs cités aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

11. Prie également le Secrétaire général de lui faire rapport sur les progrès réalisés en vue du déploiement complet de la MINUAR renforcée dans le cadre du rapport requis le 9 août 1994 au plus tard au titre du paragraphe 17 de la résolution 925 (1994), ainsi qu'en vue de la reprise du processus de règlement politique en vertu de l'Accord de paix d'Arusha;

12. Décide de rester activement saisi de la question.

SRSG/NV/03/94

Le Siège de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) présente ses compliments à la Nonciature Apostolique, aux Missions Diplomatiques et Consulaires, aux Organisations et Agences Internationales accréditées auprès de la République Rwandaise et a l'honneur de leur communiquer pour information et à toutes fins utiles les documents,

- Rapport S/26927 du 30/12/1993 du Secrétaire Général des Nations Unies, Dr. Boutros Boutros Ghali sur la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda

- Résolution /RES/893 (1994) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3326ème séance le 6 janvier 1994 et qui se rapporte à l'objet du paragraphe précédent de la présente note verbale.

Il y joint également une copie du Communiqué de presse No 6/94 du 9/01/1994 du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda.

Le Siège de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda saisit cette occasion pour renouveler à la Nonciature Apostolique, aux Missions Diplomatiques et Consulaires, aux Organisations et Agences Internationales accréditées à Kigali, les assurances de sa très haute considération.

Fait à Kigali le 10 janvier 1994

-Nonciature Apostolique
-Missions Diplomatiques et Consulaires
-Organisations et Agences Internationales
accréditées à Kigali

NATIONS UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/RES/893 (1994)
6 janvier 1994

RESOLUTION 893 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3326e séance
le 6 janvier 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993 portant création de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR),

Rappelant ses résolutions 812 (1993) du 12 mars 1993, 846 (1993) du 22 juin 1993 et 891 (1993) du 20 décembre 1993,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 30 décembre 1993 (S/26927) dans le contexte de l'examen demandé dans sa résolution 872 (1993), ainsi que le rapport précédent du Secrétaire général en date du 24 septembre 1993 (S/26488 et Add.1),

Se félicitant qu'ait été conclu, le 5 novembre 1993, un accord sur le statut de la MINUAR et de son personnel au Rwanda,

Prenant note des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de l'Accord de paix d'Arusha, qui sont décrits dans le rapport du Secrétaire général en date du 30 décembre 1993,

Saluant la précieuse contribution à la paix que la MINUAR a apportée au Rwanda,

Notant avec préoccupation les incidents violents qui se sont produits au Rwanda et les conséquences pour ce pays de la situation au Burundi, et demandant instamment à tous les intéressés dans la région de réaffirmer leur attachement à la paix,

Saluant également la déclaration conjointe faite par les parties à Kinihira le 10 décembre 1993 en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'Accord de paix d'Arusha et, en particulier, la formation rapide d'un gouvernement de transition largement représentatif,

1. Réaffirme qu'il souscrit à la proposition du Secrétaire général concernant le déploiement de la MINUAR selon les modalités décrites dans son

rapport en date du 24 septembre 1993, y compris le déploiement rapide du deuxième bataillon dans la zone démilitarisée ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 30 de son rapport en date du 30 décembre 1993;

2. Invite instamment les parties à coopérer sans réserve pour favoriser le processus de paix, à appliquer dans son intégralité l'Accord de paix d'Arusha, sur lequel est fondé le calendrier figurant dans le rapport du Secrétaire général en date du 24 septembre 1993, et en particulier à établir dans les plus brefs délais un gouvernement de transition largement représentatif conformément à l'Accord;

3. Souligne que la MINUAR ne sera assurée d'un appui suivi que si les parties appliquent intégralement et rapidement l'Accord de paix d'Arusha;

4. Se félicite des efforts que continuent de déployer le Secrétaire général et son Représentant spécial afin d'aider à promouvoir et à faciliter le dialogue entre toutes les parties intéressées;

5. Salue les efforts des Etats Membres, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales qui ont fourni une assistance humanitaire ainsi que d'autres formes d'assistance, et demande instamment à d'autres entités de faire de même;

6. Salue en particulier les efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine, ses Etats membres et les organismes qui lui sont rattachés afin de fournir un appui diplomatique, politique, humanitaire et autre en vue de l'application de la résolution 872 (1993);

7. Demande de nouveau au Secrétaire général de continuer à contrôler l'ampleur et le coût de la MINUAR dans le but de faire des économies;

8. Décide de rester activement saisi de la question.

UNITED NATIONS

S

Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/893 (1994)
6 January 1994

RESOLUTION 893 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3326th meeting, on 6 January 1994

The Security Council,

Reaffirming its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 establishing the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR),

Recalling its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993, 846 (1993) of 22 June 1993 and 891 (1993) of 20 December 1993,

Having examined the report of the Secretary-General of 30 December 1993 (S/26927), in the context of the review called for in its resolution 872 (1993), as well as his previous report of 24 September 1993 (S/26488 and Add.1),

Welcoming the conclusion, on 5 November 1993, of an agreement on the status of UNAMIR and its personnel in Rwanda,

Taking note of the progress described in the Secretary-General's report of 30 December 1993 in implementing the Arusha Peace Agreement,

Welcoming further the valuable contribution to peace made in Rwanda by UNAMIR,

Noting with concern the incidents of violence in Rwanda and the consequences for Rwanda of the situation in Burundi, and urging all concerned to reaffirm their commitment to peace,

Welcoming also the joint statement made by the parties in Kinihira on 10 December 1993 concerning the implementation of the Arusha Peace Agreement and, in particular, the prompt establishment of a broad-based transitional government,

1. Reaffirms its approval of the Secretary-General's proposal concerning the deployment of UNAMIR as outlined in his report of 24 September 1993, including the early deployment of the second battalion to the demilitarized zone as indicated in paragraph 30 of his report of 30 December 1993;

2. Strongly urges the parties to cooperate fully in furthering the peace process, to comply fully with the Arusha Peace Agreement, on which the schedule contained in the Secretary-General's report of 24 September 1993 is based, and in particular to establish a broad-based transitional government at the earliest opportunity in accordance with this Agreement;

3. Stresses that continued support for UNAMIR will depend upon the full and prompt implementation by the parties of the Arusha Peace Agreement;

4. Welcomes the continued efforts by the Secretary-General and his Special Representative to help promote and enhance dialogue among all the parties concerned;

5. Commends the efforts of Member States, United Nations agencies and non-governmental organizations which have provided humanitarian and other assistance and urges others to provide such assistance;

6. Commends in particular the efforts of the Organization of African Unity, its member States and agencies in providing diplomatic, political, humanitarian and other support for the implementation of resolution 872 (1993);

7. Reiterates its request to the Secretary-General to continue to monitor the size and cost of UNAMIR to seek economies;

8. Decides to remain actively seized of the matter.

CNR 03 P3/1 S

533/94

UNITED NATIONS

Security Council

PROVISIONAL

S/1994/11
6 January 1994

ORIGINAL: ENGLISH

Draft resolution

The Security Council,

Reaffirming its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 establishing the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR),

Recalling its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993, 846 (1993) of 22 June 1993 and 891 (1993) of 20 December 1993,

Having examined the report of the Secretary-General of 30 December 1993 (S/26927), in the context of the review called for in its resolution 872 (1993), as well as his previous report of 24 September 1993 (S/26488 and Add.1),

Welcoming the conclusion, on 5 November 1993, of an agreement on the status of UNAMIR and its personnel in Rwanda,

Taking note of the progress described in the Secretary-General's report of 30 December 1993 in implementing the Arusha Peace Agreement,

Welcoming further the valuable contribution to peace made in Rwanda by UNAMIR,

Noting with concern the incidents of violence in Rwanda and the consequences for Rwanda of the situation in Burundi, and urging all concerned to reaffirm their commitment to peace,

Welcoming also the joint statement made by the parties in Kinihira on 10 December 1993 concerning the implementation of the Arusha Peace Agreement and, in particular, the prompt establishment of a broad-based transitional government,

1. Reaffirms its approval of the Secretary-General's proposal concerning the deployment of UNAMIR as outlined in his report of 24 September 1993, including the early deployment of the second battalion to the demilitarized zone as indicated in paragraph 30 of his report of 30 December 1993;

2. Strongly urges the parties to cooperate fully in furthering the peace process, to comply fully with the Arusha Peace Agreement, on which the schedule contained in the Secretary-General's report of 24 September 1993 is based, and in particular to establish a broad-based transitional government at the earliest opportunity in accordance with this Agreement;

3. Stresses that continued support for UNAMIR will depend upon the full and prompt implementation by the parties of the Arusha Peace Agreement;

4. Welcomes the continued efforts by the Secretary-General and his Special Representative to help promote and enhance dialogue among all the parties concerned;

5. Commends the efforts of Member States, United Nations agencies and non-governmental organizations which have provided humanitarian and other assistance and urges others to provide such assistance;

6. Commends in particular the efforts of the Organization of African Unity, its member States and agencies in providing diplomatic, political, humanitarian and other support for the implementation of resolution 872 (1993);

7. Reiterates its request to the Secretary-General to continue to monitor the size and cost of UNAMIR to seek economies;

8. Decides to remain actively seized of the matter.

Demandé

NATIONS UNIES **S**

Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/1994/10
5 janvier 1994
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 5 JANVIER 1994, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

J'ai l'honneur de vous informer que la lettre datée du 29 décembre 1993 (S/1994/9), dans laquelle vous proposez d'ajouter un pays à la liste de ceux qui participent à la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui prennent note des éléments d'information que vous y donnez et souscrivent à votre proposition.

Le Président du Conseil de sécurité

(Signé) Karel KOVANDA

Pour donner
Conseil de sécurité
- y verser diverses questions
sur Rwanda
- divers affaires SG

94-00429 (F) 050194 050194 050194

Rwanda

NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/1994/9
5 janvier 1994
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 29 DECEMBRE 1993, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE SECRETAIRE GENERAL

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993, par laquelle le Conseil de sécurité a décidé de créer la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).

Dans mes lettres des 1er novembre et 3 décembre 1993 (S/26699 et S/26850), j'ai présenté au Conseil de sécurité des listes des Etats Membres qui étaient disposés à affecter du personnel militaire à la MINUAR. Ayant procédé à des consultations complémentaires, je propose que la Roumanie soit ajoutée à ces Etats.

Je vous serais très obligé de bien vouloir porter la question à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Boutros BOUTROS-GHALI

94-00423 (F) 050194 050194 050194

United Nations Facsimile System - Wed Jan 05 10:40:41 ..

UNITED
NATIONS

S

Security Council

Distr.
GENERAL

S/26927
30 December 1993

ORIGINAL: ENGLISH

REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL ON THE UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

INTRODUCTION

1. The present report is submitted in response to Security Council resolution 872 (1993) of 5 October 1993, by which the Council established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR) for a period of six months, subject to the proviso that it would be extended beyond the initial 90 days upon a review by the Council based on a report from the Secretary-General as to whether or not substantive progress had been made towards the implementation of the Arusha peace agreement.

2. By the same resolution, the Security Council also approved the Secretary-General's proposal that the United Nations Observer Mission Uganda-Rwanda (UNOMUR), established by Council resolution 486 (1993), should be integrated within UNAMIR. Finally, the Security Council invited the Secretary-General to report on the progress of UNAMIR following its initial deployment, and resolved to review as appropriate, on the basis of that report, the requirement for further deployments in the scale and composition recommended by the Secretary-General in his report of 24 September 1993 (S/26488).

3. The Arusha peace agreement, signed on 4 August 1993, called on the United Nations to play a major support role during a 22-month transitional period, beginning with the installation of a broad-based transitional government and ending with the holding of national elections. The Security Council in resolution 872 (1993) authorized UNAMIR, inter alia, to contribute to the security of the city of Kigali through the establishment of a weapons-secure area; to monitor observance of the cease-fire agreement, including cantonment, demobilization and integration of the armed forces of the parties; to monitor the security situation during the final period of the transitional government's mandate; to assist with mine clearance, primarily through training programmes; to investigate, at the request of the parties or on its own initiative, instances of alleged non-compliance with the provisions of the Arusha peace agreement; to monitor the process of repatriation of Rwandese refugees and resettlement of displaced persons; to assist in the coordination of humanitarian assistance activities in conjunction with relief operations; and to investigate and report on incidents regarding the activities of the Gendarmerie and police.

I. POLITICAL ASPECTS

4. My Special Representative, appointed in pursuance of paragraph 10 of Security Council resolution 872 (1993), arrived in Kigali on 23 November 1993 and established his headquarters in the Rwandese capital. Since his arrival, my Special Representative has established contacts and working relations with the parties signatories to the Arusha peace agreement as well as with the diplomatic missions accredited to the Rwandese Government and the religious and traditional leaders of the country. Pursuant to resolution 872 (1993), my Special Representative will help in bringing about the appropriate political environment to promote and enhance a dialogue between the parties to the Arusha peace agreement.

5. In his meetings with representatives of concerned Governments and diplomats, my Special Representative stressed the need to harmonize their efforts and activities with those of UNAMIR in order to reach a successful conclusion of the Arusha peace agreement. Following a series of violent incidents in the months of November and December 1993, which caused the death of some 40 persons, my Special Representative undertook several initiatives in order to help defuse the tension prevalent in the country and to get the parties signatories to the Arusha peace agreement to renew their commitment to implement the peace plan.

6. Those initiatives included the convening of a meeting between the Government of the Rwandese Republic and the Rwandese Patriotic Front (RPF) at Kinihira, 80 kilometres from Kigali. At that meeting, the two parties issued a joint declaration in which they reaffirmed their commitment to do their utmost in order to achieve the goals set by the Arusha peace agreement, namely peace and national reconciliation. They agreed to set up a broad-based transitional government before 31 December 1993. During that meeting, the Chairman of RPF reaffirmed that the Front was more willing than ever to respect all its commitments, especially the one relating to the cantonment of its security battalion in Kigali.

II. MILITARY ASPECTS

7. By paragraph 12 of resolution 872 (1993), the Security Council requested me to conclude expeditiously an agreement on the status of UNAMIR and its personnel in Rwanda. The Council requested that this agreement come into force as near as possible to the outset of the operation and no later than 30 days after the adoption of the resolution. Following the adoption of resolution 872 (1993), a draft status of forces agreement was presented to the Government of Rwanda. After consultations with the Government, the agreement was signed on 5 November 1993. A copy of the agreement was then forwarded to RPF, which confirmed its readiness to cooperate in the implementation of its provisions.

8. It will be recalled that in my report of 24 September 1993 (S/26488) I had proposed, and the Council had approved, a concept of operations with an implementation schedule comprising four phases. Phase I commenced on 5 October 1993 with the adoption by the Council of resolution 872 (1993). During this phase, preparations for the establishment of a secure area in Kigali

/...

were to be made, the monitoring of the cease-fire between the two parties in the demilitarized zone (DMZ) was to be undertaken by UNAMIR and the foreign forces stationed in Kigali were to depart. This phase was to last approximately 90 days, until the establishment of the broad-based transitional government in Kigali. Phase II would begin the day after the transitional government was installed and would end when the preparations for the disengagement, demobilization and integration of the armed forces and Gendarmerie were completed. It was estimated that this phase would also last about 90 days. Phase III would comprise the actual disengagement, demobilization and integration process. The duration of this phase was estimated at about 9 months. Finally, during phase IV, which would last 10 months, UNAMIR would assist in maintaining a secure environment and creating conditions conducive to the holding of free and fair elections.

9. As stated in my report of 24 September, it was foreseen that the strength of military personnel required for the implementation of UNAMIR's mandate would stand at 1,428 all ranks by the end of phase I and that it would reach a peak at the end of phase II, with a total of 2,548 military personnel. A process of gradual reduction would begin during phase III, leading to a residual strength of some military personnel by the beginning of phase IV.

10. In my implementation plan, I had indicated that the mission's operations would be divided into five sectors, including a Kigali sector and a demilitarized zone sector. Two other sectors would be located with the Rwandese Government forces (RGF) and the forces of the Rwandese Patriotic Front (RPF) respectively (see attached map). For internal administrative purposes, UNOMUR would be considered as the fifth sector.

11. The Force Commander of UNAMIR, General Romeo A. Dallaire (Canada), arrived in Kigali on 22 October 1993, followed by an advance party of 21 military personnel on 27 October 1993. On 1 November, as foreseen in my report, the OAU Neutral Military Observer Group (NMOG II), which had been monitoring the cease-fire in the DMZ, was integrated into UNAMIR. UNAMIR's headquarters were formally inaugurated on 17 November in the presence of General Juvenal Habyarimana, President of Rwanda. The Force headquarters has been able to fulfil most of its projected tasks for phase I, though under certain logistic constraints due to delays in the arrival of vehicles, communications equipment and other supplies.

12. The Kigali sector headquarters has developed a calendar and operational plans for the establishment of the weapons-secure area, for the movement of an RPF security battalion to Kigali and for the conduct of other tasks in the area, as foreseen in my previous report. The Kigali weapons-secure area was established on 24 December and the RPF security battalion arrived in Kigali on 28 December 1993. Intensive discussions are being held with the parties with a view to facilitating the installation of the transitional government by the end of the month.

13. The demilitarized zone sector headquarters was established upon the arrival of the advance party and became operational on 1 November 1993 when the NMOG II elements were absorbed into UNAMIR. Until now it has not been possible, in the absence of the necessary logistic support, to deploy personnel to Byumba.

/...

However, the deployment of the required equipment is expected to take place in January 1994.

14. The Military Observer Group headquarters was established from elements of the advance party and NMOG II and became operational on 7 November. It has been commanding and administering all deployed military observers. It has also been conducting valuable reconnaissance of both parties' sector headquarters locations, as well as liaison tasks and investigations.

15. In addition, the Military Observer Group has been given the task of following the situation which developed on the southern border of Rwanda following the coup d'état of 21 October 1993 in Burundi. The unexpected flow of Burundese refugees into Rwanda, as well as allegations of cross-border military movement, have taxed the operations of the observers. In this connection, I instructed Under-Secretary-General James O. C. Jonah, who was in Burundi to attend the funeral of President Ndadaye, to visit the southern border area of Rwanda in order to assess the situation. Mr. Jonah travelled from Bujumbura to Kigali by road on 7 December and was thus able to observe the impact of the sudden flow of Burundese refugees in that area. While in Kigali, Mr. Jonah discussed the Burundese crisis with President Habyarimana and urged his assistance in reducing tensions in Burundi.

16. Although the southern region is at present reasonably quiet, the relative ease of access to considerable arms and the ethnic tensions amongst and around the refugees have created a potentially destabilizing situation which had not been foreseen in my initial assessment of requirements for the mission. For the time being, the Force Commander is attempting to reallocate personnel within the overall resources projected in my report of 24 September. This solution may be acceptable for the near term if the flow of observers planned for phase II is deployed on an urgent basis. If, however, experience and circumstances were to require additional observers, I would bring this matter to the attention of the Security Council for its consideration.

17. The RGF and RPF sector headquarters are in the process of being established. A small liaison office was opened in Milindi, within the RPF sector, following tensions in the north-western part of the country. The Military Observer Group is performing the necessary liaison and reconnaissance functions in the RGF zone.

18. It will be recalled that in paragraph 8 of resolution 872 (1993) the Security Council invited me to report on the requirements for further deployments, especially in the demilitarized zone. During the month of November, two separate incidents, in which some 60 civilians were brutally killed, took place in the vicinity of Ruhengeri. The nature of these attacks, directed against civilians primarily in and around the DMZ, has underscored the need for UNAMIR promptly to acquire the capability to monitor the area effectively. The investigations conducted into these killings by UNAMIR observers have revealed that a well-armed and reportedly ruthless group was operating in the area, with a view to disrupting or even derailing the peace process. The precarious security situation in that region confirms the need for a fully equipped infantry battalion, to enable UNAMIR to monitor the

/...

demilitarized zone and provide a safe environment for the large population living in the area.

19. The deployment of the Kigali battalion, composed of contingents from Belgium and Bangladesh, was completed in the first part of December. As a result, the foreign troops stationed in Kigali were able to complete their withdrawal on 15 December 1993. Regarding other elements of UNAMIR, 26 of the 50 members of the projected Medical Platoon have been deployed. Pending completion of the deployment of this unit, the Belgian contingent has agreed to allow the use of its Hercules aircraft for air evacuation in emergency cases. The 20 members of the movement control platoon and the 5 members of the military police group have also been deployed.

20. On 27 December 1993, the composition of UNAMIR consisted of a total of 1,260 military personnel, from Austria (5), Bangladesh (564), Belgium (424), Botswana (9), Brazil (13), Canada (2), the Congo (25), Fiji (1), Ghana (37), Hungary (4), Mali (10), the Netherlands (10), Poland (5), Senegal (39), Slovakia (5), Togo (15), Tunisia (61), Uruguay (21) and Zimbabwe (10). These figures include the 81 military observers serving with UNOMUR (see S/26578).

21. The composition of the military component of UNAMIR has revealed a need for interpreters/translators which had not been anticipated in my report of 24 September. A small number of interpreters/translators will therefore be put at the disposal of UNAMIR to assist its military personnel in the performance of their mandated tasks. I intend to reflect the financial impact in my next report to the General Assembly on the financing of UNAMIR.

III. CIVILIAN POLICE

22. The Arusha peace agreement called on the United Nations to assist in maintaining public security through the monitoring and verification of the activities of the Gendarmerie and communal police. In my report of 24 September, I had indicated that in order to verify that law and order were maintained effectively and impartially, a small United Nations civilian police unit consisting of 60 police officers would be required by UNAMIR. It has not so far been possible to deploy this personnel. However, some Member States have recently agreed to make civilian police officers available for this operation and it is anticipated that they will be deployed in January 1994.

IV. HUMANITARIAN ASSISTANCE

23. Since my report of 24 September (S/26488), emergency and rehabilitation efforts for the displaced persons have continued, but new difficulties have arisen as a result of a massive influx of Burundese refugees caused by ethnic violence in neighbouring Burundi as well as by an increasingly serious drought. Of an estimated 685,000 Burundese refugees, some 375,000 have fled to Rwanda. The revised budget of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and other United Nations agencies to meet emergency needs of Burundese refugees in the region until May 1994 amounts to $52 million.

/...

24. UNAMIR, together with the United Nations Development Programme (UNDP), UNHCR and other relevant organizations of the United Nations system, will continue to provide all necessary assistance to facilitate the safe return of refugees as well as the distribution of humanitarian relief supplies to the needy populations. The continued cooperation of the parties with the international community is essential for the successful implementation of the Arusha peace agreement. I hope that the international community will continue to extend sufficient assistance to the refugees and displaced persons in Rwanda, so as to support the unimpeded implementation of the Arusha peace agreement.

V. FINANCIAL ASPECTS

25. The Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) authorized the Secretary-General to enter into commitments not exceeding $4.6 million for the initial requirements of UNAMIR, for the period from 5 October to 30 November 1993 under the provision of General Assembly resolution 46/187 of 20 December 1991 on unforeseen and extraordinary expenses.

26. The total cost of UNAMIR for the six-month period from 5 October 1993 to 30 April 1994, including the amount of $4.6 million previously authorized by the Advisory Committee, has been estimated at $51,120,000 gross ($50,478,000 net). The Advisory Committee recently recommended that the General Assembly authorize further commitments of up to $46.5 million gross ($45.9 million net). A detailed budget showing the breakdown of the estimated amount of $51.120 million will be submitted to the General Assembly shortly.

VI. CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

27. In my previous report, I stressed that two essential conditions had to be met to enable the United Nations to discharge its mandate in Rwanda successfully and effectively. First, the parties had to cooperate fully with one another and with the United Nations in carrying out their commitments under the Arusha agreement. Secondly, the United Nations had to be provided in a timely manner with the necessary human and financial resources.

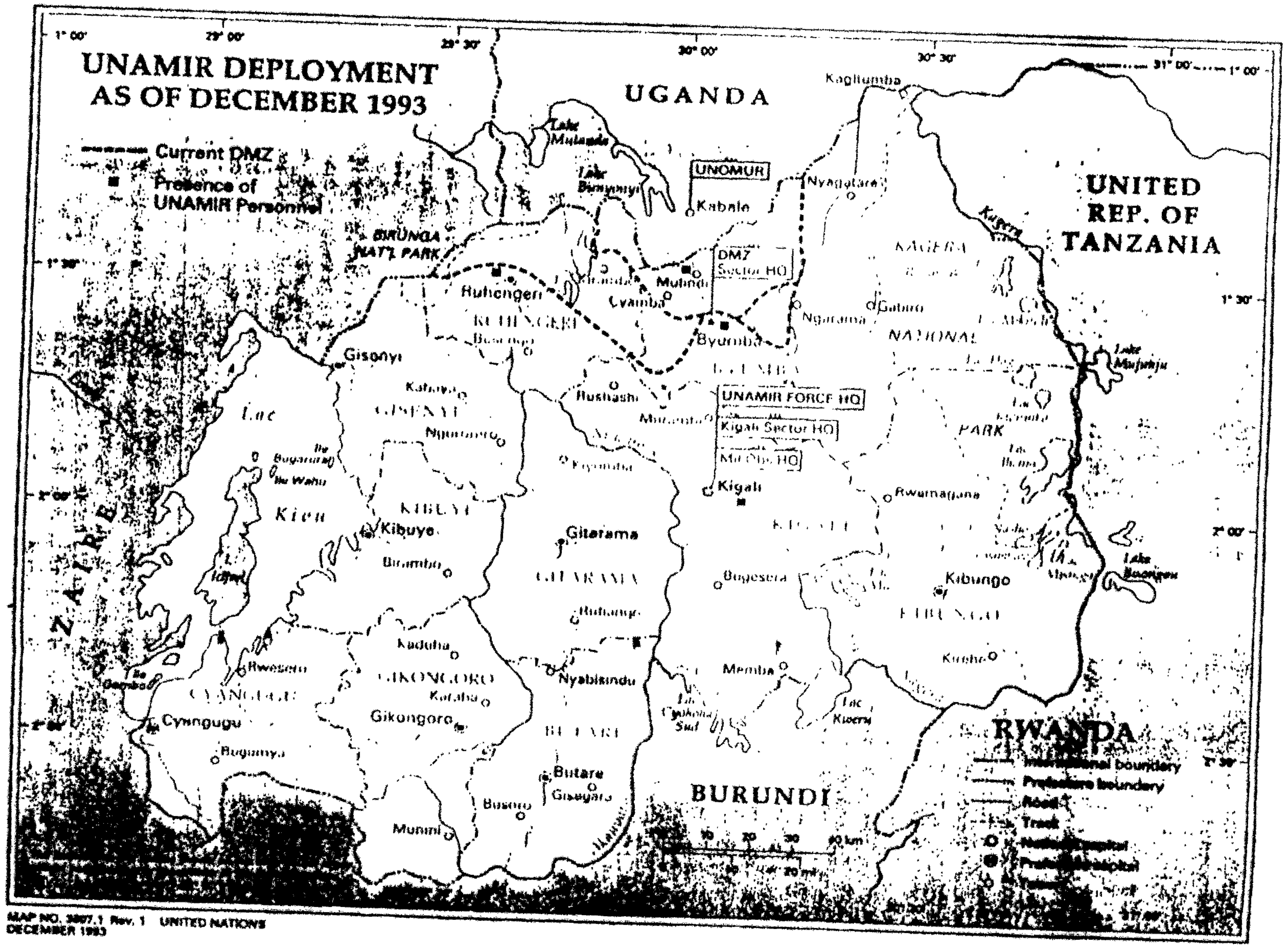
28. Despite recent signs of mutual intransigence, the parties have continued to show good will and cooperation in their contacts with each other and with the United Nations. They have also managed to weather some tense and potentially disruptive moments in the wake of the events in Burundi. In addition, the fact that the cease-fire has generally been respected demonstrates that the parties remain committed to the peace and reconciliation process initiated by the Arusha agreement.

29. For their part, Member States have responded positively to my appeals for the provision of personnel at relatively short notice. As can be seen from section II above, the initial deployment of UNAMIR has proceeded largely on schedule. Although the logistic support capabilities of UNAMIR are for the time being inadequate, there is on the ground a minimum viable force which can respond to the most pressing needs in Kigali. However, the situation in the DMZ and in the north-west of the country remains unstable. Moreover, the situation

in Burundi has created a new source of tension in the south. The deployment of the personnel required for the second phase of the operation should therefore be undertaken on an urgent basis.

30. In the light of the above, I recommend that the Security Council, in carrying out its review of the activities of UNAMIR, agree that this operation should continue to implement the mandate entrusted to it under resolution 872 (1993). In this regard, I intend to proceed with the implementation plan as outlined in my previous report, including the early deployment of the second battalion in the DMZ. I am aware that the Council had asked me to consider ways of reducing the total maximum strength of UNAMIR. I will continue to seek economies through the phased deployment and withdrawal of UNAMIR personnel, in accordance with the timetable set out in my implementation plan. I am however convinced that, under the present circumstances, a reduction in the projected resource levels would negatively affect the performance and credibility of UNAMIR in the discharge of its mandate. It could also jeopardize the peace process in Rwanda.

/...



MAP NO. 3807.1 Rev. 1 UNITED NATIONS
DECEMBER 1993

NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/26927
30 décembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 872 (1993) du Conseil de sécurité en date du 5 octobre 1993, par laquelle le Conseil a établi la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) pour une période de six mois, étant entendu que celle-ci ne sera prolongée au-delà de la période initiale de 90 jours qu'une fois que le Conseil de sécurité aura examiné un rapport du Secrétaire général indiquant si des progrès appréciables ont été réalisés ou non dans la mise en oeuvre de l'Accord de paix d'Arusha.

2. Par la même résolution, le Conseil de sécurité a également approuvé la proposition du Secrétaire général d'intégrer la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR) telle qu'établie par la résolution 486 (1993) du Conseil au sein de la MINUAR. Enfin, le Conseil de sécurité a invité le Secrétaire général à faire rapport sur les progrès de la MINUAR à la suite de son déploiement initial, et s'est déclaré déterminé à examiner, en tant que de besoin, sur la base de ce rapport, la nécessité de procéder à des déploiements additionnels dont le volume et la composition seraient conformes aux recommandations du Secrétaire général dans son rapport du 24 septembre 1993 (S/26488).

3. L'Accord de paix d'Arusha, signé le 4 août 1993, appelait l'Organisation des Nations Unies à jouer un rôle majeur d'appui durant une période de transition de 22 mois, à compter de l'installation d'un gouvernement de transition à base élargie, et s'achevant avec la tenue d'élections nationales. La résolution 872 (1993) du Conseil de sécurité autorisait la MINUAR à contribuer à la sécurité de la ville de Kigali par l'établissement d'une zone libre d'armes, à superviser l'accord de cessez-le-feu, y compris le cantonnement, la démobilisation et l'intégration des forces armées des parties; à superviser les conditions de sécurité générale dans le pays pendant la période terminale du mandat du gouvernement de transition; à contribuer au déminage, essentiellement au moyen de programmes de formation; à examiner, à la demande des parties ou de sa propre initiative, les cas de non-application des dispositions de l'Accord de paix d'Arusha; à contrôler le processus de rapatriement des réfugiés rwandais et de réinstallation des personnes déplacées; à aider à la coordination des activités d'assistance humanitaire liées aux opérations de secours et à enquêter et faire rapport sur les incidents relatifs aux activités de la gendarmerie et de la police.

I. ASPECTS POLITIQUES

4. Le Représentant spécial que j'ai désigné en application du paragraphe 10 de la résolution 872 (1993) du Conseil de sécurité est arrivé à Kigali le 23 novembre 1993 et s'est installé dans la capitale rwandaise. Depuis son arrivée, il a noué des contacts et établi des relations de travail avec les parties signataires de l'Accord de paix d'Arusha ainsi qu'avec les missions diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement rwandais et les autorités religieuses et coutumière. En application de la résolution 872 (1993), mon Représentant spécial aidera à créer un climat politique propice à un meilleur dialogue entre les parties signataires de l'Accord de paix d'Arusha.

5. Dans les entretiens qu'il a eus avec des représentants des gouvernements concernés et avec des diplomates, mon Représentant spécial a souligné la nécessité d'harmoniser leurs efforts et leurs activités avec ceux de la MINUAR de façon à ce que l'Accord de paix d'Arusha soit appliqué avec succès. A la suite d'une série d'actes de violence au cours des mois de novembre et décembre 1993, qui ont causé la mort de 40 personnes environ, mon Représentant spécial a pris plusieurs initiatives pour désamorcer la tension qui règne dans le pays et faire en sorte que les signataires de l'Accord réaffirment leur volonté d'appliquer le plan de paix.

6. Ces initiatives ont notamment consisté à convoquer une réunion de représentants du Gouvernement de la République rwandaise et du Front patriotique rwandais (FPR) à Kinihira, à 80 kilomètres de Kigali. A cette réunion, les deux parties se sont mises d'accord sur une déclaration commune dans laquelle elles ont réaffirmé leur volonté de tout faire pour atteindre les buts fixés par l'Accord de paix d'Arusha, à savoir la paix et la réconciliation nationale. Elles sont convenues de constituer un gouvernement de transition à base élargie avant le 31 décembre 1993. A cette réunion, le Président du FPR a réaffirmé que le Front était plus que jamais disposé à respecter tous ses engagements, en particulier ceux qui ont trait au cantonnement de son bataillon de sécurité à Kigali.

II. ASPECTS MILITAIRES

7. Au paragraphe 12 de la résolution 872 (1993), le Conseil de sécurité m'a demandé de conclure un accord sur le statut de la MINUAR et de tout le personnel qui y participe au Rwanda. Le Conseil a demandé que cet accord entre en vigueur aussitôt que possible après le début de l'opération, au plus tard 30 jours après l'adoption de la résolution. A la suite de l'adoption de la résolution 872 (1993), un projet d'accord sur le statut de la Force a été présenté au Gouvernement rwandais. Après des consultations avec celui-ci, l'accord a été signé le 5 novembre 1993. Un exemplaire du texte a été envoyé au FPR qui a confirmé qu'il était disposé à coopérer à son application.

8. On se souviendra que dans mon rapport du 24 septembre 1993 (S/26488), j'avais proposé, et le Conseil avait accepté, un plan d'opérations, assorti d'un calendrier comportant quatre phases. La phase 1 a commencé le 5 octobre 1993 après l'adoption par le Conseil de la résolution 872 (1993). Pendant cette phase, la MINUAR préparerait l'établissement d'une zone de sécurité à Kigali et surveillerait le cessez-le-feu entre les parties dans la zone démilitarisée,

/...

tandis que les forces étrangères stationnées à Kigali quitteraient cette ville. Cette phase devrait durer 90 jours environ, jusqu'à l'installation à Kigali du gouvernement de transition à base élargie. La phase 2 commencerait au lendemain de l'installation du gouvernement de transition et s'achèverait quand les préparatifs du dégagement, de la démobilisation et de l'intégration des forces armées et de la gendarmerie seraient terminés. Cette phase durerait aussi 90 jours environ. La phase 3 comprendrait le processus de dégagement, de démobilisation et d'intégration. Elle durerait neuf mois environ. Enfin, durant la phase 4, qui durerait environ 10 mois, la MINUAR aiderait à préserver un climat de sécurité et à créer des conditions propices à la tenue d'élections libres et honnêtes.

9. Comme il est indiqué dans mon rapport du 24 septembre, à la fin de la phase 1, l'effectif total de la Mission comprendrait 1 428 militaires, tous rangs confondus, cet effectif passant par un maximum de 2 548 militaires à la fin de la phase 2. Une réduction progressive de cet effectif commencerait durant la phase 3, et l'effectif résiduel de la Mission serait d'environ 930 militaires au début de la phase 4.

10. Dans mon plan d'opérations, j'avais indiqué que les opérations de la Mission seraient divisées en cinq secteurs, dont le secteur de Kigali et le secteur de la zone démilitarisée. Deux autres secteurs seraient respectivement le secteur des forces gouvernementales rwandaises et celui des forces du FPR (voir carte jointe). Pour des raisons administratives internes, la MONUOR serait considérée comme le cinquième secteur.

11. Le Commandant de la Force de la MINUAR, le général Roméo A. Dallaire, du Canada, est arrivé à Kigali le 22 octobre 1993, et il a été suivi, le 27 octobre 1993, par une mission de reconnaissance de 21 militaires. Le 1er novembre, comme je le prévoyais dans mon rapport, le Groupe d'observateurs militaires neutres de l'OUA (le GOMN II), qui avait surveillé le cessez-le-feu dans la zone démilitarisée, a été intégré à la MINUAR. Le quartier général de la MINUAR a été officiellement inauguré le 17 novembre en présence du général Juvénal Habyarimana, Président du Rwanda. Le quartier général de la Force s'est acquitté de la plupart des tâches prévues pour la phase 1, en dépit de certaines contraintes logistiques dues à l'arrivée tardive des véhicules, du matériel de communication et d'autres fournitures.

12. Le quartier général du secteur de Kigali a élaboré un calendrier et un plan d'opérations pour la création d'une zone libre d'armes, pour le mouvement du bataillon de sécurité du FPR jusqu'à Kigali, et pour la réalisation d'autres tâches dans le secteur, comme je le prévoyais dans mon rapport précédent. La zone libre d'armes, à Kigali, a été créée le 24 décembre et le bataillon de sécurité du FPR est arrivé à Kigali le 28 décembre 1993. Des discussions intenses sont en cours avec les parties afin de faciliter l'installation du gouvernement de transition dès la fin du mois.

13. Le quartier général du secteur de la zone démilitarisée a été créé dès l'arrivée de la mission de reconnaissance et est devenu opérationnel le 1er novembre 1993, quand les éléments du GOMN II ont été absorbés par la MINUAR. Jusqu'à présent, il n'a pas été possible, faute du soutien logistique

/...

nécessaire, de déployer du personnel à Byumba. Cependant, le déploiement du matériel nécessaire devrait avoir lieu en janvier 1994.

14. Le quartier général du Groupe d'observateurs militaires a été constitué au moyen d'éléments de la mission de reconnaissance et du GOMN II, et est devenu opérationnel le 7 novembre. Il commande et administre tous les observateurs militaires déployés. Il a également entrepris de précieuses reconnaissances des quartiers généraux des secteurs des deux parties, ainsi que des tâches de liaison et des enquêtes.

15. En outre, le Groupe d'observateurs militaires a été chargé de suivre la situation qui s'est développée à la frontière sud du Rwanda, à la suite du coup d'Etat qui est intervenu le 21 octobre 1993 au Burundi. L'afflux imprévu de réfugiés burundais au Rwanda, ainsi que les allégations de mouvements militaires transfrontaliers ont donné beaucoup de travail aux observateurs. A cet égard, j'ai donné pour instruction au Secrétaire général adjoint, M. James O. C. Jonah, qui se trouvait au Burundi, d'assister aux obsèques du Président Ndadaye, de se rendre sur la frontière sud du Rwanda afin d'évaluer la situation. M. Jonah s'est rendu de Bujumbura à Kigali par la route le 7 décembre et a pu observer l'impact de l'afflux soudain de réfugiés burundais dans cette région. Alors qu'il était à Kigali, M. Jonah s'est entretenu avec le Président Habyarimana de la crise au Burundi et a sollicité son aide dans le but de réduire les tensions dans ce pays.

16. Bien que le sud du pays soit relativement calme actuellement, le fait qu'on puisse se procurer des quantités d'armes considérables assez facilement et les tensions ethniques qui règnent entre les réfugiés et autour des réfugiés ont créé une situation qui est grosse de risques de déstabilisation et qui n'avait pas été prise en compte dans mon évaluation initiale des besoins de la Mission. Pour le moment, le commandant de la Force tente de redéployer ses effectifs, dans la limite des ressources prévues dans mon rapport du 24 septembre. Cette solution est peut-être acceptable à court terme si l'ensemble des observateurs prévus pour la phase 2 est bien déployé d'urgence. Cependant, si les circonstances exigeaient des observateurs supplémentaires, je porterais cette question à l'attention du Conseil de sécurité pour examen.

17. Les quartiers généraux du secteur des Forces gouvernementales rwandaises et du FPR sont en cours d'installation. Un petit bureau de liaison a été ouvert à Milindi, dans le secteur du FPR, à la suite des tensions dans le nord-ouest du pays. Le groupe d'observateurs militaires accomplit des fonctions indispensables de liaison et de reconnaissance dans la zone des Forces gouvernementales rwandaises.

18. On se souviendra qu'au paragraphe 8 de la résolution 872 (1993), le Conseil de sécurité m'invitait à faire rapport sur la nécessité éventuelle de procéder à des déploiements additionnels, notamment dans la zone démilitarisée. Durant le mois de novembre, deux incidents distincts, au cours desquels 60 civils ont été massacrés, ont eu lieu non loin de Ruhengeri. La nature de ces attaques, dirigées contre des civils, principalement dans la zone démilitarisée et à proximité, a bien montré qu'il fallait que la MINUAR se dote rapidement de la capacité de surveiller efficacement cette région. L'enquête menée par les observateurs de la MINUAR sur ces tueries a révélé qu'un groupe bien armé et qui

/...

passe pour impitoyable opère dans la région, dans le but de perturber ou même de faire capoter le processus de paix. La situation précaire dans cette région confirme qu'il faut disposer d'un bataillon d'infanterie pleinement équipé pour que la MINUAR puisse surveiller la zone démilitarisée et créer les conditions de sécurité indispensables aux nombreux habitants de cette région.

19. Le déploiement du bataillon de Kigali, qui est composé de contingents belge et bangladeshi, a été achevé au début de décembre. De ce fait, les forces étrangères stationnées à Kigali ont pu terminer leur retrait le 15 décembre 1993. En ce qui concerne les autres éléments de la MINUAR, 26 des 50 membres de la section médicale projetée ont été déployés. Avant le déploiement complet de cette section, le contingent belge a accepté d'utiliser son appareil Hercules pour les évacuations sanitaires par avion. Les 20 membres de la section de contrôle du mouvement et les cinq membres du groupe de police militaire ont également été déployés.

20. Le 27 décembre 1993, les effectifs de la MINUAR étaient de 1 260 militaires et avaient la composition suivante : Autriche (5), Bangladesh (564), Belgique (424), Botswana (9), Brésil (13), Canada (2), Congo (25), Fidji (1), Ghana (37), Hongrie (4), Mali (10), Pays-Bas (10), Pologne (5), Sénégal (39), Slovaquie (5), Togo (15), Tunisie (61), Uruguay (21) et Zimbabwe (10). Ces chiffres comprennent 81 observateurs militaires servant dans le cadre de la MONUOR (voir S/26878).

21. La composition de la composante militaire de la MINUAR a révélé un besoin d'interprètes et de traducteurs, ce qui n'avait pas été prévu dans mon rapport du 24 septembre. Un certain nombre d'interprètes ou de traducteurs seront donc mis à la disposition de la MINUAR pour aider son personnel militaire à s'acquitter des tâches qui lui sont confiées. Je me propose d'en consigner l'incidence financière dans mon prochain rapport à l'Assemblée générale sur le financement de la MINUAR.

III. POLICE CIVILE

22. L'Accord de paix d'Arusha prévoyait que l'ONU aiderait à maintenir l'ordre public, en surveillant et en vérifiant les activités de la gendarmerie et de la police communale. Dans mon rapport du 24 septembre, j'indiquais que pour vérifier que l'ordre public était maintenu efficacement et impartialement, une petite unité de police civile des Nations Unies, comportant au total 60 officiers de police, serait nécessaire. Il n'a pas jusqu'à présent été possible de déployer cette unité. Cependant, certains Etats Membres ont récemment accepté de détacher des policiers civils à cette opération et il est prévu qu'ils seront déployés en janvier 1994.

IV. ASSISTANCE HUMANITAIRE

23. Depuis mon rapport du 24 septembre (S/26488), les secours d'urgence et les efforts de relèvement des personnes déplacées se sont poursuivis, mais de nouvelles difficultés sont apparues du fait de l'afflux massif de réfugiés burundais, causé par les violences ethniques dans le Burundi voisin ainsi que par une sécheresse de plus en plus grave. On compte environ 685 000 réfugiés burundais, dont 375 000 ont fui vers le Rwanda. Le budget révisé du Haut

/...

Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organismes des Nations Unies en vue des secours d'urgence aux réfugiés burundais dans la région jusqu'à mai 1994 se monte à 52 millions de dollars.

24. La MINUAR ainsi que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le HCR et d'autres organismes des Nations Unies continueront à fournir toute l'assistance nécessaire afin de faciliter, dans de bonnes conditions de sécurité, le retour des réfugiés ainsi que la distribution des secours aux populations qui en ont besoin. La poursuite de la coopération des parties avec la communauté internationale est une condition essentielle de la bonne application de l'Accord de paix d'Arusha. J'espère que la communauté internationale continuera à apporter une assistance suffisante aux réfugiés et aux personnes déplacées au Rwanda de façon à concourir à la bonne application de l'Accord de paix d'Arusha.

V. ASPECTS FINANCIERS

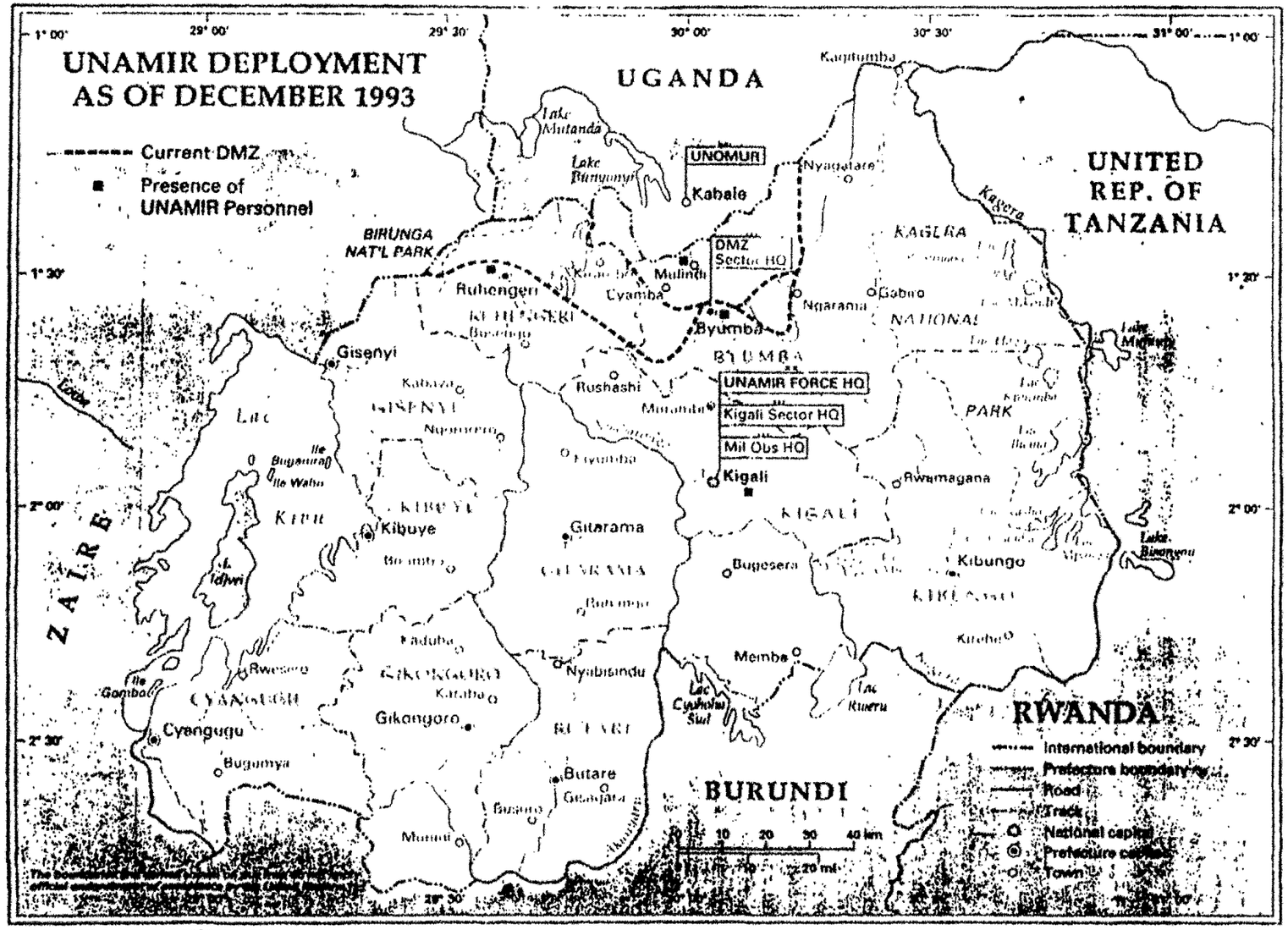
25. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a autorisé le Secrétaire général à contracter des engagements dans la limite de 4,6 millions de dollars pour couvrir les dépenses initiales de la MINUAR entre le 5 octobre et le 30 novembre 1993, en vertu la résolution 46/187 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1991 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires.

26. Le coût total de la MINUAR pour la période de six mois allant du 5 octobre 1993 au 30 avril 1994 est estimé à 51 120 000 dollars (en montant brut), ou encore 50 478 000 dollars (en montant net), ce chiffre incluant le montant de 4,6 millions de dollars déjà autorisé par le Comité consultatif. Celui-ci a récemment recommandé à l'Assemblée générale d'autoriser de nouveaux engagements à concurrence de 46,5 millions de dollars en montant brut (45,9 millions de dollars en montant net). Un budget détaillé montrant la ventilation du montant prévu de 51 120 000 dollars sera présenté sous peu à l'Assemblée générale.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

27. Dans mon rapport précédent, j'ai souligné que, pour que l'Organisation des Nations Unies s'acquitte avec succès et efficacité de son mandat au Rwanda, deux conditions essentielles devaient être remplies. D'abord, les parties devaient coopérer pleinement l'une avec l'autre et avec l'Organisation des Nations Unies en remplissant les engagements qu'elles ont pris dans l'Accord d'Arusha. Deuxièmement, l'Organisation des Nations Unies devait disposer, en temps voulu, des ressources humaines et financières nécessaires.

28. Malgré des signes récents d'intransigeance mutuelle, les parties ont continué à faire preuve de bonne volonté et de coopération, dans leurs contacts et dans les contacts qu'elles ont avec l'Organisation des Nations Unies. Elles ont également pu surmonter certains moments tendus, gros de risques, au lendemain des événements survenus au Burundi. En outre, le fait que le cessez-le-feu a généralement été respecté montre que les parties restent attachées au processus de paix et de réconciliation mis en mouvement par l'Accord d'Arusha.



MAP NO 3807.1 Rev. 1 UNITED NATIONS
DECEMBER 1993

UNITED
NATIONS

S

Security Council

Distr.
GENERAL

S/26850
7 December 1993

ORIGINAL: ENGLISH

LETTER DATED 3 DECEMBER 1993 FROM THE SECRETARY-GENERAL
ADDRESSED TO THE PRESIDENT OF THE SECURITY COUNCIL

I have the honour to refer to Security Council resolution 872 (1993) of 5 October by which the Council decided to establish the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR).

In my letter of 1 November 1993 (S/26699), I submitted to the Council the initial list of Member States willing to contribute military personnel to UNAMIR. Following additional consultations, I propose that Argentina, Austria, Congo, Mali, Nigeria, Pakistan, the Russian Federation and Zimbabwe be added to the list of contributing countries.

I am continuing to consult certain other States and will revert to the Security Council when I have an indication of whether they are also ready in principle to contribute military personnel to this mission.

I should be grateful if you would bring this matter to the attention of the Security Council.

(Signed) Boutros BOUTROS-GHALI

93-69145 (E) 071293 *071293*

UNITED
NATIONS

S

Security Council

Distr.
GENERAL

S/26699
5 November 1993

ORIGINAL: ENGLISH

SRSG
Before your appointment

LETTER DATED 1 NOVEMBER 1993 FROM THE SECRETARY-GENERAL
ADDRESSED TO THE PRESIDENT OF THE SECURITY COUNCIL

I have the honour to refer to Security Council resolution 872 (1993) of 5 October by which the Council decided to establish the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR).

Having completed the necessary consultations, I propose that the military elements of UNAMIR be composed of personnel from the following States: Bangladesh, Belgium, Canada, Ecuador, Egypt, Fiji, Ghana, Malawi, Senegal, Tanzania, Togo, Tunisia and Uruguay.

I am continuing to consult certain other States and will revert to the Security Council when I have an indication of whether they are also ready in principle to contribute military personnel to this mission.

I should be grateful if you would bring this matter to the attention of the Security Council.

(Signed) Boutros BOUTROS-GHALI

93-61550 (E) 051193 071193

SRSG's Office

5770!

FACSIMILE

TO: Dallaire, UNAMIR Kigali	**FROM: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK**
DATE: 17 November 1993	
SUBJECT: Appointment of SRSG for Rwanda	
TOTAL NUMBER OF TRANSMITTED PAGES INCLUDING THIS PAGE: 5	

Please find attached for your information copies in English and French of Security Council documents S/26730 and S/26731 on the above subject. Regards.

SECURITY MATTERS

Exec. Dir. Dr. H.H. Kabia
You may wish to advise staff in SRSG's Offic

CAO/UNAMIR

BPD

27 January 1994

SECURITY BRIEFING FOR INTERNATIONAL CIVILIAN STAFF IN THE DIVISION OF MANAGAMENT & ADMINISTRATION

1. Security situation in general

No BBTG and no sign of major progress.
Tense and a lot of nervous reactions.
Despite UNAMIR's search actions still a lot of weapons in town.

2. Specific incidents

- Yesterday morning road-block between CND and Chez Lando on the airport road. RPF overreacted and fired in the air. A protest has been launched. Nervousness after one month of "no results" of political negotiations?
- The night before last one of our collegues was attacked when driving to a restaurant in the city centre in the evening. Escaped unharmed.
- A Belgian lady was robbed of her car and valuables yesterday.
- At demonstration in city centre yesterday two young men were shot and killed.

3. Dangerous areas

All Kigali and probably also most of northern Rwanda.

"Safe havens": UN and specifically UNAMIR installations; "Meridien", "Les Diplomates"; your home if behind a wall and with bars on windows and doors, good door-bolts, telephone.

4. Some advise

We will continue work as normal but with increased security awareness. Also many have to work this week-end.
Not take "chances". Careful with alcohol (bad judgement, slow reaction).

Work days - if quiet - wait for UNAMIR transport; if not there within 20 min's, call your Section Head or other collegue to inquire.
Transport home after darkness - military escort provided.

Non-work days, free-time:
Shopping (never alone) in safe supermarkets in the morning hours. No walking around in town; avoid the market!
Never move in the darkness - not even by car. Stay at home, in the hotel or in UNAMIR HQ.
If anything abnormal occurs, contact our D.O. or, if he fails to react, the Force HQ D.O. Their telephone numbers:
Mr. Wantajja 8 44 59 (until Monday 08:00).
Force HQ D.O. 8 4281 - 5 ext 1035.

Exec. Dir. [illegible]
You may wish to advise staff in SRSG's Office

CAO/UNAMIR

BK
At circulate
DOK 20 27/1

MRF

27 January 1994

SECURITY BRIEFING FOR INTERNATIONAL CIVILIAN STAFF
IN THE DIVISION OF MANAGAMENT & ADMINISTRATION

1. Security situation in general

No BBTG and no sign of major progress.
Tense and a lot of nervous reactions.
Despite UNAMIR's search actions still a lot of weapons in town.

2. Specific incidents

- Yesterday morning road-block between CND and Chez Lando on the airport road. RPF overreacted and fired in the air. A protest has been launched. Nervousness after one month of "no results" of political negotiations?
- The night before last one of our collegues was attacked when driving to a restaurant in the city centre in the evening. Escaped unharmed.
- A Belgian lady was robbed of her car and valuables yesterday.
- At demonstration in city centre yesterday two young men were shot and killed.

3. Dangerous areas

All Kigali and probably also most of northern Rwanda.

"Safe havens": UN and specifically UNAMIR installations; "Meridien", "Les Diplomates"; your home if behind a wall and with bars on windows and doors, good door-bolts, telephone.

4. Some advise

We will continue work as normal but with increased security awareness. Also many have to work this week-end.
Not take "chances". Careful with alcohol (bad judgement, slow reaction).

Work days - if quiet - wait for UNAMIR transport; if not there within 20 min's, call your Section Head or other collegue to inquire.
Transport home after darkness - military escort provided.

Non-work days, free-time:
Shopping (never alone) in safe supermarkets in the morning hours. No walking around in town; avoid the market!
Never move in the darkness - not even by car. Stay at home, in the hotel or in UNAMIR HQ.
If anything abnormal occurs, contact our D.O. or, if he fails to react, the Force HQ D.O. Their telephone numbers:
Mr. Wantajja 8 44 59 (until Monday 08:00).
Force HQ D.O. 8 4281 - 5 ext 1035.

INTER-OFFICE MEMORANDUM

11 January 1994

URGENT

To: Executive Director, SRSG's Office
ADC and P.A. to FC
SpTO and Section Heads, Division of M & A

From: CAO

Subj: Security

Pls advise all civilian staff, that there is a possibility, that we may encounter disturbances in Kigali to-morrow, Wednesday 12 January.

The Duty Officer of the Division (hereby appointed in the absence of an authorized list of Duty Officers), Mr. Hans Benz, CPO, will be in his office (tel # 84280 - 5, ext 1389) as from 06:00 hrs Wednesday morning. (T.O. to provide necessary transport.) The Transport Officer will be available on ext 1360.

Staff, who do not normally avail themselves of UNAMIR transport, suspecting that the situation is tense or seeking information about the situation, should check with the Duty Officer, before proceeding to the HQ. Should the situation be tense, the Duty Officer will advise staff to remain at home (and stay there, please!). The Duty Officer will register callers.

Staff normally availing themselves of UNAMIR transport should wait for the transport at its normal arrival time and additionally 20 minutes. Has the transport not arrived by then, please contact the Duty Officer and remain at your residence.

In view of the above may I kindly recommend, that staff take work with them to home to work with there, in case they can not reach the office.

All staff, advised to stay at home, should call the HQ during the day to check if the situation has improved and if they might be brought to the office by UNAMIR transport.

UNITED NATIONS NATIONS UNIES
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR

INTEROFFICE MEMORANDUM
MEMORANDUM INTERIEUR

January
5 December 1994

TO ALL INTERNATIONAL STAFF MEMBERS

FROM MR.Per O. HALLQVIST

SUBJECT SECURITY MEETING

Please be informed that a security meeting will be held on Friday 7 January 1994 at 15:00 Hrs. In the Rotunda Auditorium. You are expected to attend.

Thank you for your usual collaboration.

RAPPORT PRELIMINAIRE D'INCIDENT

Date : _____ Heure : _____

Nom des personnes concernées : _____

Organisation : _____

Numéro du véhicule utilisé : _____

Endroit exact où l'incident a eu lieu : _____

Armes utilisées / Explosifs : _____

Description sommaire sur les circonstances de l'incident : _____

_____

_____

_____

_____

Etat médical des personnes : _____

_____

Personnes soignées [ ] sur place [ ] à l'hôpital

[ ] ailleurs où ? _____

Donner l'endroit exact où se trouve le blessé _____

Y a-t-il besoin urgent d'une évacuation médicale [ ] oui [ ] non

Autorités locales informées [ ] oui [ ] non

Représentant de la mission informé [ ] oui [ ] non

Personnes à aviser/contacter : _____

DEVELOPPEMENT MONDIAL
PNUD - KIGALI

NOTIFICATION DE DEPLACEMENT DU LIEU D'AFFECTATION

NOM DU FONCTIONNAIRE :

PROJET / AGENCE :

DETAILS DU VOYAGE

- /___/ Seul
- /___/ Accompagné par :
- Motif /___/ Officiel
  /___/ Privé
- Destination :
- Moyen de transport : /___/ Véhicule
  /___/ Avion
  /___/ Autres
- Date de départ :
- Date approximative de retour :

Date : Signature :

Visa : Agent de sécurité, ARR (A) Date :

Visa : Représentant Résident Date :